



RAPPORT ANNUEL | 2021

Situation économique, sociale et financière



REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

UNITE-EGALITE-PAIX



RAPPORT ANNUEL | 2021

Situation économique, sociale et financière

Thème : Le transport urbain à Djibouti

MOT DU MINISTRE



Le rapport annuel sur la situation économique, sociale et financière passe en revue les performances économiques enregistrées en 2021 après une année 2020 marquée par l'avènement de la Covid-19 et ses effets désastreux sur toutes les économies.

L'économie mondiale a rebondi pour atteindre 6,1% en 2021 après la récession de 3,3% en 2020, grâce à une reprise dans les pays avancés (+5,2%) et dans les pays émergents et

en développement (+6,8%) selon le Fonds monétaire international FMI. Cette reprise résulte non seulement de l'augmentation progressive de la consommation et de l'investissement, mais aussi de la maîtrise de la pandémie avec l'accélération des campagnes de vaccination contre la Covid-19 dans les différents pays après l'approbation de plusieurs vaccins.

Au niveau national, après un ralentissement de l'activité à 1,2 % en 2020, l'économie Djiboutienne a repris en 2021 à un rythme modéré dans un contexte international marqué par la crise logistique et la crise régionale (conflit éthiopien). La croissance estimée à 4,8% est portée notamment par la consommation et le bâtiment alors que le secteur portuaire enregistre un recul de 20% du trafic de conteneurs par rapport à 2020 et 25% comparé au niveau de 2019.

L'activité économique nationale s'est redynamisée notamment dans les secteurs du commerce (+20%), le BTP (+10%) et le tourisme (+19%).

Du côté de la demande, la croissance est soutenue surtout par la consolidation de la consommation (+4,9%) tandis que les investissements régressent de 11,5%.

L'inflation élevée de 2,5% sur un an est due à la forte reprise mondiale et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Les **investissements** (publics et privés) se sont contractés de 4,7 points de pourcentage à 21,7% du PIB en 2021 contre 26,4% en 2020.

Au niveau des **finances publiques**, le déficit budgétaire s'est résorbé de 1,5 milliard FDJ et se situe à 1,8% du PIB contre 2,1% du PIB en 2020 avec une légère baisse des recettes budgétaires accompagnée d'une réduction des dépenses notamment celles occasionnées par la lutte contre la pandémie.

Le **compte courant** a fait ressortir un excédent de 173 milliards FDJ et atteint 28% du PIB en 2021 contre 11% en 2020.

La situation monétaire en 2021 est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire de 5,3% à 478,4 milliards FDJ. Celle-ci est portée par la hausse des créances nettes sur l'administration de 123% (+10,6 milliards FDJ) et des crédits à l'économie de 8,5% (+12,6 milliards FDJ) alors que les actifs extérieurs nets sont en quasi-stagnation (+0,05% ; +170 millions FDJ).

Le secteur financier a contribué au développement à hauteur de 3,8% du PIB contre 3,7% en 2020. Les dépôts ont atteint 442,9 milliards de FDJ en hausse de 5,7% dont 75% pour les banques conventionnelles tandis que les crédits progressaient de 54,2% à 230,3 milliards de FDJ, une évolution principalement due à une grosse transaction de la banque chinoise.

Enfin, s'agissant des réformes structurelles et des politiques publiques de développement, elles se sont poursuivies au cours de l'année 2021 pour consolider le dynamisme économique. Celles-ci ont porté sur la stratégie nationale de développement pour les cinq prochaines années 2020-2024, la politique sociale et d'emplois, la gestion de la dette publique, la gouvernance du secteur parapublic, le développement du secteur financier, la politique fiscale et le renforcement de l'appareil statistique.

ILYAS MOUSSA DAWALEH

Table des matières

MOT DU MINISTRE.....	1
INTRODUCTION	8
CHAPITRE I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2021	9
1.1. Performances Economiques en Afrique	10
1.2. Performances Economiques dans les Etats du Golfe.....	10
1.2.1. Evolution des cours des matières premières	10
1.2.2. Evolution du marché des changes	14
2.1. Le secteur réel	15
2.1.1. Le secteur primaire	16
2.1.2. Le secteur secondaire.....	19
2.1.3. Le secteur tertiaire	21
2.2. Les Emplois du PIB.....	27
2.3. Inflation.....	27
2.4. Finances Publiques.....	28
2.4.1. Analyse des recettes budgétaires.....	28
2.4.2. Analyse des dépenses publiques	30
2.4.3. Evolution du déficit budgétaire	32
2.4.4. La dette publique extérieure	32
2.5. La balance de paiements.....	34
2.5.1. La balance commerciale (Biens).....	34
2.5.2. La balance des services et des revenus	34
2.5.3. La balance des transferts courants sans contrepartie.....	35
2.5.4. Le Compte de capital et des opérations financières	35
2.6. Evolution des principaux agrégats monétaires.....	36
2.6.1. La monnaie fiduciaire.....	36
2.6.2. Les dépôts.....	37
2.6.3. Les contreparties de la masse monétaire.....	37

CHAPITRE III. LES SECTEURS SOCIAUX.....	39
3.1. Développement du capital humain.....	39
3.1.1. Education.....	39
3.1.2. Santé.....	40
3.1.3. Le Genre.....	42
3.2. La pauvreté en 2021.....	45
3.2.1. La lutte contre la pauvreté.....	45
CHAPITRE IV : LE SECTEUR FINANCIER	47
4.1. Le secteur financier dans l'économie Djiboutienne.....	48
4.2. Le cours de la monnaie nationale	50
4.2.1. L'Euro et le Franc Djibouti	50
4.2.2. Le Birr Ethiopien et le Franc Djibouti	50
4.3. la Masse Monétaire	52
4.4. les principaux agrégats monétaires	59
4.4.1. La monnaie fiduciaire.....	59
4.4.2. Les dépôts.....	60
4.5. Les contreparties de la masse monétaire.....	66
4.6. L'activité des banques commerciales	73
4.6.1. Le développement du secteur bancaire.....	73
4.6.2. Les dépôts auprès des banques.....	75
4.6.3. Les crédits des banques commerciales	83
4.7. La microfinance.....	93
4.7.1. la Microfinance conventionnelle.....	94
4.7.2. la Microfinance islamique	96
4.7.3. Perspectives.....	96
CHAPITRE V : LE TRANSPORT URBAIN A DJIBOUTI VILLE.....	98
5.1. Situation du Transport urbain	98
5.1.1. Accélération de la croissance urbaine et impact sur la mobilité	98

5.1.2.	Statistiques des transports urbains	100
5.2.	La gestion des risques de transport en commun.....	104
5.2.1.	La couverture des Bus et mini bus et taxis depuis 2001.....	104
5.2.2.	Les résultats techniques et financiers de la gestion des risques TPV	106
ANNEXES		108
Annexe 1 : Tableau des Indicateurs macroéconomiques et financiers		100

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Evolution de la consommation de viande par espèce animale (2017-2021).....	16
Tableau 2 :	Evolution des exportations par espèces (2017-2021)	16
Tableau 3 :	Evolution de la production agricole (2017-2021)	17
Tableau 4 :	Evolution de la production de la Pêche (2017-2021)	18
Tableau 5:	Evolution du secteur de l'Energie	19
Tableau 6:	Evolution du secteur de l'eau (2017-2021).....	20
Tableau 7 :	Evolution des principaux indicateurs du secteur des télécommunications	21
Tableau 8:	Evolution de conteneurs traités (en Teu).....	22
Tableau 9:	Volume des marchandises en vrac traités par les ports (tonnes métriques)	22
Tableau 10:	Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire.....	24
Tableau 11:	Evolution des Mouvements des Camions.....	25
Tableau 12 :	Evolution des indicateurs du tourisme	26
Tableau 13 :	Les contributions sectorielles au PIB en % (2017-2021).....	27
Tableau 14 :	L'indice des prix à la consommation sur la période 2017-2020.....	27
Tableau 15 :	Situation des recettes budgétaires (en millions FDJ)	29
Tableau 16:	Situation des Dépenses Budgétaires (en Millions FDJ)	31
Tableau 17:	L'encours de la Dette extérieure publique au 31 décembre 2021	32
Tableau 18:	Service de la dette extérieur au 31 Décembre 2021	33
Tableau 19:	Synthèse de la Balance des paiements (en millions FDJ).....	36

Tableau 20: Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)	37
Tableau 21: Dépôts par type de monnaie	37
Tableau 22: Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ)	38
Tableau 23: Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ).....	38
Tableau 24: Nombre des écoles selon le niveau d'enseignement.....	39
Tableau 25: Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement.....	39
Tableau 26: Indicateur de la pauvreté à Djibouti	45
Tableau 27: Les contributions sectorielles au PIB (en %)	48
Tableau 28 : Composition de la Masse monétaire.....	52
Tableau 29 : Evolution du ratio masse monétaire/PIB entre 2015 et 2021 (millions FDJ)	55
Tableau 30 : Evolution de dépôts par type de monnaie.....	61
Tableau 31 : Evolution du Bilan consolidé des banques conventionnelles et islamiques.....	74
Tableau 32 : Evolution du ratio de transformation de crédits	84
Tableau 33: Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions à fin 2021	94
Tableau 34: Le volume de l'épargne constitué à fin 2021 (FDJ)	95
Tableau 35: L'encours de crédits en 2021 (en FDJ)	96
Tableau 36 : Evolution de crédits et de l'encours.....	96

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution du Cours du Pétrole en 2021 (\$/Baril).....	11
Graphique 2 : Evolution du cours du blé en 2021	11
Graphique 3: Evolution du Cours du Sucre en 2021	12
Graphique 4 : Evolution du cours de l'huile en 2021.....	13
Graphique 5 : Evolution du cours du riz en 2021.....	13
Graphique 6 : Evolution du marché des changes en 2021 (Euro/Dollar).....	14
Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2017-2021)	15
Graphique 8 : Evolution des productions agricoles et du rendement	17
Graphique 9: Evolution de la production de la Pêche	18

Graphique 10 : Evolution des indicateurs de l'électricité et des abonnés.....	19
Graphique 11 : Evolution de la production, de la consommation d'eau et des abonnés.....	20
Graphique 12: Evolution des services de télécommunication.....	21
Graphique 13: Evolution du volume de marchandises en vrac traités entre 2017-2021	23
Graphique 14 : Evolution de l'activité du transport ferroviaire	26
Graphique 15: Evolution de l'inflation sur la période 2017-2021.....	28
Graphique 16: Evolution de différents postes de recettes.....	30
Graphique 17: Evolution des dépenses budgétaires.....	31
Graphique 18: Evolution du solde budgétaire	32
Graphique 19: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique.....	33
Graphique 20: Evolution de la Balance commerciale.....	34
Graphique 21: Evolution de la Balance des services et des revenus	35
Graphique 22 : Evolution de la Balance des transferts.....	35
Graphique 23: Evolution de la Balance de capital, des opérations financières et IDE (millions FDJ)	36
Graphique 24: Evolution de la Part du Crédit à l'économie dans le Produit intérieur brut	38
Graphique 25 : Evolution de l'indice des prix et la monnaie fiduciaire	60
Graphique 26 : Evolution de la population urbaine v.s parc automobile.....	101
Graphique 27 : Evolution du parc auto assuré et du taux d'assurance	101
Graphique 28 : Evolution des tricycles	103
Graphique 29 : Evolution de la sinistralité du transport en commun	107

INTRODUCTION

En 2021, l'économie nationale s'est redressée suite au fort ralentissement causé par la crise sanitaire du Covid 19 en 2020. La croissance économique s'affiche à 4,8% contre 1,2% en 2020 et cela essentiellement grâce à la reprise sur le plan régional et mondial qui a redynamisé l'économie nationale.

Les activités de transport ont rebondi hormis le transport maritime qui a connu un ralentissement de 20% en nombre de conteneurs traités en raison de la crise de la logistique et du conflit Ethiope. Les transports aéroportuaire, ferroviaire et routier ont enregistré des hausses respectives de 56%, 2%, et de 3%. L'activité du commerce s'est redynamisée et a enregistré une hausse de 20% en valeur. Les secteurs du tourisme et du bâtiment ont redémarré également avec des hausses respectives de 19% et 10%. Toutefois, la contribution de l'investissement (privé + public) à la croissance économique a reculé en passant de 26,4% du PIB en 2020 à 21,7% du PIB cette année, soit une perte de 4,7 points de pourcentage.

L'inflation qui a atteint 2,5% contre 0,3% en 2020, est une inflation importée causée par des facteurs externes notamment le renchérissement du coût de la logistique et la reprise post covid.

En 2021, la gestion budgétaire a été marquée par une baisse de 2,6% des recettes totales et dons à 127,6 milliards FDJ par rapport à 2020 en raison de la contraction des dons de 43%. Les dépenses totales ont également baissé de 2,4% en 2021 à 140,7 milliards FDJ. C'est essentiellement la diminution des dépenses additionnelles pour lutter contre les impacts socio-économiques du covid-19 (-72%) qui a tiré le niveau des dépenses. Ainsi, le déficit budgétaire est passé à 1,8% du PIB contre 2,1% en 2020.

A fin décembre 2021, la situation monétaire a connu une hausse de 5% par rapport à 2020. Les crédits intérieurs ont pour leur part augmenté de 14,7% à 180,88 milliards FDJ en décembre 2021 contre 157,65 milliards FDJ à la même période de 2020. Les crédits accordés au gouvernement et aux entreprises publiques sont en forte hausse respectivement de 123% et 61% alors que les prêts au secteur privé reculent de 5%.

Le compte courant dégage un solde excédentaire de 173,1 milliards FDJ, soit 28% du PIB comparé au 11% en 2020. Celui-ci a été tiré principalement par les exportations de biens de la zone franche qui ont augmenté de 49% à 650,4 milliards FDJ.

Le présent document s'articule en quatre chapitres. Les deux premiers retracent les tendances de l'environnement économique international et national en 2021. Les secteurs sociaux sont abordés au troisième chapitre et le dernier chapitre décrit l'évolution du secteur financier.

CHAPITRE I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2021

Après la récession de 2020, l'économie mondiale s'est redressée fortement en 2021 malgré les menaces de nouveaux variants. L'activité économique a repris dès le début de l'année et s'est poursuivie jusqu'en septembre avec les assouplissements des mesures de restrictions sanitaires, l'avancée des campagnes de vaccination et le redémarrage progressif du commerce mondial.

Cependant au dernier trimestre de 2021, l'activité économique mondiale a ralenti à 6,1% sous l'effet de la réduction des mesures de soutiens budgétaires, de l'apparition du nouveau variant omicron du covid-19 et des nouvelles barrières mises en place surtout en Chine. L'économie internationale a également été impactée par les pénuries de matières premières et la hausse des prix qui ont engendré des hausses des coûts de production et une baisse du pouvoir d'achat des ménages. La consommation de services a reculé.

La croissance économique **des Etats Unis** a atteint 5,7% en 2021, après une contraction de 3,4% en 2020 en raison de la crise sanitaire. Il s'agit du plus fort taux de croissance depuis 37 ans, et cette performance qui a dépassé les prévisions a été réalisée avec un bon dernier trimestre (6,9 % en rythme annuel) juste avant la propagation du variant Omicron. Cette croissance est due à la consommation qui a augmenté de 7,9 % et en particulier à la consommation de biens en hausse de 12,1 %.

Dans la **Zone Euro**, l'économie a enregistré en 2021 une croissance de 5,2% après la récession de 6,4% de l'année dernière. Cette croissance a été ralentie par la nouvelle vague du covid-19 et les mesures restrictives qui ont en découlé vers la fin de l'année.

En Chine, la croissance de l'économie s'est élevée à 8,1% en 2021, un record depuis une décennie, mais la pandémie continue toujours d'altérer la reprise économique de l'empire du milieu. Des sous-secteurs des services, comme le transport, la restauration, le tourisme et l'hôtellerie n'ont encore pas retrouvé leur rythme d'avant la crise sanitaire.

La reprise a été fragilisée aussi par l'inflation des prix des matières premières et une crise de l'immobilier.

En Inde, la croissance pour l'exercice financier 2021-2022 est estimée à 9,2% avec un bond des exportations. L'activité économique s'est redynamisée avec l'accélération de la vaccination et les levées des restrictions. L'économie reste toutefois vulnérable au nouveau variant du covid-19.

1.1. PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE

Après le ralentissement causé par la pandémie en 2020 à -1,9%, les économies de l'Afrique subsaharienne se sont redressées en 2021 avec une croissance estimée à 3,4%.

L'activité économique s'est redynamisée en général avec les levées et les assouplissements des mesures barrières contre la pandémie tandis que les pays exportateurs de matières premières ont bénéficié d'une hausse des prix et du rebond du commerce mondial.

Même si l'Afrique a été relativement épargnée par le covid-19 sur le plan sanitaire, la reprise apparaît moins forte et plus fragile par rapport à d'autres régions du monde, à cause notamment du faible pourcentage des personnes vaccinées et des défis socioéconomiques structurels.

En Ethiopie, la croissance a légèrement augmenté à 6,3% en 2021, après avoir reculé à 6,1% en 2020. L'activité qui avait déjà été ralentie par la crise sanitaire, a cette fois été impactée par les troubles politiques et la sécheresse.

1.2. PERFORMANCES ECONOMIQUES DANS LES ETATS DU GOLFE

Dans les pays du Golfe, la reprise de l'activité économique au niveau mondial et la levée des mesures liées au covid-19 sur le plan local ont fait rebondir la production de l'industrie pétrolière en 2021. La croissance économique de la région est ainsi estimée à 2,7% cette année, et a été portée par la forte hausse du prix du pétrole (+65%).

La croissance Saoudienne a repris et se chiffre à environ 3,3% en 2021. L'activité a été soutenue par la hausse de la demande mondiale d'hydrocarbures, les augmentations de production décidées par l'alliance OPEP+ et le maintien des cours du pétrole à un niveau élevé. Au même moment, la croissance du secteur non pétrolier a été tirée par la mise en œuvre de grands programmes d'infrastructures qui ont repris après avoir été perturbés par la crise sanitaire.

Aux Emirats Arabes Unis, la croissance est estimée à 2,2% pour 2021 contre -6,1% en 2020. La reprise de la croissance a été essentiellement liée aux facteurs exogènes, notamment le recul de la pandémie, la hausse des prix des hydrocarbures mais aussi des manifestations liées à la tenue de l'expo 2020.

1.2.1. Evolution des cours des matières premières

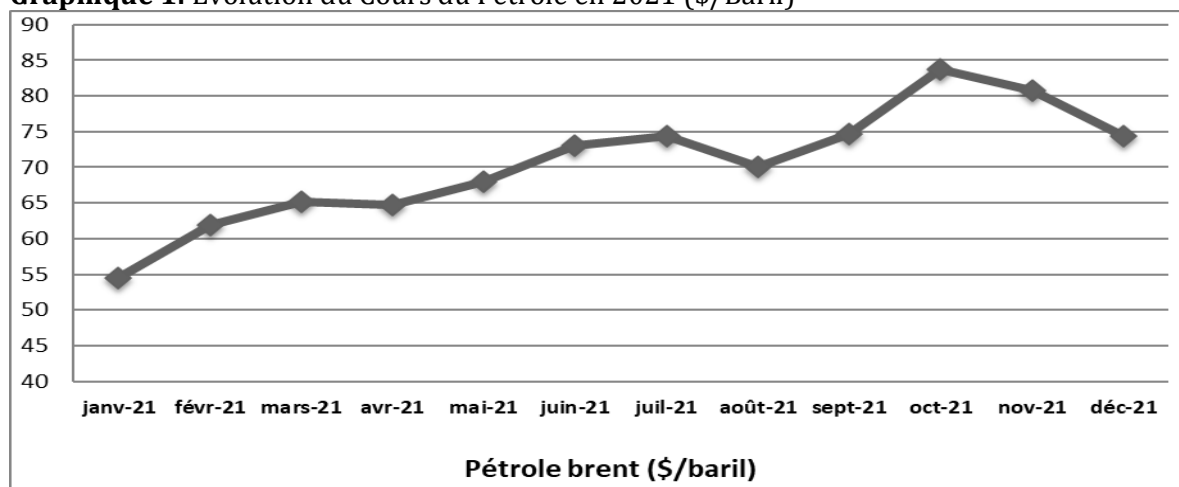
L'indice FAO des prix des céréales a atteint son niveau le plus élevé sur les dix dernières années, soit 131,2 en progression de 27,2% comparé à l'année dernière.

1.2.1.1. Le cours du pétrole

En 2021, le prix du pétrole Brent est remonté après la chute de l'année dernière due à la pandémie. Portée par une hausse de la demande sous l'effet de la reprise économique mondiale, le prix a continué d'augmenter au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Après de 55 dollars le baril en début d'année, le prix du Brent est monté jusqu'à 83,65 dollars le baril en octobre, avant de redescendre à 74,31 dollars en décembre à cause de l'essoufflement de la reprise observée au dernier trimestre de l'année.

Graphique 1: Evolution du Cours du Pétrole en 2021 (\$/Baril)

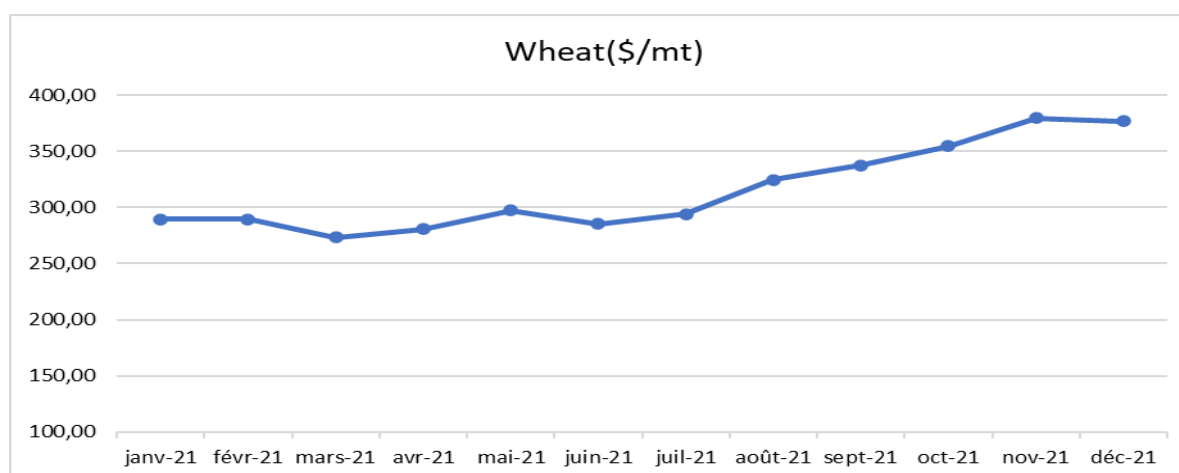


Source: Banque mondiale

1.2.1.2. Le cours du blé

Le cours mondial du blé a grimpé selon l'indice de prix alimentaire mondial. Il est passé de 289,30(\$/mt) en janvier 2021 à 376,81 en fin décembre 2021, soit une hausse de 26,3% sur une année, qui s'explique par la forte demande mondiale.

Graphique 2 : Evolution du cours du blé en 2021



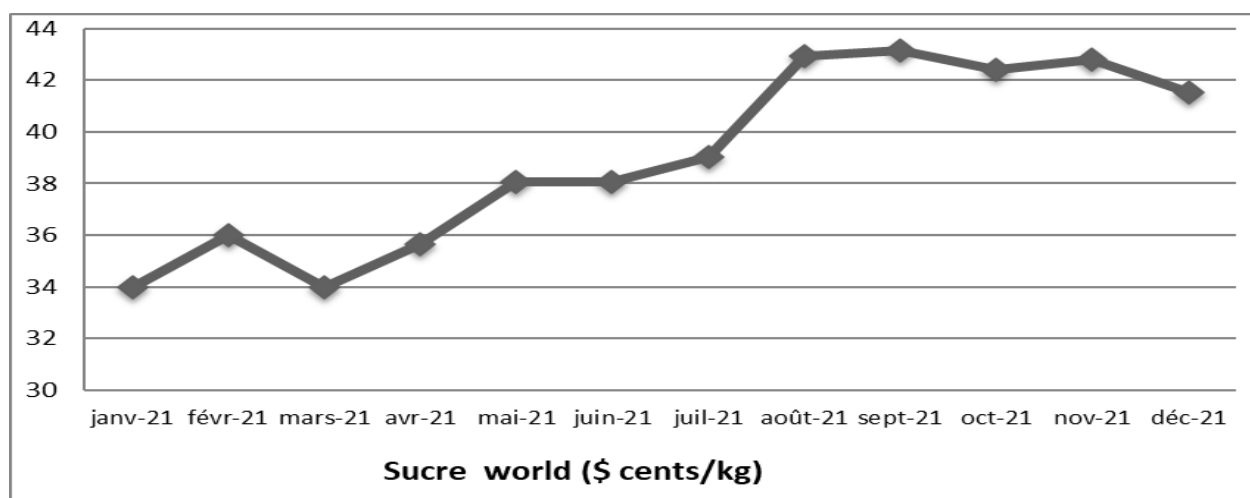
Source: Banque mondiale

1.2.1.3. Le cours du sucre

Le prix du sucre a atteint des sommets en 2021 sous l'effet d'une demande mondiale supérieure à la production mondiale. Les productions sucrières dans certains pays comme le Royaume-Uni, le Brésil et l'Inde n'ont pas encore atteint leurs niveaux pré pandémie et ont été aussi affectées par la hausse des coûts de production et surtout des coûts de transport.

Le cours du sucre a augmenté quasiment sur toute l'année passant de 34 \$ cents/kg en janvier puis à 43,17 \$ cents/kg en septembre pour finir à 41,54 \$ cents/kg à la fin de l'année.

Graphique 3: Evolution du Cours du Sucre en 2021



Source: Banque mondiale

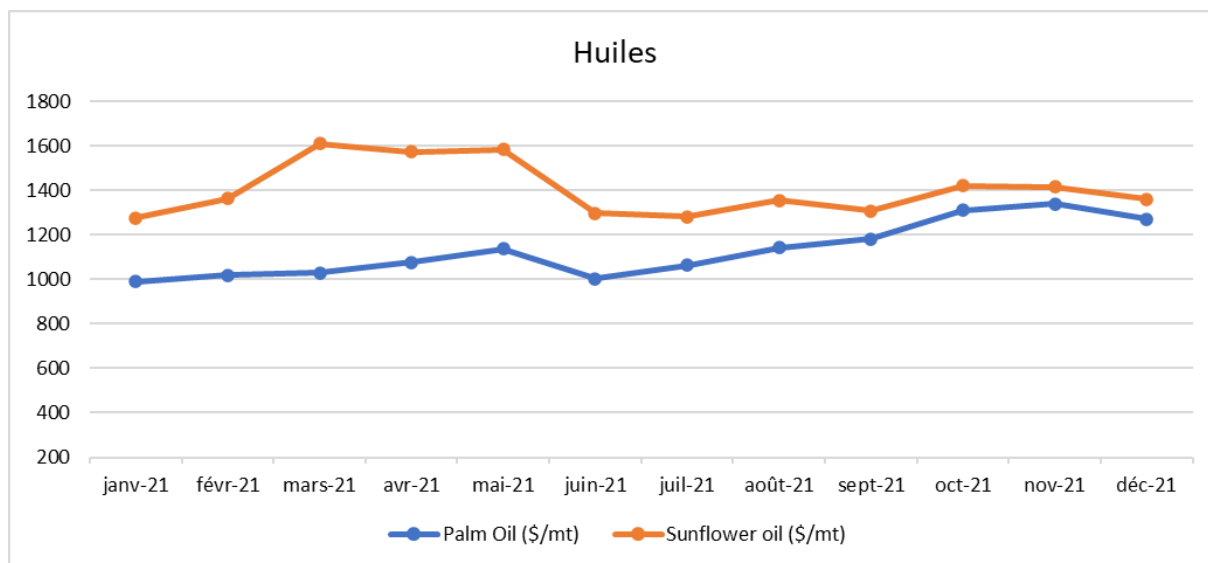
1.2.1.4. Le cours de l'huile

Sur le plan structurel, le cours des huiles végétales est resté sur une tendance haussière en raison de la hausse constante du prix des végétaux liés à l'augmentation de la consommation et de la production de nourriture animale. En 2021, cette tendance s'est accentuée pour diverses raisons, notamment les aléas climatiques qui ont limité la production agricole en Amérique du nord, au Brésil, en Europe et la hausse de la demande de biocarburants suite à l'augmentation du cours du pétrole.

Le cours de l'huile de tournesol a suivi la tendance des autres huiles végétales à 1276 \$/mt en janvier puis est monté jusqu'à 1611 \$/mt en mars. Après une fluctuation durant l'été, le prix de cette huile a fini à près de 1362 \$/mt en décembre.

En ce qui concerne l'huile de palme, son cours a suivi la même tendance que celui des autres huiles, en passant de 990,27\$/mt en janvier 2021 à 1270,29\$/mt à la fin de l'année 2021.

Graphique 4 : Evolution du cours de l'huile en 2021

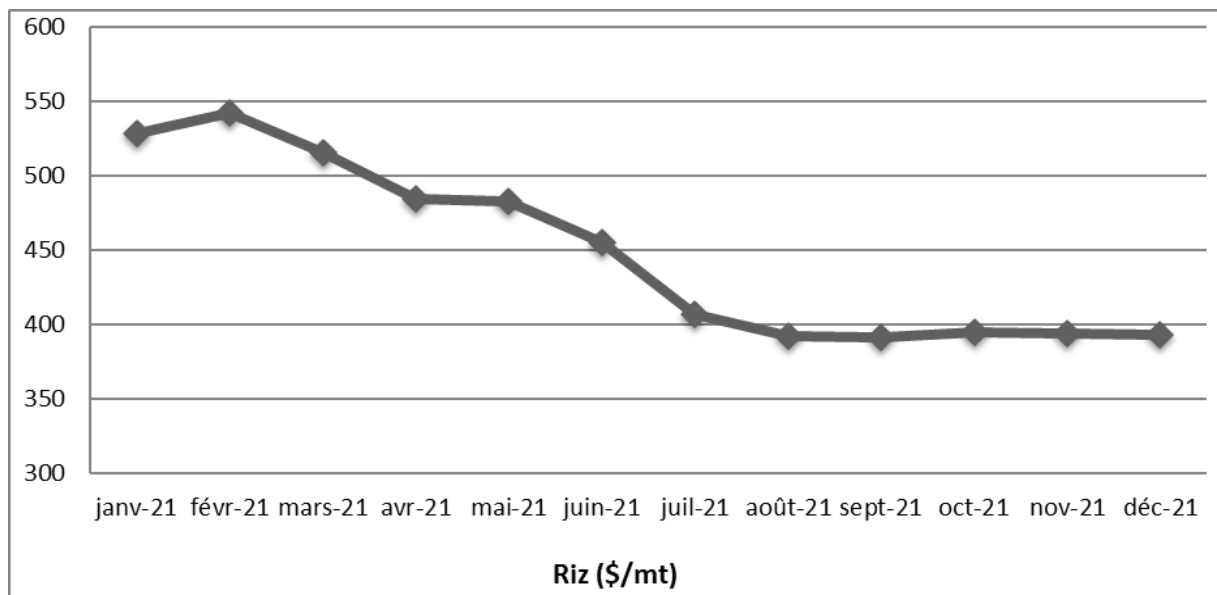


Source: Banque mondiale

1.2.1.5. Le cours du riz

Contrairement au prix de la plupart des céréales, le prix du riz a vu sa valeur baissée en 2021. Après une augmentation en début d'année à 542 \$/mt, la hausse des récoltes et l'abondance des stocks ont entraîné une baisse progressive des prix dès le premier trimestre pour terminer à 393 \$/mt en décembre.

Graphique 5 : Evolution du cours du riz en 2021



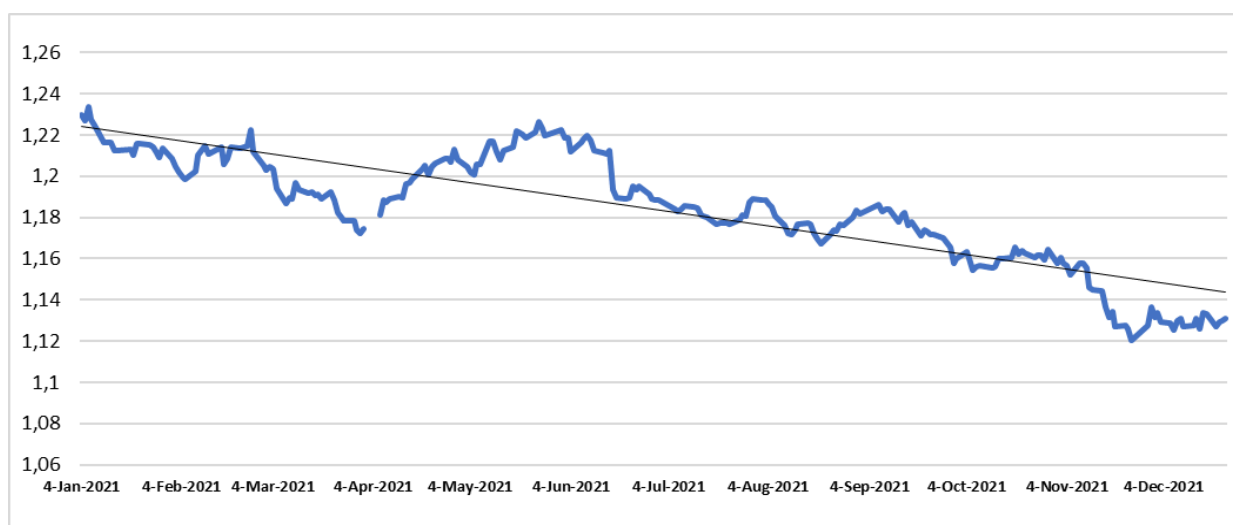
Source: Banque mondiale

1.2.2. Evolution du marché des changes

En 2021, l'euro a perdu près de 8 % de sa valeur face au dollar américain. A près de 1,23 dollar en janvier, l'euro a vu sa valeur baissée face à la monnaie américaine à 1,13 dollar en fin d'année.

La hausse du dollar face à la monnaie unique européenne s'explique par la reprise économique plus vigoureuse et la faible probabilité d'instauration de nouvelles mesures restrictives aux Etats-Unis, ainsi que le contexte politique en zone euro notamment les perspectives des élections en Allemagne et en France.

Graphique 6 : Evolution du marché des changes en 2021 (Euro/Dollar)



Source : Banque mondiale

CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2021

Après une année 2020 difficile, impactée par la pandémie de la covid-19, la reprise attendue de l'économie nationale en 2021 serait modeste. Projetée à 7,1% au début de l'année 2021 puis corrigée à 6,5% au troisième trimestre de cette même année, la croissance serait finalement estimée à 4,8%. La hausse du coût de la logistique au niveau international et le conflit intérieur en Ethiopie seraient les principaux facteurs qui ont influé sur la croissance nationale notamment celle générée par la plateforme logistique et transport.

2.1. LE SECTEUR RÉEL

La croissance du PIB en 2021 ressortirait à 4,8% tirée par le commerce (+8,1%) notamment le commerce zone franche (+6,3%) et le commerce hors zone franche (+15%) tandis que le transport s'est contracté de 2% en raison de la baisse des activités dans le transport hors zone franche (-3,0%).

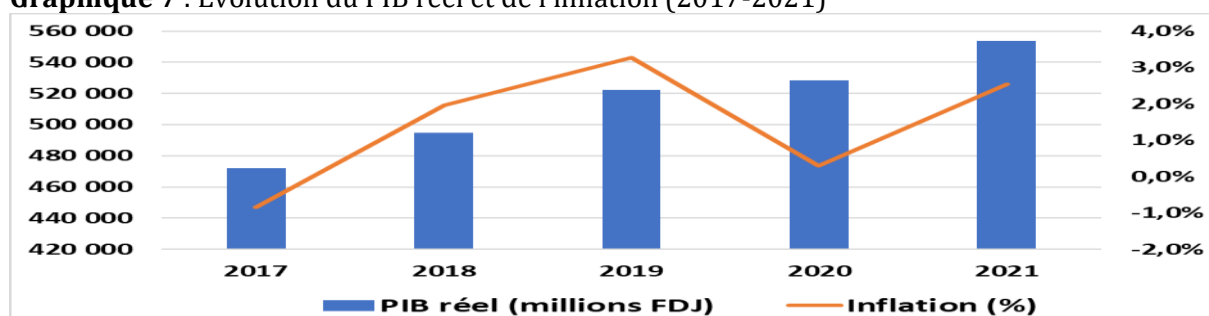
Le secteur primaire en 2021 a enregistré une évolution de 11,4% par rapport à 2020 et poursuivra sur la même tendance en 2022. Ce sont les activités du secteur de l'élevage, de la pêche et l'agriculture qui s'améliorent d'une année à une autre et soutiendront ce secteur à la hausse.

Le secteur secondaire est resté au même rythme de croissance à 9,9% en 2021 que sur la période de 2018 à 2020 (9,3% en moyenne). Après la chute observée en 2020 pour le BTP (-21,3%), celui-ci a augmenté de 10% en 2021 entraînant à la hausse ce secteur compte tenu de son poids (40%) dans le secondaire. De même, les autres composantes ont contribué à cette augmentation : l'industrie agroalimentaire (+15,5%), les autres industries manufacturières (+11,0%), l'électricité (+5%) et l'eau (9,4%).

Le secteur tertiaire croîtrait très légèrement (+3,7%) en 2021 après le 3,1% de 2020. Il serait porté par les activités du secteur de commerce (+8,1%) notamment le commerce de la zone franche (+6,3%) et le commerce local (+15%). Par contre, les activités du transport baisseraient de 2% en raison de recul observé dans le transport hors zone franche (-3%) malgré que le transport zone franche ait connu une hausse de 6,3%.

L'inflation s'est affichée à la hausse à 2,5% en 2021 contre 0,3% en 2020. Cette hausse est induite par les prix des produits alimentaires qui avaient augmenté de 3,5%.

Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2017-2021)



En ce qui concerne **les investissements**, le taux global (privé+ public) est évalué à 21,7% du PIB en 2021 contre 26,4% en 2020. Cette diminution proviendrait de la baisse de l'investissement privé qui passe de 19,8% en 2020 à 14,8% en 2021 alors que l'investissement public resterait quasiment stable à environ 7% en 2021.

2.1.1. Le secteur primaire

En 2021, le secteur primaire a progressé de 11% par rapport à 2020 mais sa contribution à l'économie demeure faible à 1,6% du PIB dont 1% pour le secteur de l'élevage, 0,3% pour l'agriculture, 0,2% pour la pêche et 0,1% pour la sylviculture.

2.1.1.1. L'élevage

En 2021, la consommation de la viande à Djibouti a baissé de 7% par rapport à l'année précédente. Ce sont surtout les baisses enregistrées au niveau de la consommation des ovins (9,7%) et des bovins (3,9%) qui ont tiré cette tendance malgré la hausse de la consommation des camelins (+18,4%).

Pour les camelins, l'augmentation de la consommation est expliquée par une commande en provenance d'une base militaire étrangère.

Tableau 1 : Evolution de la consommation de viande par espèce animale (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Ovins	137 733	140 336	133 474	114 119	103 094	-9,7%
Camelins	2 592	3 177	3 898	6 653	7 877	18,4%
Bovins	51 398	54 894	46 321	40 064	38 502	-3,9%
Total	191 723	198 407	183 693	160 836	149 473	-7,1%

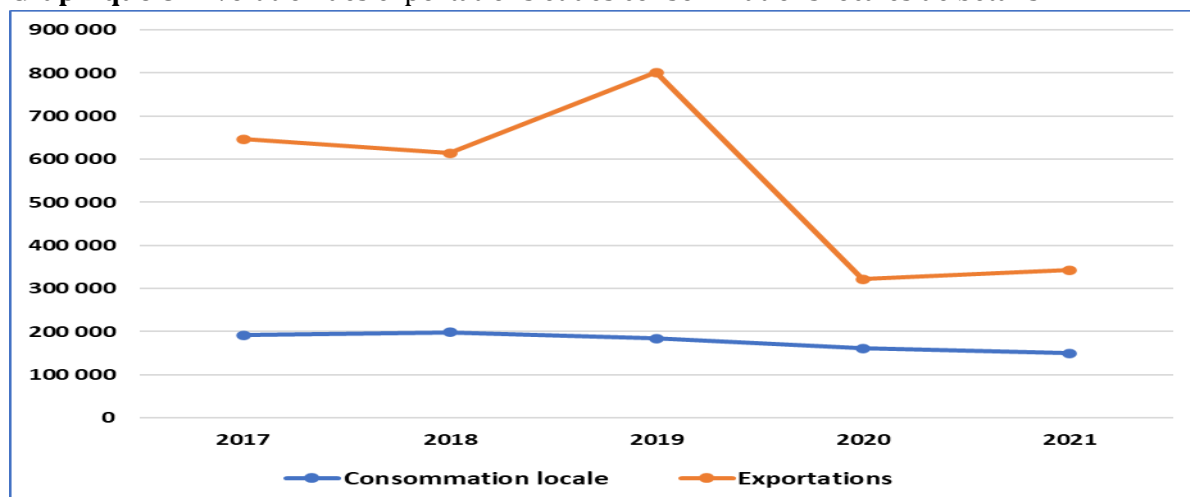
Source : Société d'Investissement Solidaire : nombre

Concernant les exportations de bétail, la tendance est à la reprise avec une hausse de 6,4% sur un an à 342 446 têtes et tirée par les exportations des ovins (+12,5%)

Tableau 2 : Evolution des exportations par espèces (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Ovins	579 355	554 720	696 401	275 938	310 324	12,5%
Camelins	44 350	54 053	98 996	32 178	21 644	-32,7%
Bovins	22 420	4 979	6 348	13 723	10 478	-23,6%
Total	646 125	613 752	801 745	321 839	342 446	6,4%

Source : PDSA

Graphique 8 : Evolution des exportations et des consommations locales de bétails

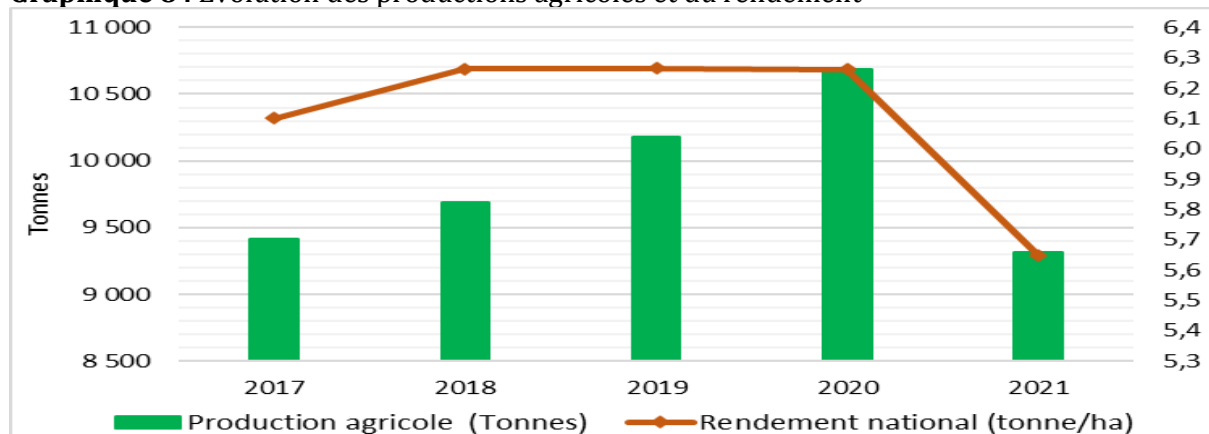
2.1.1.2. La production agricole

A l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Est, la sécheresse a de nouveau affecté Djibouti en 2021. La production agricole a enregistré une baisse de 13% par rapport à l'année dernière, passant de 10 688 tonnes en 2020 à 9 317 tonnes en 2021. Le nombre des exploitations et le rendement par hectare ont diminué respectivement de 8% et 9,8% sur un an.

Tableau 3 : Evolution de la production agricole (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Production agricole (tonnes)	9 412	9 694	10 179	10 688	9 317	-12,8%
Superficie nationale Cultivée (ha)	1 543	1 548	1 625	1 707	1 650	-3,3%
Nombres exploitations	1 982	1 992	2 092	2 196	2 015	-8,2%
Rendement national (tonne/ha)	6,1	6,3	6,3	6,3	5,6	-9,8%

Source: Ministère de l'Agriculture

Graphique 8 : Evolution des productions agricoles et du rendement

2.1.1.3. La Pêche

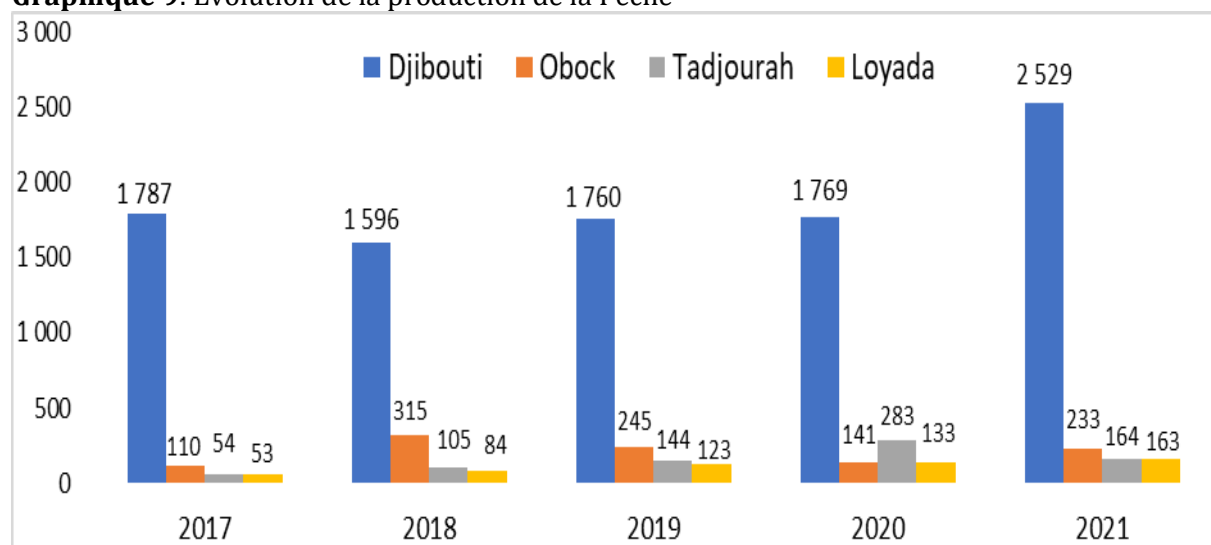
En 2021, la production de la pêche a enregistré une hausse de 33% par rapport à 2020. Les productions sur les sites d'Obock, de Djibouti et de Loyada ont considérablement augmenté en variation annuelle avec des hausses respectives de 65%, 43% et de 23%. Seul le site de Tadjourah a enregistré une baisse de 42% après la forte augmentation constatée en 2020. Par rapport au potentiel halieutique du pays qui est de 48 000 tonnes par an, le niveau d'exploitation actuel ne représente que 6,4 % en 2021. Les activités des pêches sont concentrées sur Djibouti (82% du volume total des captures).

Tableau 4 : Evolution de la production de la Pêche (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 20/21
Djibouti	1 787	1 596	1 760	1 769	2 529	43,0%
Obock	110	315	245	141	233	65,2%
Tadjourah	54	105	144	283	164	-42,0%
Loyada	53	84	123	133	163	22,6%
Total	2 004	2 100	2 272	2 326	3 089	32,8%

Source : Direction de la Pêche, unité : tonnes

Graphique 9: Evolution de la production de la Pêche



2.1.2. Le secteur secondaire

2.1.2.1. Production de l'énergie

En 2021, le secteur de l'énergie est resté sur sa tendance haussière. La production électrique a connu une hausse de 4,3% en 2021 à 654 062 MWH, soit un accroissement de la production de près de 26 951 MWH. La consommation d'électricité facturée a progressé de 4,6% par rapport à l'année 2020, avec une hausse du nombre d'abonnés de 5,6% combinée à une augmentation du prix moyen du KWh de 2 FDJ.

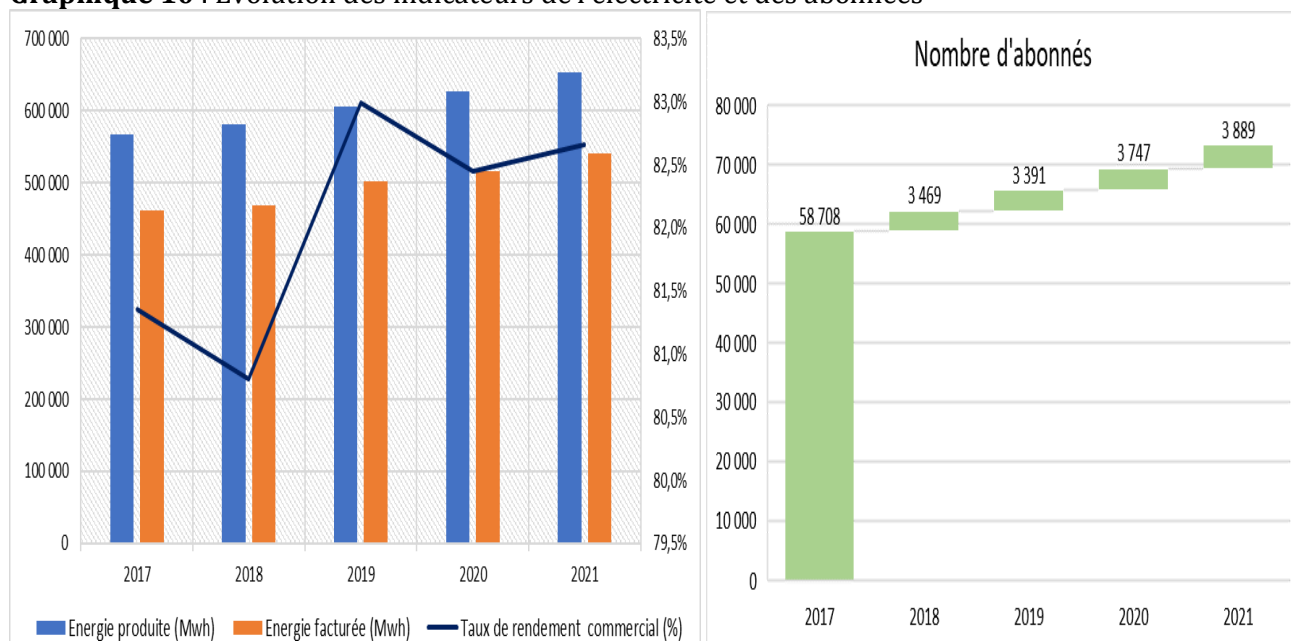
La tendance haussière du secteur de l'énergie pourrait s'expliquer par l'expansion du secteur des logements à Djibouti. Les tarifs qui ont baissé exceptionnellement en 2020 à 37FDJ/kwh, ont repris leur niveau de 2019 soit 39FDJ/kwh mais restent néanmoins en baisse de 34 % par rapport à 2017.

Tableau 5: Evolution du secteur de l'Energie

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Energie produite en MWH	566 859	580 856	605 150	627 111	654 062	4,30%
Energie facturée en MWH	461 141	469 358	502 244	517 035	540 675	4,57%
Taux de rendement commercial (%)	81,4%	80,8%	83,0%	82,4%	82,7%	0,3 point
Prix moyen du KWh (en FDJ)	59	41	39	37	39	5,41%
Nombre d'abonnés	58 708	62 177	65 568	69 315	73 204	5,61%

Source : EDD

Graphique 10 : Evolution des indicateurs de l'électricité et des abonnés



2.1.2.2. Production d'eau

La production d'eau s'est établie à 23,984 millions de m³ en 2021 en hausse de 3,8% par rapport à l'année 2020. Cette hausse est liée à l'accroissement simultané de la production de Djibouti-ville (+3,3%) et des Districts (+6,7%).

La consommation d'eau a quant à elle progressé de 6,9% à 16,036 millions de m³. Elle est principalement concentrée sur Djibouti-ville qui en représente 85% et qui a progressé de 6,1%. La consommation dans les régions de l'intérieur est en hausse de 12,1%. Le taux de pertes sur le réseau en 2021 est de 33% contre 35% une année auparavant. En termes d'accessibilité, le nombre d'abonnés a crû de 7% à 52 324 soit 3478 abonnés supplémentaires par rapport à 2020.

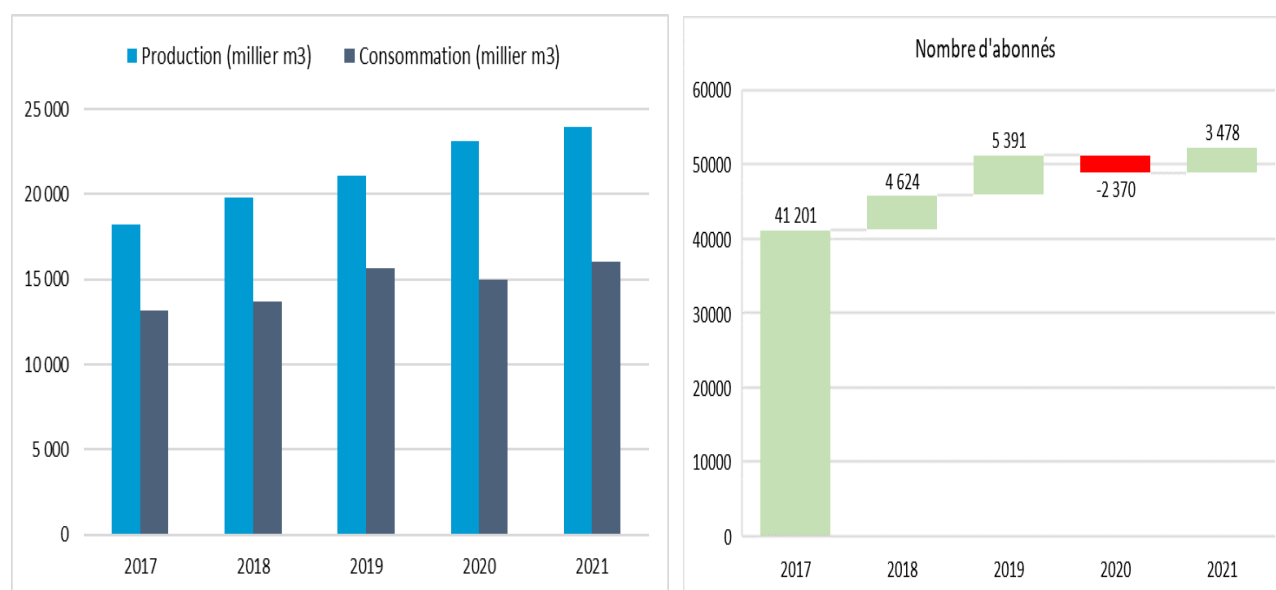
L'ODD 6 « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » dont l'échéance 2030 s'approche, est aussi une priorité de la vision 2035 et de ses plans quinquennaux.

Tableau 6: Evolution du secteur de l'eau (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Production (en millier m³)	18 212	19 770	21 114	23 104	23 984	3,8%
Djibouti-ville	15 533	16 722	17 462	19 452	20 087	3,3%
Districts	2 679	3 048	3 652	3 652	3 897	6,7%
Consommation (en millier m³)	13 154	13 703	15 624	14 995	16 036	6,9%
Djibouti-ville	11 508	12 181	13 567	12 864	13 648	6,1%
Districts	1 646	1 522	2 057	2 131	2 388	12,1%
Nombre d'abonnés	41 201	45 825	51 216	48 846	52 324	7,1%

Source : ONEAD

Graphique 11 : Evolution de la production, de la consommation d'eau et des abonnés



2.1.3. Le secteur tertiaire

2.1.3.1. Les télécommunications

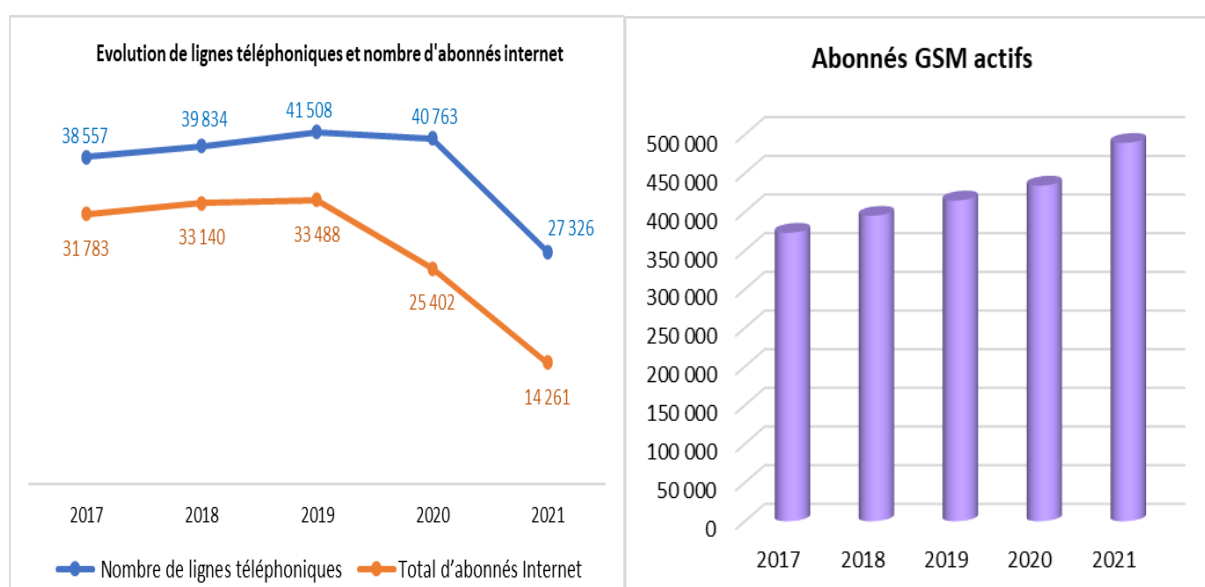
En 2021, le nombre d'abonnés GSM a enregistré une hausse de 13% par rapport à 2020 soit 55 304 abonnés de plus. Par contre, le nombre de lignes téléphoniques, la cabine téléphonique privée et les abonnés Internet sont en baisse. Le développement de paiement mobile, les forfaits offerts par l'opérateur ainsi que l'amélioration des capacités de sites 4G dans la capitale et dans les 5 régions de l'intérieur expliquent cette tendance en faveur du téléphone mobile.

Tableau 7 : Evolution des principaux indicateurs du secteur des télécommunications

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Nombre de lignes téléphoniques	38 557	39 834	41 508	40 763	27 326	-33%
<i>Lignes téléphoniques fixes</i>	<i>24 069</i>	<i>25 508</i>	<i>26 908</i>	<i>27 341</i>	<i>25 226</i>	<i>-8%</i>
<i>Téléphonie rurale (GSM fixe)</i>	<i>11 312</i>	<i>11 347</i>	<i>11 500</i>	<i>11 347</i>	<i>308</i>	<i>-97%</i>
<i>Cabine téléphonique privée</i>	<i>3 176</i>	<i>2 979</i>	<i>3 100</i>	<i>2 075</i>	<i>1 792</i>	<i>-14%</i>
Abonnés GSM actifs	373 052	395 037	414 809	434 035	489 339	13%
Total d'abonnés Internet	31 783	33 140	33 488	25 402	14 261	-44%
<i>Internet haut débit</i>	<i>31 783</i>	<i>33 140</i>	<i>33 488</i>	<i>25 402</i>	<i>14 261</i>	<i>-44%</i>

Source : Djibouti télécom SA

Graphique 12: Evolution des services de télécommunication



2.1.3.2. Les transports

Dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2015-2019, d'importants investissements ont été réalisés dans le domaine des infrastructures pour réaliser l'ambition de faire de Djibouti, un hub commercial et logistique et tirer avantage de la position géostratégique du pays sur l'une des routes maritimes les plus fréquentées.

2.1.3.2.1. Transport Maritime

Le transport maritime domine les échanges internationaux puisque plus de 80% du commerce mondial de marchandise en volume sont transportés par voie maritime et plus de six dixièmes de la valeur commerciale expédiés dans des conteneurs.

Le trafic de conteneurs

En 2021, le secteur portuaire a traité 691 292 conteneurs, en baisse de 20% sur un an soit une diminution de 167 756 conteneurs pendant la période sous revue. Par rapport à 2019, le recul du trafic des conteneurs est de 25%.

Ce recul est dû principalement à la chute de 71% des activités de transbordement même si les importations comme les exportations sont aussi en baisse. Le renchérissement du coût de logistique, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par le Covid-19 et la crise géopolitique régionale expliquent cette évolution négative.

Tableau 8: Evolution de conteneurs traités (en Teu)

	2017	2018	2019	2020	2021	VAR 21/20
Importations	358 045	339 578	361 687	332 637	317 447	-5%
Exportations	343 663	330 330	363 012	341 154	316 052	-7%
Transbordements	213 342	185 640	185 219	180 180	51 854	-71%
Restow	7 998	8 577	9 373	5 077	5 938	17%
Total du nombre des conteneurs traités	923 048	864 125	919 291	859 048	691 291	-20%

Source : DMP/SGTD

Le trafic des marchandises en vrac

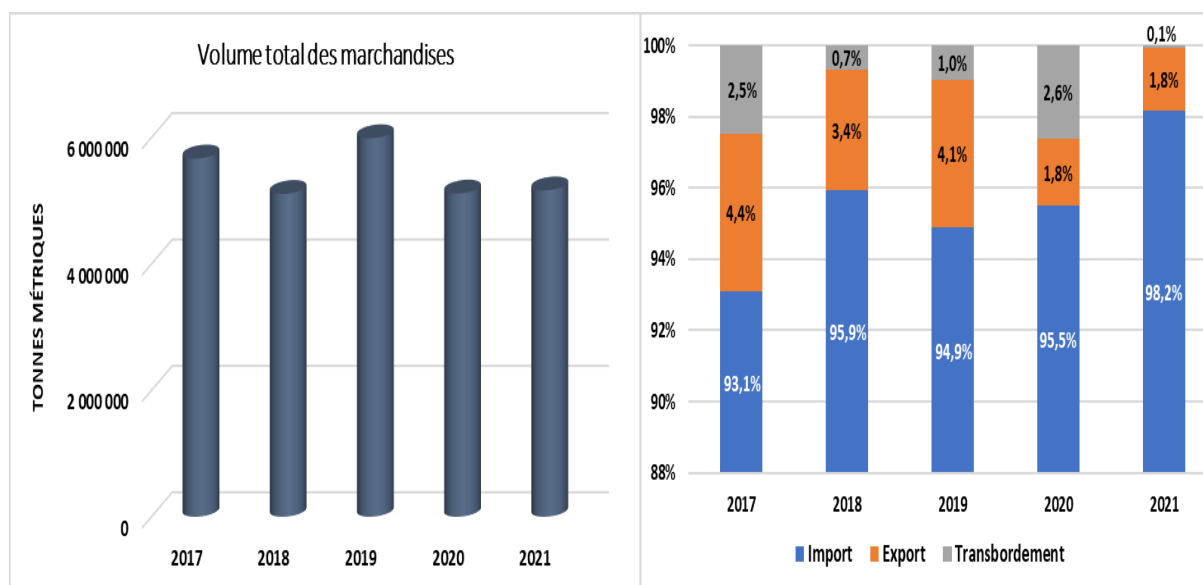
Le volume des marchandises en vrac traités par les ports en 2021 se sont établis à 5,16 millions de tonnes métriques en hausse de 1% par rapport à 2020. Cette légère augmentation est tirée par les importations (+4) alors que les marchandises en transbordement et à l'export se contractent respectivement de 98% et de 3%.

Tableau 9: Volume des marchandises en vrac traités par les ports (tonnes métriques)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Import	5 276 754	4 900 989	5 683 032	4 884 871	5 069 607	4%
Export	250 603	172 046	247 803	94 568	91 437	-3%
Transbordement	141 387	35 098	58 771	134 783	2 971	-98%
Total	5 668 744	5 108 133	5 989 606	5 114 222	5 164 015	1%

Source : Département statistique du DMP

Graphique 13: Evolution du volume de marchandises en vrac traités entre 2017-2021



Les hydrocarbures

Les importations d'hydrocarbures reculent de 14% à 4,28 millions de tonnes métrique en 2021 contre 4,98 millions en 2020. Cette baisse affecte aussi bien le marché domestique (-22%) que les importations éthiopiennes (-13%).

	2020	2021	Variation 21/20
Hydrocarbures (T. Horizon)	4 987 277	4 275 728	-14%
Djibouti	495 474	384 301	-22%
Ethiopie	4 491 803	3 891 427	-13%

Source : Département statistique du DMP

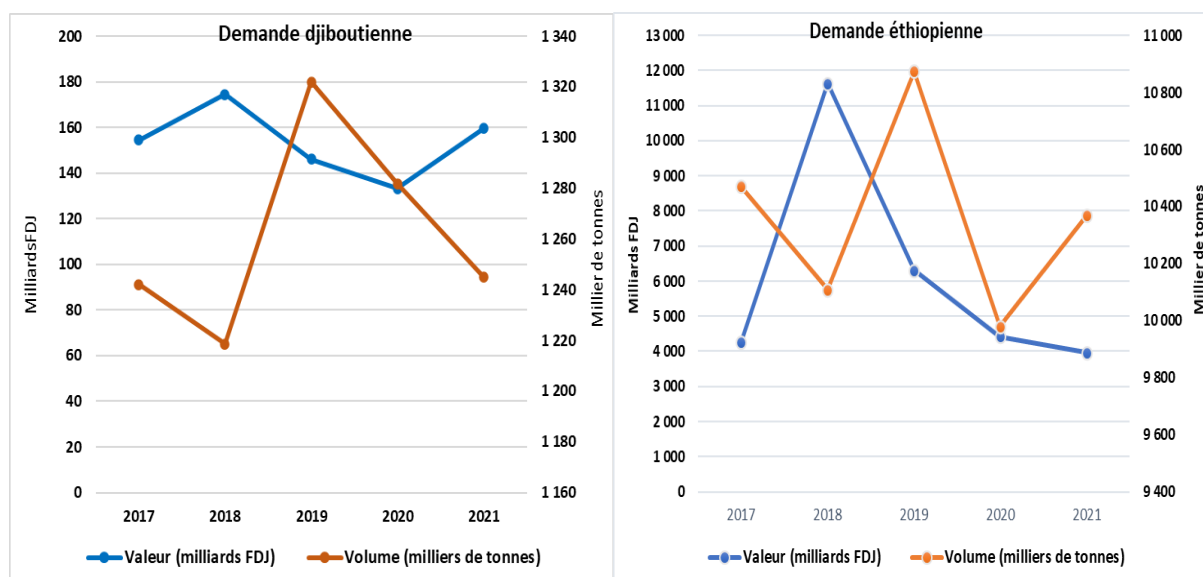
2.1.3.2.2. Commerce extérieur

Les activités du commerce extérieur transitant par les ports et destinées aux marchés djiboutien et éthiopien ont enregistré des évolutions contrastées en volume et en valeur.

	2017		2018		2019		2020		2021		Variation %	
	Milliards FDJ	Milliers de tonnes	Milliards FDJ	Milliers de tonnes	Milliards FDJ	Milliers de tonnes	Milliards FDJ	Milliers de tonnes	Milliards FDJ	Milliers de tonnes	Valeur	Volume
Demande Djiboutienne	155	1 242	174	1 219	146	1 322	133	1 282	160	1 245	20%	-3%
Demande Ethioienne	4 264	10 470	11 635	10 109	6 308	10 873	4 423	9 979	3 960	10 368	-10%	4%

Source : INSTAD

La demande djiboutienne a baissé de 3% en volume à 1,25 millions de tonnes contre 1,28 millions en 2020 alors que les importations à destination de l'Éthiopie ont augmenté de 4% à 10,37 millions de tonnes contre 10,0 millions une année auparavant. En valeur, les mises à la consommation dans le marché local et les marchandises éthiopiennes se chiffrent respectivement à 160 milliards FDJ (+20%) et 3 960 milliards FDJ (-10%) en 2021.



2.1.3.2.3. Transport Aérien

L'aéroport International de Djibouti réalise des travaux de rénovation et d'extension pour améliorer ses infrastructures opérationnelles et renforcer ses capacités d'accueil.

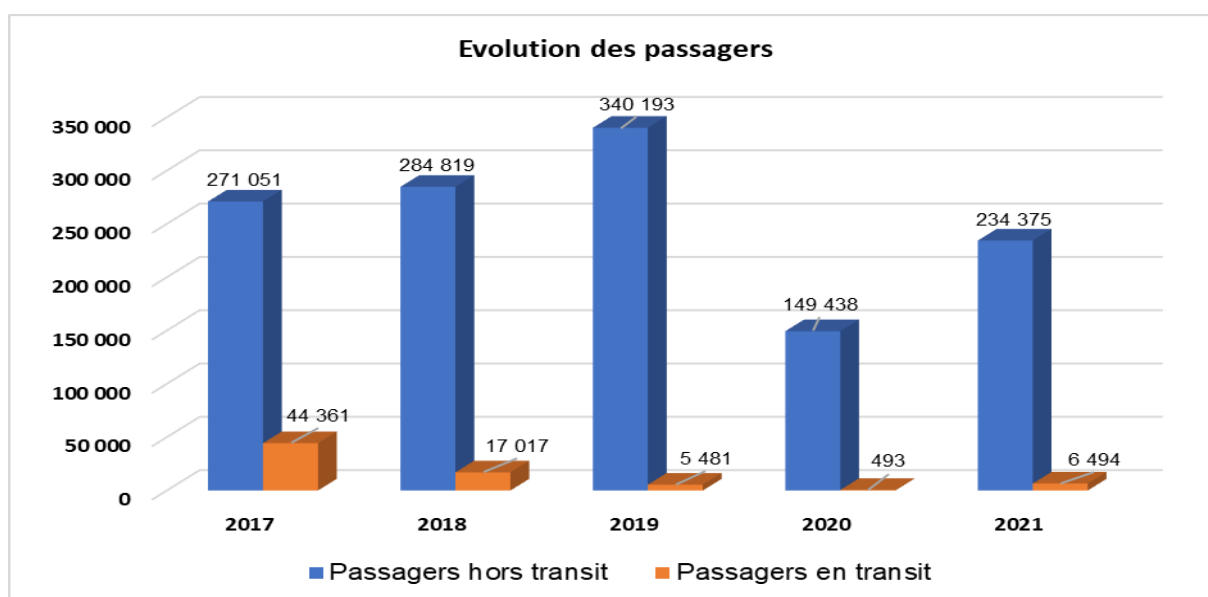
En 2021, le trafic aérien s'est accru de 37,5% à 8 038 vols commerciaux contre 5 844 en 2020. Le nombre des passagers a enregistré une hausse de 60,7% à 240 869 contre 149 931 une année auparavant.

Cette situation s'inscrit dans un contexte de reprise des activités aéroportuaires suite au recul de la pandémie de covid19 et la levée progressive des mesures de restriction sanitaires.

Tableau 10: Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire

	2017	2018	2019	2020	2021	var 21/20
Vols commerciaux	8 589	8 788	8 332	5 844	8 038	37,5%
Total passagers	315 412	301 836	345 674	149 931	240 869	60,7%
hors transit	271 051	284 819	340 193	149 438	234 375	56,8%
en transit	44 361	17 017	5 481	493	6 494	1217,2%

Source : Aéroport International de Djibouti (AID)



2.1.3.2.4. Transport Routier

Le secteur routier a bénéficié d'importants investissements dans les infrastructures notamment la construction du corridor nord Tadjourah-Balho pour renforcer la connectivité régionale et promouvoir le développement local.

Au cours de la période sous revue marquée par des tensions régionales, le fret routier a progressé de 3 % à 399 873 mouvements des camions de transit.

Tableau 11: Evolution des Mouvements des Camions

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Mouvement des camions	438 015	422 673	387 198	397 442	387 588	399 873	3,2%

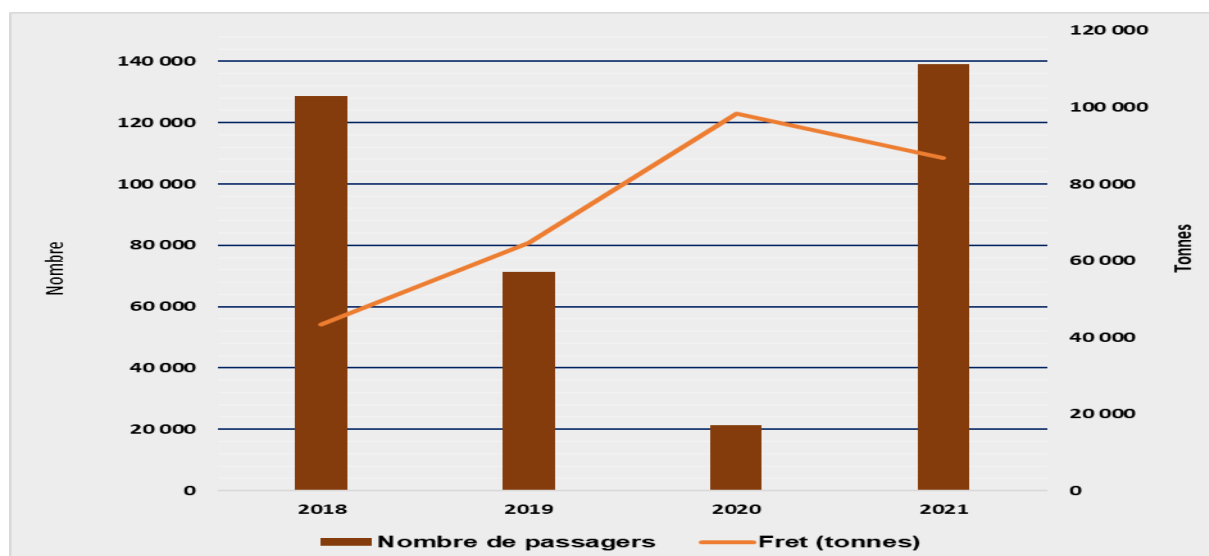
Source : DPCR, unité en mouvements des camions

2.1.3.2.5. Transport ferroviaire

La liaison ferroviaire Ethio-Djiboutien représente un atout stratégique pour les échanges entre les deux pays mais aussi à terme pour la connectivité avec les autres pays enclavés de la région comme le Sud Soudan. Elle contribue à la compétitivité de la chaîne de transport en termes de coût et de délai d'acheminement.

En 2021, le nombre de passagers a fortement augmenté (+551%) à 139 067 soit 117 710 passagers de plus par rapport à l'année précédente mais les services de fret ont reculé de 12% à 86 712 tonnes.

Graphique 14 : Evolution de l'activité du transport ferroviaire



2.1.3.3. Le secteur du tourisme

Le développement du potentiel touristique demeure une priorité nationale dans le cadre de la diversification des sources de croissance de l'économie nationale et la réduction de la pauvreté par l'inclusion économique. Le secteur du tourisme contribue en moyenne à 0,7% du PIB entre 2015-2019.

Le nombre des voyageurs débarqués a doublé entre 2020 et 2021 passant de 74 894 voyageurs à 114 102 voyageurs en 2021. La reprise du secteur aéroportuaire impacte aussi positivement les activités des hôtels qui enregistrent une hausse de 19% du nombre des nuitées vendues à 182 273 contre 153 035 l'année précédente.

Sous l'impulsion de construction de nouveaux hôtels et les rénovations des anciens, le nombre de nuitées disponibles se sont également accrus de 8,4% à 529 980 et le taux de d'occupation progressé de 10% à 34,4%.

Tableau 12 : Evolution des indicateurs du tourisme

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Nombre de nuitées vendues	166 065	160 152	179 610	153 035	182 273	19,1%
Nombre de nuitées disponibles	704 085	709 195	802 270	489 100	529 980	8,4%
Taux d'occupation globale (en %)	23,6%	22,6%	22,4%	31,3%	34,4%	9,9%
Taux d'occupation des hôtels trois étoiles et plus	50,0%	51,6%	58,5%	44,6%	47,2%	+2,6 pts
Nombre de voyageurs débarqués	132 829	141 941	167 474	74 894	114 102	52,4%

Source : ONTD (Office Nationale du Tourisme de Djibouti)

2.2. LES EMPLOIS DU PIB

En 2021, le PIB réel a crû de 4,8% à 553,829 milliards de FDJ contre 528,400 milliards de FDJ en 2020. Les principaux secteurs contributeurs sont le secteur tertiaire (77,5%) en léger recul de 0,8 point suivi du secteur secondaire (15%).

Tableau 13 : Les contributions sectorielles au PIB en % (2017-2021)

	2017	2018	2019	2020	2021
Primaire	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%
Secondaire	12,4%	14,1%	15,1%	14,3%	15,0%
Tertiaire	79,4%	77,6%	76,8%	78,3%	77,5%
Valeur Ajoutée totale	93,0%	92,9%	93,3%	94,1%	94,1%
Impôts & Taxes Indirects nets de Subvention	7,0%	7,1%	6,7%	5,9%	5,9%
Produit intérieur brut (PIB) au prix du marché	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Direction de l'économie et du Plan (MED)

2.3. INFLATION

Les prix à la consommation ont augmenté de 2,5% en décembre 2021 contre 0,3% à fin 2020. Cette hausse est principalement tirée par les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,48%), des services de « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+4,22%), ainsi que des « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » (+1,40%).

Certains produits affichent cependant des prix inchangés comme les « Articles d'habillement et chaussures », « Enseignements », tandis que d'autres sont en baisse comme les « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,86%) ou les « Biens et services divers » (-0,93%).

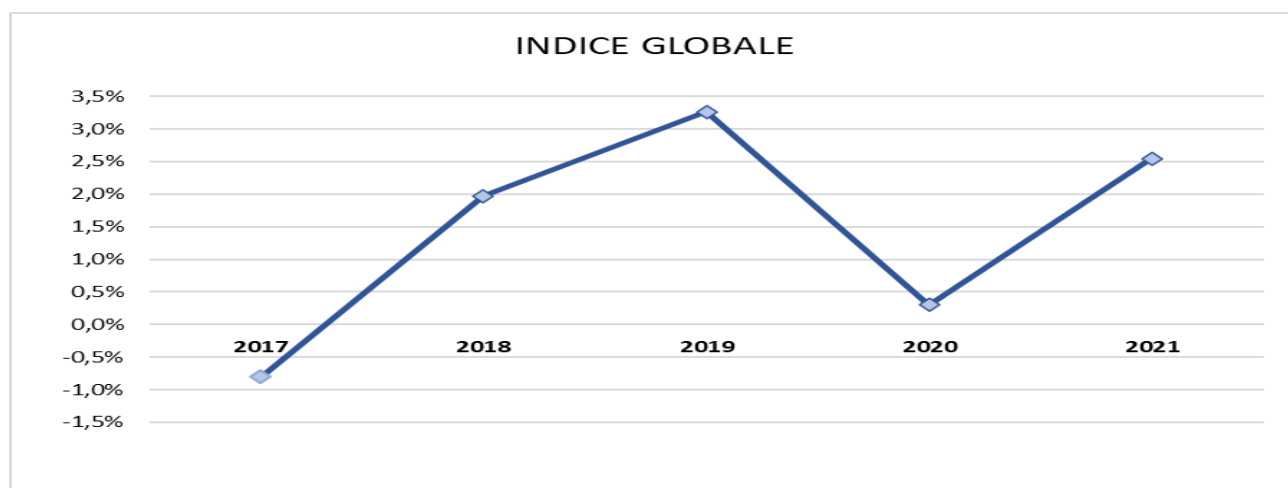
En moyenne mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 0,2% durant l'année 2021

Tableau 14 : L'indice des prix à la consommation sur la période 2017-2020

Libellé des fonctions	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Alimentation et boissons non alcoolisées	113,3	116,6	124,5	126	130,38	3,5%
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiant	81,5	88,2	92,4	93,9	92,15	-1,9%
Articles d'habillement et chaussures	101,3	101,3	104,6	105,2	105,2	0,0%
Logement, eau, électricité, gaz et autres	99,4	101,6	101,3	99,6	103,8	4,2%
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	97,4	97,8	98,1	100,5	101,91	1,4%
Santé	100,1	100,1	98,3	98,4	99,13	0,7%
Transport	100,4	100,8	102	102,7	102,82	0,1%
Communication	92,8	93,5	94	94	94,04	0,0%
Loisirs et cultures	102,6	102,6	112,7	112,5	112,5	0,0%
Enseignements	97	97	97	97	97	0,0%
Restaurant et hôtels	100,6	100,6	100,6	100,6	100,6	0,0%
Biens et service divers	101,6	102,5	104	107,7	106,7	-0,9%
ENSEMBLE INDICE GLOBALE	104,1	106,2	109,7	110	112,8	2,5%

Source : INSD

Graphique 15: Evolution de l'inflation sur la période 2017-2021



2.4. FINANCES PUBLIQUES

A fin 2021, les recettes totales et dons se sont établis à 127,6 milliards FDJ en baisse de 2,6% par rapport à 2020 alors que les dépenses totales étaient de 140,7 milliards FDJ (-2,4%). Il ressort un déficit global de 10,943 milliards FDJ soit 1,8% du PIB.

2.4.1. Analyse des recettes budgétaires

Les recettes budgétaires reculent de 2,6% à 127,6 milliards de FDJ à fin 2021 en raison de la forte contraction des dons (-43,4%). Les recettes intérieures progressent de 4,4% à 116,88 milliards FDJ.

2.4.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales sont en hausse de 3,52 milliards FDJ passant de 65,87 milliards FDJ en 2020 à 69,39 milliards FDJ en 2021. Toutes ses composantes (impôts directs, impôts indirects et autres taxes) sont en augmentation.

2.4.1.1.1. Les impôts directs

En 2021, les impôts directs ont enregistré une légère hausse de 2,76% pour atteindre un montant de 29,44 milliards FDJ contre 28,65 milliards FDJ en 2020.

Cette augmentation provient quasiment de toutes les sous composantes de ce poste notamment : Les impôts et traitements et salaires, (+83 millions FDJ), les impôts sur les sociétés (+40 millions FDJ), les patentes et licences (+22 millions FDJ) et les impôts fonciers (+12 millions FDJ).

2.4.1.1.2. Les impôts indirects et autres taxes

Les impôts indirects ont augmenté de 2,51 milliards FDJ pour s'établir à 37,09 milliards FDJ en 2021 contre 34,58 milliards FDJ en 2020, soit une progression annuelle de 7,3%.

Cette amélioration s'explique essentiellement par l'augmentation des produits de la Taxe Intérieure de Consommation (+907 millions FDJ) et des TVA (+1,3 milliards FDJ).

Les surtaxes progressent légèrement de 291 millions FDJ à 8,4 milliards FDJ contre 8,1 milliards FDJ en 2020.

2.4.1.2. Les recettes non fiscales

Les recettes non-fiscales se sont élevées à 47,49 milliards FDJ en 2021 contre 46,23 milliards FDJ en 2020, soit des ressources additionnelles pour l'Etat de 1,27 milliards FDJ (+3%).

Cette hausse est due à l'augmentation des recettes non fiscales intérieures de 7,5% (+1,85 milliards FDJ) du fait de l'accroissement de 7,25 milliards de FDJ des produits divers qui a amorti la baisse des valeurs mobilières (-4,88 milliards FDJ) et des Taxes/redevances sur services rendus (-1,67 milliards FDJ).

Les recettes non-fiscales extérieures composées de redevances payées par les pays disposant des bases militaires à Djibouti, enregistrent une légère baisse de 2,7% à 20,882 milliards FDJ. Elle est liée principalement à la réduction de la contribution Japonaise de 64% (- 590 millions FDJ). Les contributions reçues de la part de la Chine, de l'Italie et des USA, sont restées inchangées.

2.4.1.3. Les dons

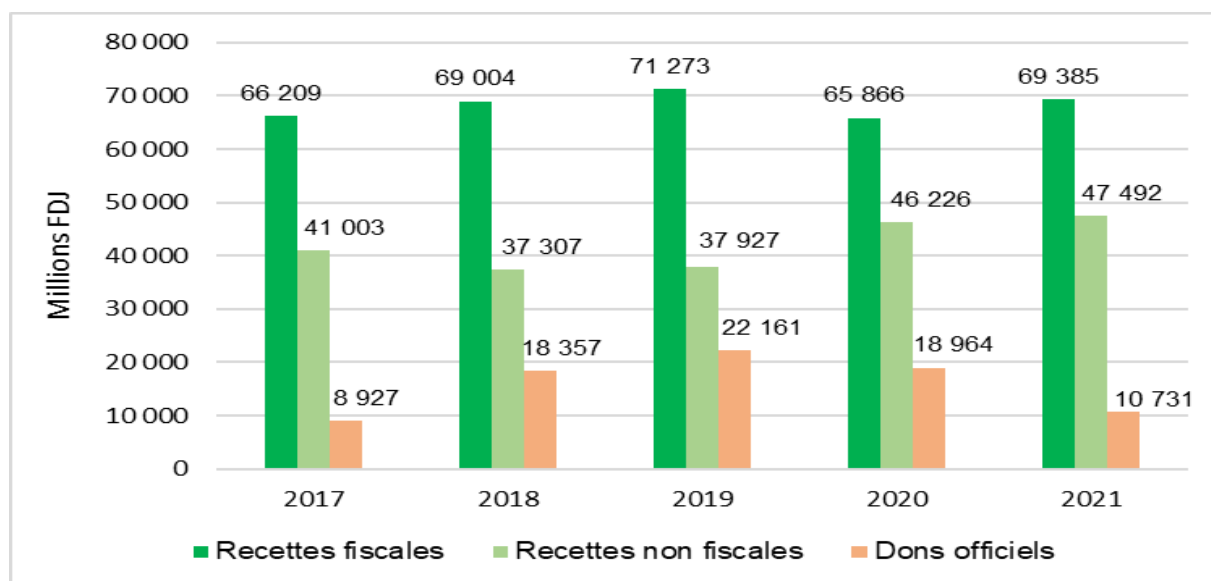
Les dons ont baissé de 8,2 milliards FDJ (-43,4%) pour s'établir à 10,73 milliards de FDJ en 2021. Cela est essentiellement dû aux dons non affectés qui ont reculé de 53%.

Tableau 15 : Situation des recettes budgétaires (en millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Recettes et dons	116 139	124 668	131 361	131 056	127 608	-2,6%
Recettes totales	107 212	106 311	109 200	112 092	116 877	4,3%
Recettes fiscales	66 209	69 004	71 273	65 866	69 385	5,3%
Impôts directs	27 418	28 779	30 468	28 646	29 437	2,8%
Impôts indirects	34 805	36 621	37 800	34 581	37 089	7,3%
Autres taxes	3 986	3 604	3 005	2 639	2 859	8,3%
Recettes non fiscales	41 003	37 307	37 927	46 226	47 492	2,7%
Recettes intérieures non fiscales	20 642	15 743	16 599	24 761	26 610	7,5%
Recettes extérieures non fiscales	20 361	21 564	21 328	21 465	20 882	-2,7%
Dons officiels	8 927	18 357	22 161	18 964	10 731	-43,4%

Source : Direction du Budget

Graphique 16: Evolution de différents postes de recettes



2.4.2. Analyse des dépenses publiques

L'état d'exécution des dépenses publiques à fin décembre 2021 indique une baisse de 2,4% par rapport à 2020.

Elles se sont affichées à 140,67 milliards FDJ contre 144,14 milliards FDJ en décembre 2020. Cette baisse des dépenses publiques s'explique principalement par la diminution des dépenses liées au COVID-19.

2.4.2.1. Les dépenses courantes

En 2021, les dépenses courantes ont enregistré une légère hausse de 1,53 milliards FDJ (+1,7%). Les dépenses courantes sont composées de dépenses salariales, de dépenses matérielles, de dépenses de transferts, d'entretien et des paiements d'intérêts de la dette publique. Les principaux postes sont les dépenses de salaire (41%), les dépenses de matériels (35%) et les transferts (21%).

- **Les dépenses de personnels :** le montant des salaires a connu une légère hausse de 4,6% (+1,65 milliard FDJ) pour s'établir à 37,42 milliards de FDJ en 2021.
- **Les dépenses de matériels :** Les dépenses de matériels, arrêtées à fin décembre 2021 se sont établies à 32,19 milliards FDJ contre 30,33 milliards FDJ, soit une hausse de 6,1%.
- **Les dépenses de transferts :** Le montant total des dépenses de transfert a augmenté de 3,2% à 19,39 milliards FDJ contre 18,78 milliards FDJ en 2020.

2.4.2.2. Les dépenses d'investissements

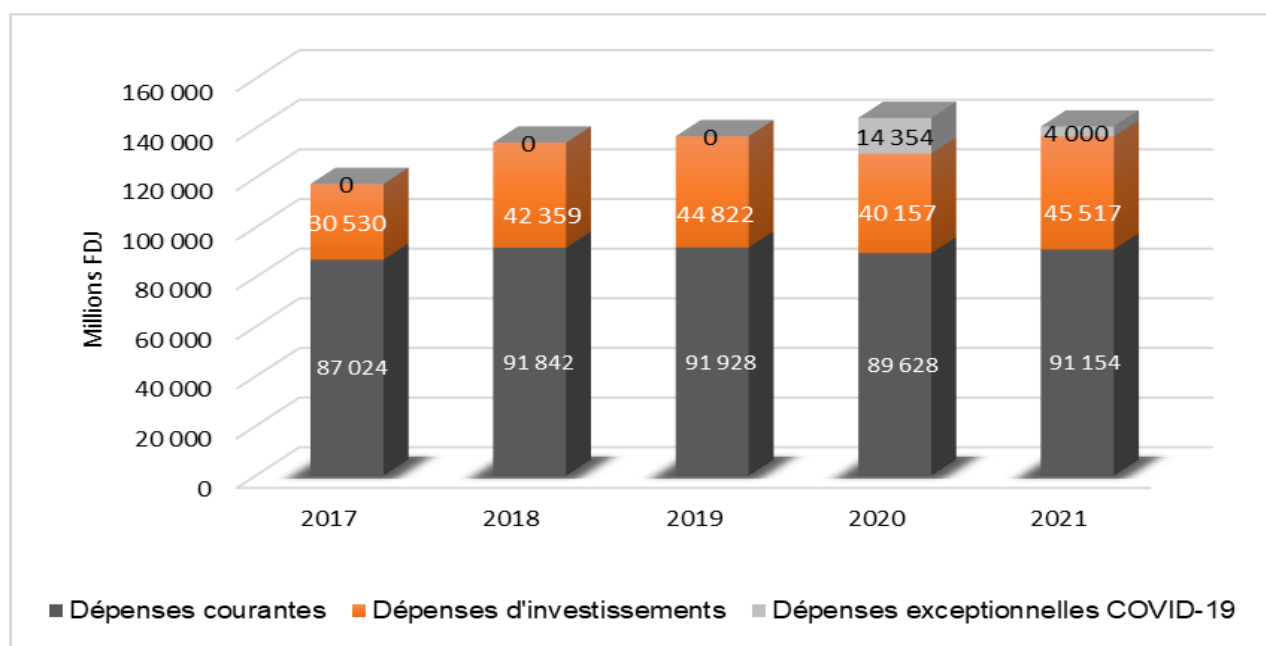
En 2021, les dépenses d'investissement sont ressorties à 45,52 milliards FDJ contre 40,16 milliards FDJ en 2020, soit une hausse de 13,3 % en g.a. due à l'accroissement de 25,5% des investissements financés sur ressources intérieures qui totalisaient 28,23 milliards FDJ.

Tableau 16: Situation des Dépenses Budgétaires (en Millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Dépenses totales	117 554	134 201	136 750	144 139	140 671	-2,4%
Dépenses courantes	87 024	91 842	91 928	89 628	91 154	1,7%
Salaires	33 579	35 504	35 413	35 764	37 417	4,6%
Matériels	29 775	29 975	29 686	30 332	32 186	6,1%
Entretien	1 525	1 614	905	1 200	1 221	1,8%
Transferts	16 562	17 544	18 433	18 783	19 389	3,2%
Intérêts	5 200	6 467	7 111	3 549	941	-73,5%
Dép. sociales sur fin ext.	383	738	380	0	0	-
Dépenses d'investissements	30 530	42 359	44 822	40 157	45 517	13,3%
Sur ressources Intérieures	18 225	17 243	22 839	22 498	28 234	25,5%
Sur ressources extérieures	12 305	25 116	21 983	17 659	17 283	-2,1%
Dépenses exceptionnelles COVID-19	0	0	0	14 354	4 000	-72,1%
Solde base ordonnancement (dons inclus)	-1 415	-9 533	-5 389	-13 083	-13 063	-0,2%
(% PIB)	-0,30%	-1,80%	-0,90%	-2,3%	-1,3%	-
Variation des arriérés	-363	1 993	2 871	686	2 120	
Solde global base caisse	-1 778	-7 540	-2 518	-12 397	-10 943	-11,7%
(% PIB)	-0,4%	-1,4%	-0,4%	-2,1%	-1,8%	-

Source : Direction du Budget

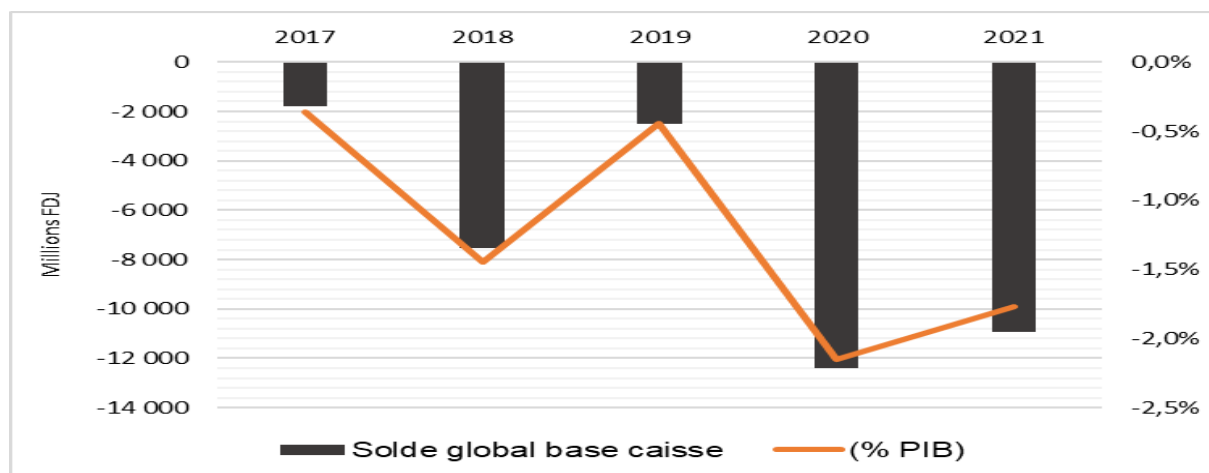
Graphique 17: Evolution des dépenses budgétaires



2.4.3. Evolution du déficit budgétaire

Le solde des finances publiques est déficitaire en 2021 à 10,94 milliards de FDJ (1,8% du PIB) soit en légère amélioration par rapport à l'année précédente (12,40 milliards de FDJ soit 2,1% du PIB).

Graphique 18: Evolution du solde budgétaire



2.4.4. La dette publique extérieure

A la fin de 2021, l'encours de la dette de l'Etat (dette directe et dette publique avalisée) s'élevait à 463 Milliards FDJ (+8,5%) soit 74,8% du PIB contre 74,1% en 2020.

2.4.4.1. Evolution de l'encours de la dette

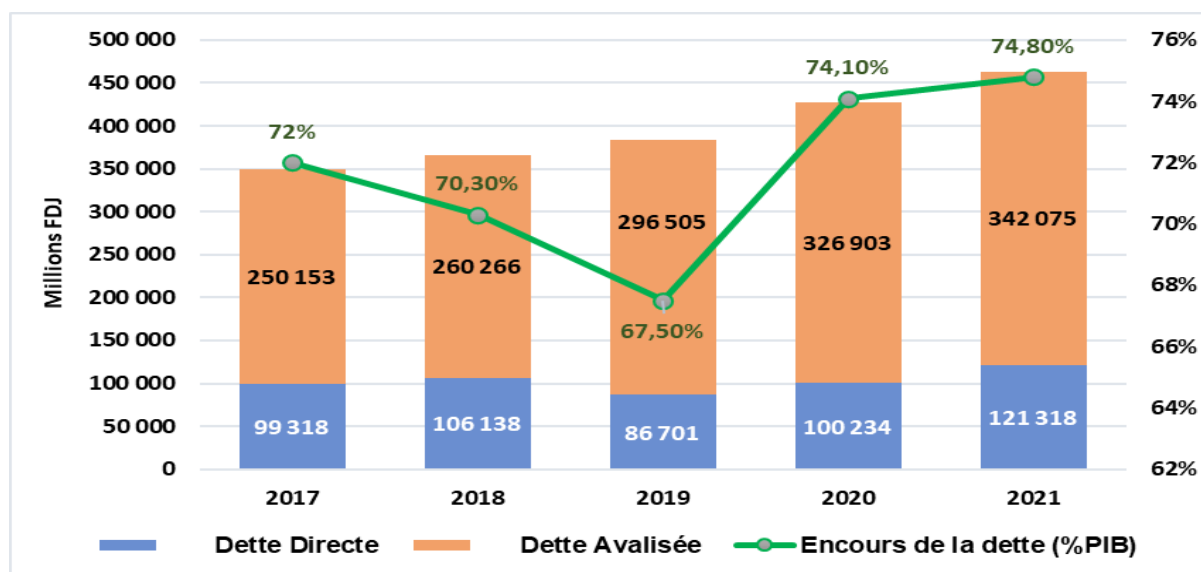
La dette directe de l'Etat a connu une augmentation de 21% en 2021 pour atteindre 121,3 milliards de FDJ et représente 26% de la dette publique. Quant à la dette avalisée des entreprises publiques, elle augmente de 4,6% sur un an à 342 milliards FDJ et représente 74% de la dette publique. Les principaux projets d'investissement publics sur emprunts extérieurs concernent le secteur portuaire suivi par la SDCF, l'ONEAD et la DPCR.

Tableau 17: L'encours de la Dette extérieure publique au 31 décembre 2021

	2017	2018	2019	2020	2021	Var 2021/2020
Encours de la dette	349 471	366 404	383 206	427 137	463 393	8,5%
Dette Directe	99 318	106 138	86 701	100 234	121 318	21,0%
Dette Avalisée	250 153	260 266	296 505	326 903	342 075	4,6%
Encours de la dette (%PIB)	72%	70,30%	67,50%	74,10%	74,80%	0,9%

Source : Direction de la Dette publique

Graphique 19: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique



2.4.4.2. Le service de la dette extérieure

La république de Djibouti continue de bénéficier des reports du service de la dette dans le cadre de l'ISSD.

A fin décembre 2021, le service de la dette extérieure publique s'établit à 9,218 milliards de FDJ contre 13,682 milliards de FDJ soit une baisse de 32%. Cette diminution est due principalement à la prolongation du report de la dette dans le cadre de l'ISSD.

Le service de la dette directe a connu une diminution de -46,1%, passant de 6,57 milliards en 2020 à 3,54 milliards FDJ en 2021. Les paiements concernent uniquement les dettes multilatérales et aucun paiement n'a été effectué pour les dettes bilatérales.

Le service de la dette des établissements publics s'est également réduit de 5% à 5,682 milliards contre 7,116 milliards en 2020.

Tableau 18: Service de la dette extérieur au 31 Décembre 2021

En millions de FDJ	Service de la dette extérieure à fin 2020		Service de la dette extérieure à fin 2021	
	Directe	Avalisée	Directe	Avalisée
Dette bilatérale	3 151	4 564	0	3 390
Dette multilatérale	3 415	2 552	3 536	2 292
Total	6 566	7 116	3 536	5 682
Total général (dette directe +avalisée)	13 682		9 218	

Source : Direction de la Dette publique

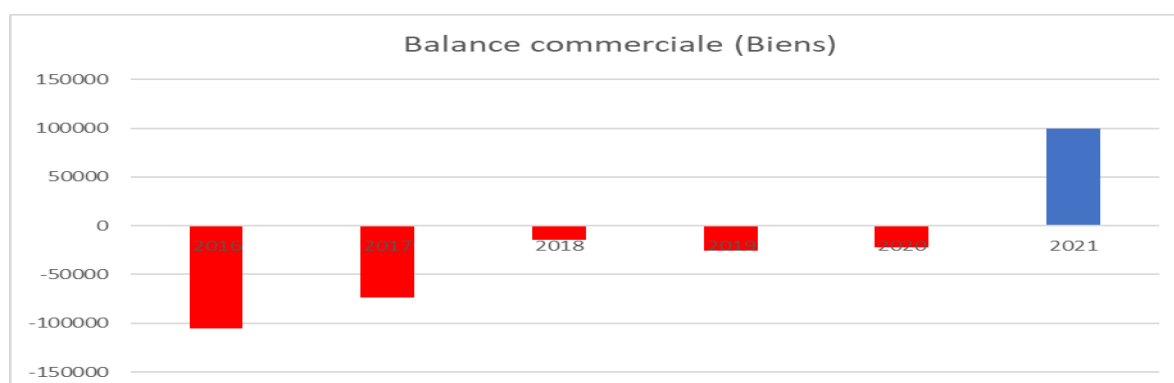
2.5. LA BALANCE DE PAIEMENTS

Les échanges extérieurs se sont traduits par une amélioration considérable du solde du compte courant qui est passé de 63,9 Milliards FDJ à 173,1 Milliards FDJ entre 2020 et 2021. Rapporté au PIB, le compte courant s'établit à 27,9% en 2021 après 11,1% du PIB en 2020.

2.5.1. La balance commerciale (Biens)

En 2021, le solde des échanges des biens a enregistré un excédent de 99,4 Milliards FDJ contre un déficit de 22,5 Milliards FDJ en 2020. Ceci est dû essentiellement à une augmentation de 223,6 Milliards FDJ des exportations soit une hausse de 45,2% par rapport à l'année précédente. Il s'agit principalement des réexportations vers l'Ethiopie qui ont connu une hausse de 49% entre 2020 et 2021.

Graphique 20: Evolution de la Balance commerciale



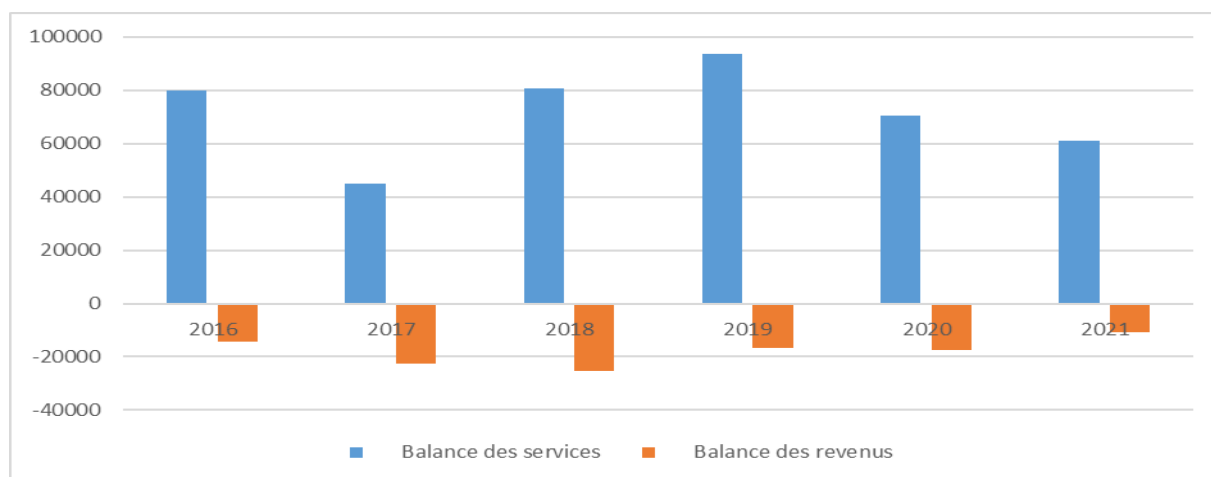
2.5.2. La balance des services et des revenus

La balance des services et revenus comprend des secteurs tels que les transports, les assurances, les mouvements des rémunérations des salariés et des revenus d'investissements entre les résidents et non-résidents.

En 2021, la balance des services a affiché un solde excédentaire de 60,9 Milliards de FDJ en baisse de 12% par rapport à l'année précédent. Cette contraction de 8,3 Milliards de FDJ est liée à une augmentation plus rapide des importations par rapport aux exportations.

Quant à la balance des revenus, elle a dégagé un solde déficitaire de 10,7 Milliards FDJ en 2021, en amélioration de 39% par rapport à celui de 2020 (17,5 Milliards FDJ). Cela est imputable à l'amélioration des revenus des investissements de 1,5 Milliards de FDJ soit une hausse de 47,3%.

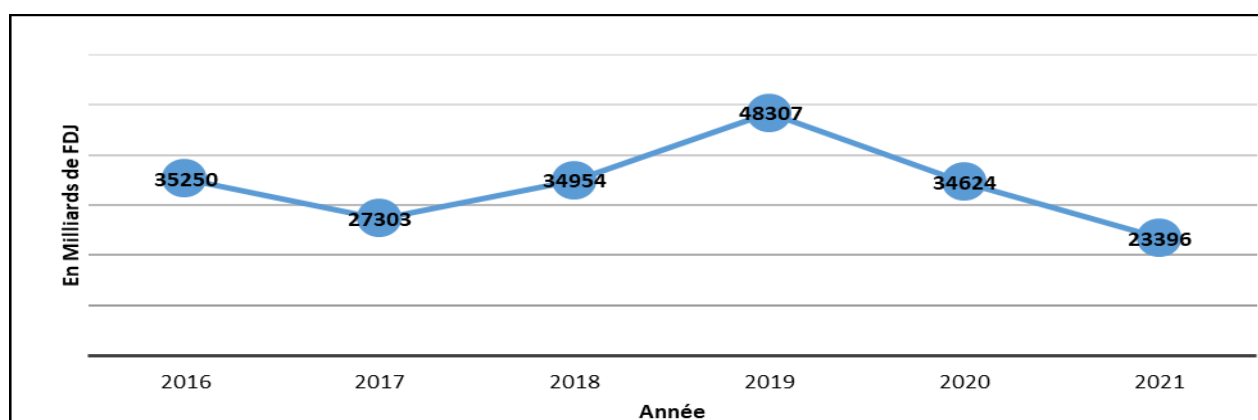
Graphique 21: Evolution de la Balance des services et des revenus



2.5.3. La balance des transferts courants sans contrepartie

Les transferts courants nets de l'étranger comprennent les transferts des administrations publiques et les autres transferts tels que les envois des fonds. La balance des transferts courants nets a enregistré un solde excédentaire de 23,3 Milliards de FDJ contre 34,6 Milliards de FDJ un an auparavant, en recul de 11,2 Milliards de FDJ. Cette baisse résulte de la diminution des transferts à l'administration publique (-29%).

Graphique 22 : Evolution de la Balance des transferts



2.5.4. Le Compte de capital et des opérations financières

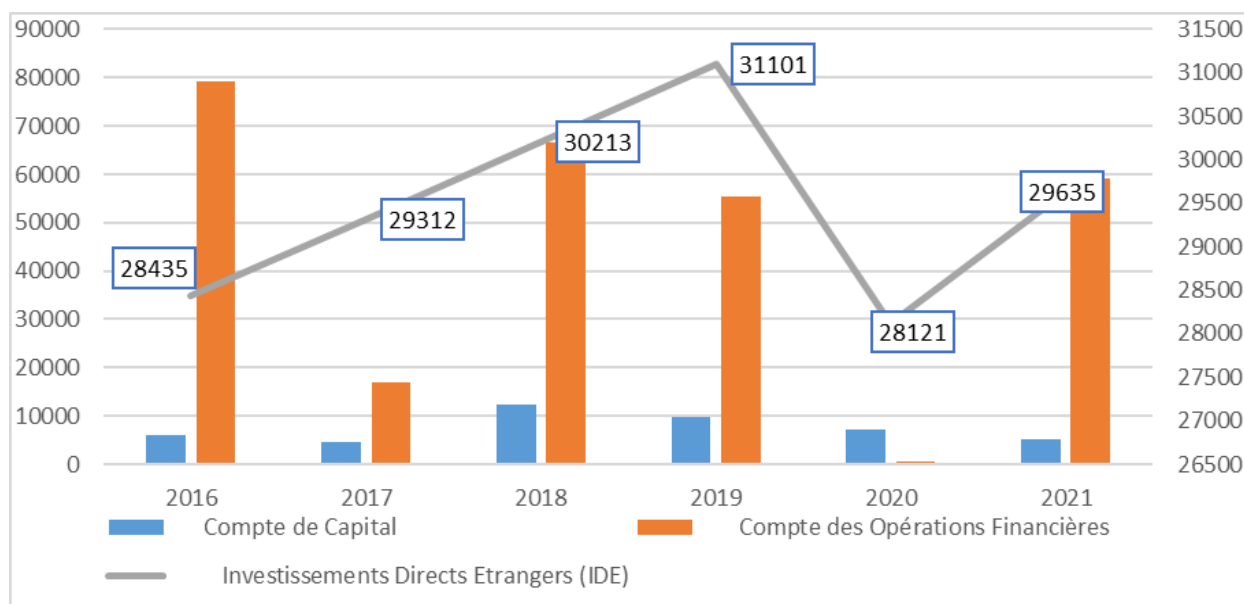
Les comptes de capital et des opérations financières, qui constituent les contreparties financières de transactions courantes, ont dégagé en 2021 un solde excédentaire de 64,1 Milliards de FDJ contre 2,4 milliards de FDJ en 2020 en augmentation de 60,7 milliards de FDJ. Cela est en lien avec des transactions de la banque of China.

Les comptes de capital ont connu une contraction de 1,3 Milliards de FDJ entre 2020 et 2021 alors que les comptes financiers progressaient nettement par rapport à l'année dernière à 58,9 Milliards de FDJ. Les investissements directs à l'étranger ont atteint 29,6 Milliards de FDJ contre 28,1 Milliards de FDJ en 2020 soit une augmentation de 5,3%.

Tableau 19: Synthèse de la Balance des paiements (en millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021
Solde des transactions courantes	-23 543	76 176	100 229	63 977	173 101
Balance commerciale (Biens)	-73 514	-14 363	-25 229	-22 500	99 443
Exportations de biens	561 954	625 926	710 204	494 884	718 544
Importations de biens	635 468	640 289	735 433	517 384	619 101
Balance des services	45 179	80 852	93 829	69 370	60 985
Balance des revenus	-22 511	-25 267	-16 678	-17 517	-10 724
Balance des transferts nets	27 303	34 954	48 307	34 624	23 397
Comptes de Capital et Financier	21 606	78 962	62 558	2 456	64 145
Compte de Capital	4 643	12 361	7 142	6 510	5 147
Compte des Opérations Financières	16 963	66 601	55 416	-4 050	58 997
Investissements Directs Etrangers (IDE)	29 312	30 213	31 101	28 121	29 635

Source : BCD

Graphique 23: Evolution de la Balance de capital, des opérations financières et IDE (millions FDJ)

2.6. EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS MONÉTAIRES

2.6.1. La monnaie fiduciaire

En 2021, la monnaie fiduciaire a connu une légère hausse de 1,6% par rapport à 2020 et représente 9,2% de la masse monétaire contre 10% l'année précédente.

Le total des monnaies fiduciaires, qui comprend la circulation des billets et des pièces, a augmenté de 689 millions de FDJ en passant de 43,389 milliards de FDJ en 2020 à 44,078 milliards de FDJ.

Tableau 20: Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 21/20
MASSE MONETAIRE	370 565	349 879	380 602	454 360	478 420	5.3%
Monnaie	303 015	288 476	308 736	385 483	393 268	2.0%
<i>Monnaie fiduciaire</i>	35 542	36 626	37 667	43 389	44 078	1.6%
<i>Dépôts à vue et autre dépôts</i>	267 473	251 850	271 070	342 145	349 190	2.1%
Quasi-Monnaie	67 550	61 403	71 864	68 879	85 152	23.6%
<i>Dépôts à terme en FDJ</i>	33 975	34 060	39 414	37 068	39 772	7.3%
<i>Dépôts à terme en devises</i>	33 575	27 343	32 451	31 811	45 380	42.7%

Source : Banque Centrale de Djibouti

2.6.2. Les dépôts

Le total des dépôts atteignait 434,341 milliards de FDJ en 2021 contre 411,021 milliards de FDJ l'année précédente soit une hausse de 5,7%.

Les dépôts en monnaie nationale ont progressé de 6% pour atteindre 213,7 milliards de FDJ. Les dépôts en USD ont, eux aussi, connu une augmentation annuelle de 5,3% en s'établissant à 202,6 milliards de FDJ contre 209,4 milliards de FDJ en décembre 2020.

Tableau 21: Dépôts par type de monnaie

En millions FDJ	2020			2021			Variation 2021/2020
	Dépôts à vue et sur livret	Dépôts à termes	Total Dépôts	Dépôts à vue et sur livret	Dépôts à termes	Total Dépôts	
Franç djiboutien	164 485	37 065	201 550	173 961	39 772	213 733	6,0%
Devises	177 660	31 811	209 471	175 228	45 380	220 608	5,30%
Total dépôts	342 145	68 876	411 021	349 189	85 152	434 341	5,70%

2.6.3. Les contreparties de la masse monétaire

Au 31 Décembre 2021, les contreparties monétaires ont évolué comme suit :

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 348,4 milliards de FDJ en décembre 2021, en quasi-stagnation (+0,05%). Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont crû de 6,7% à 254,5 milliards de FDJ alors que les avoirs extérieurs des autorités monétaires baissent de 14,5% après deux années de hausse.

Les crédits intérieurs se sont établis à 180,88 milliards de FDJ à la fin de l'année 2021 contre 157,65 milliards de FDJ en 2020, soit une hausse annuelle de 14,7%. Les créances sur l'Etat ont augmenté de 123% pour atteindre 19,263 milliards de FDJ du fait que l'Etat s'est plus orienté vers des emprunts intérieurs qu'extérieurs. Les crédits à l'économie, comprenant les crédits au secteur privé et les créances sur les entreprises publiques, ont augmenté de 8,4% à 161,621 milliards de FDJ en décembre 2021 contre 149,013 milliards de FDJ à la même période de l'année précédente.

Tableau 22: Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ)

Composantes	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Avoirs extérieurs nets	297 956	273 800	275 834	348 247	348 417	0.05%
<i>Autorités monétaires</i>	94 021	75 217	84 953	109 717	93 864	-14.45%
<i>Banques commerciales</i>	203 935	198 583	190 881	238 530	254 553	6.72%
Crédits intérieurs	122 487	130 800	147 052	157 654	180 884	14.73%
<i>Créances sur l'Etat</i>	8 994	3 572	7 016	8 641	19 263	122.93%
<i>Crédits à l'économie (y compris les entreprises publiques)</i>	113 493	127 228	140 036	149 013	161 621	8.46%
Autres postes nets	49 879	54 722	42 286	51 541	50 881	-1.28%
Total Masse monétaire	370 564	349 878	380 600	454 360	478 420	5.30%

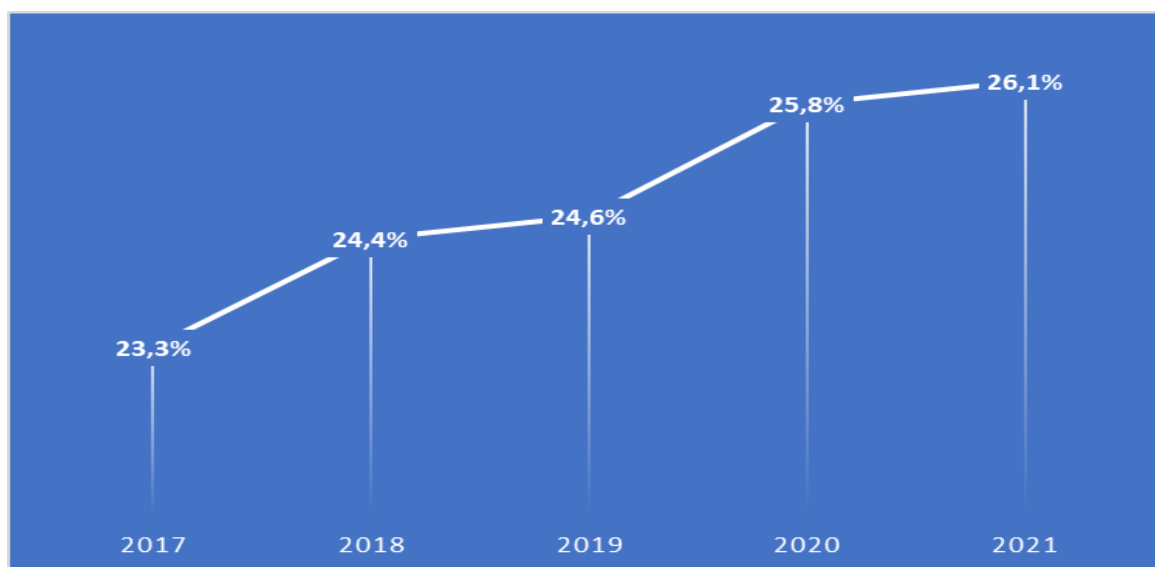
Source : BCD

En 2021, les créances accordées par les banques de la place au secteur privé ont baissé de 5,1% alors que les prêts aux entreprises publiques ont augmenté de 60,6%. La part du crédit à l'économie dans le produit intérieur brut est de 29% et en moyenne de 25% sur les cinq dernières années.

Tableau 23: Evolution de crédit à l'économie (en millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var21 /20
Créances sur les entreprises publiques	9 541	15 215	17 337	30 811	49 487	60,6%
Crédits au secteur privé	103 952	112 013	122 699	118 202	112 134	-5,1%
Crédit à l'économie	113 493	127 228	140 036	149 013	161 621	8,5%
PIB nominal	487 885	521 258	568 125	576 692	619 852	7,5%
Crédit à l'économie/PIB	23,30%	24,40%	24,60%	25,80%	26,10%	0,3 pt.

Source : Direction de l'économie et du Plan (MED)

Graphique 24: Evolution de la Part du Crédit à l'économie dans le Produit intérieur brut

CHAPITRE III. LES SECTEURS SOCIAUX

3.1. DÉVELOPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

3.1.1. Education

En 2022, le nombre d'écoles en activité ont passé à 334 contre 324 en 2021 soit une hausse de 3%.

Tableau 24: Nombre des écoles selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2014-2015	165	58	28
2015-2016	161	57	28
2016-2017	165	58	28
2017-2018	187	68	34
2018-2019	194	68	37
2019-2020	202	72	39
2020-2021	204	77	43
2021-2022	210	78	46

Source : annuaire statistique du MENFOP

Lors de l'année scolaire 2021-2022, les établissements se présentaient comme suit par niveau d'enseignement :

Enseignement primaire : les 210 écoles du primaire se répartissaient comme suit :

- 156 écoles publiques ; 46 écoles privées francophones et arabophones confondus ; 8 écoles pour les réfugiés.

Enseignement moyen : sur les 78 établissements moyens, 42 sont publics, 33 sont privés et 3 se trouvent dans les camps des réfugiés (2 dans la région d'Ali-Sabieh et 1 dans la région d'Obock).

Enseignement secondaire : sur les 46 établissements secondaires, 22 sont publics, 21 sont privés et 3 sont dans les camps de réfugiés.

Tableau 25: Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2014-2015	79,00%	59,40%	36,60%
2015-2016	78,00%	61,00%	42,20%
2016-2017	81,50%	59,70%	44,30%
2017-2018	89,00%	63,40%	47,10%
2018-2019	93,53%	70,92%	46,86%
2019-2020	94,05%	72,49%	47,00%
2020-2021	95,95%	76,41%	46,02%
2021-2022	98,34%	89,23%	59,00%

Source : annuaire statistique du MENFOP

Le taux brut de scolarisation a progressé pour tous les niveaux d'enseignements primaires, moyens et secondaire respectivement de 98%, 89% et 59% durant la période scolaire 2021-2022.

Enseignement technique et formation professionnelle

Le nombre d'élèves inscrits pour l'enseignement technique et formation professionnelle augmente de 3,7% à 4 937 contre 4 761 en 2020. Cette situation en progression moyenne de 9% sur la période 2015-2022 s'explique par la politique du gouvernement en vigueur qui vise à réduire l'abandon scolaire, lutter contre la délinquance juvénile et le chômage des jeunes.

Année	Elèves
2014-2015	2 865
2015-2016	3 399
2016-2017	3 590
2017-2018	3 840
2018-2019	3 664
2019-2020	4 898
2020-2021	4 761
2021-2022	4 937

Source : annuaire statistique du MENFOP

En termes d'infrastructures d'accueils, le nombre d'établissements est resté inchangé à 13 pour la troisième session scolaire.

Année	Nombre d'établissements techniques et professionnels
2014-2015	8
2015-2016	8
2016-2017	8
2017-2018	12
2018-2019	12
2019-2020	13
2020-2021	13
2021-2022	13

Source : annuaire statistique du MENFOP

3.1.2. Santé

A Djibouti, la lutte contre les trois maladies que sont le SIDA, la Tuberculose et le paludisme s'inscrit dans les priorités du gouvernement qui, à travers le ministère de la santé, déploie des efforts importants pour les maîtriser.

3.1.2.1. La lutte contre le VIH/SIDA

En décembre 2021, le ministère de la Santé a procédé au lancement de la stratégie de dépistage du VIH-Sida et de la stratégie combinée organisé en collaboration avec l’OMS, l’ONUSIDA et le PNUD.

Des résultats satisfaisants et encourageants ont été enregistrés grâce aux efforts conjoints dans la lutte contre le VIH-SIDA. Et la prévalence du VIH dans la population générale est ainsi passée de 2,9% en 2002 à 1,1% en 2020 soit une baisse de 62% dans 18 ans et une réduction annuelle de 3,4 % dans la catégorie des personnes âgées de 15 à 49 ans.

La stratégie de la prévention combinée est une approche recommandée pour une lutte conjointe contre le VIH, les IST (Infections Sexuellement Transmissibles) ainsi que les IO (infections opportunistes en l’occurrence la Tuberculose). Par la même occasion, la stratégie du dépistage du VIH a aussi été actualisée et représente un des principaux piliers de la stratégie technique mondiale d’accélération de la riposte au VIH développée par le programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

Par ailleurs, à l’instar du reste du monde, Djibouti a célébré la journée mondiale de lutte contre le SIDA le 1er décembre 2021 autour d’un atelier qui s’est tenue à l’hôpital Peltier et qui a réunis le ministre de la santé, le représentant de l’ONUSIDA, la représentante du PNUD, la représentante de l’Unicef, la représentante de l’OMS, la représentante de l’OIM, plusieurs médecins référents et des hauts cadres du département de la santé. Lors de cet atelier, trois thématiques ont été retenues, à savoir “mettre fin aux inégalités, mettre fin au sida et mettre fin aux pandémies”. Cette séance a permis de dégager diverses pistes de réflexion autour des thématiques retenues pour un débat et des engagements sur les résolutions pérennes des problématiques récurrentes dans la prise en charge du VIH SIDA. La mobilisation des ressources, la redynamisation des activités de prévention ainsi que le renforcement des capacités des praticiens ont été au cœur des recommandations prises dans cet atelier et le ministre de la santé a exhorté tous les partenaires nationaux et internationaux à s’engager davantage pour freiner la propagation du virus.

3.1.2.2. La lutte contre la tuberculose

Notre pays a célébré le 24 mars 2021, la journée mondiale de lutte contre la tuberculose.

Il est essentiel de faire un rappel sur cette maladie, et de mettre en évidence les moyens mis en œuvre par l’Etat pour prévenir et soigner la population. Au cours de ces dernières années, Djibouti a déployé des efforts considérables dans la lutte contre la tuberculose, et cela même jusqu’au-delà de ses frontières.

Il est important de souligner que les chiffres liés à la tuberculose sont en baisse de 260 pour 100.000 habitants qu'affiche le Programme national de lutte anti-tuberculeuse (PNLT), et que Selon le coordinateur de ce programme, depuis 2010 la courbe des cas d'infections de cette maladie est en nette baisse. Ce qui témoigne d'un travail collectif intense, réalisé par tous les intervenants du PNLT et des partenaires au développement.

La stratégie du PNLT est alignée sur les objectifs principaux et les domaines de service recommandés par la Stratégie Halte à la Tuberculose de l'OMS. Elle constitue la réponse la plus appropriée au contexte de Djibouti qui est un pays à très forte prévalence. L'hôpital docteur Chakib Saad est spécialisé dans les soins des malades de la tuberculose.

La sensibilisation est le principal paramètre de lutte contre cette maladie qui, si elle est bien prise en charge se guérissent, alors qu'elle devient multi résistante en cas de négligence du traitement. La République de Djibouti compte éradiquer la tuberculose d'ici à 2024 selon les objectifs fixés par l'OMS et de ce fait la sensibilisation reste la meilleure façon de venir à bout de cette maladie.

3.1.2.3. La lutte contre le paludisme

Le nombre de décès lié aux maladies vectorielles transmises par le moustique à l'échelle mondiale a atteint 830 000 dans le monde entier. Le paludisme, qui est une maladie parasitaire, a causé à lui seul 409 000 décès dans le monde en 2019, dont 94% sur le continent Africain.

Le nombre de cas confirmés du paludisme s'élève à 36 000 en 2021 sur le territoire national. Face à ce constat préoccupant, l'ONEAD a lancé une étude pour déterminer les raisons d'une telle émergence et de la résistance du paludisme à Djibouti. Le pays est confronté ces dernières années à une recrudescence de moustiques.

La lutte contre le paludisme est une priorité pour le gouvernement qui a engagé un plan d'action basé sur une meilleure compréhension du moustique, de son mode de vie et de sa prolifération. Un diagnostic sera réalisé afin de mieux comprendre les causes et les risques vectoriels dans la ville. L'objectif du gouvernement est d'évaluer les risques de transmission de maladies vectorielles et de lutter activement contre les causes de propagation et de persistance du paludisme sur le territoire national.

3.1.3. Le Genre

Durant cette année 2021, le Ministère de la Femme et de la Famille (MFF) a réalisé des avancées importantes dans la traduction en actions concrètes de ses missions et prérogatives pour la promotion et la protection des droits de la Femme et du bien-être de l'Enfant.

Le Ministère a élaboré et a mis en œuvre des projets innovateurs, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations, des femmes, des enfants et des jeunes filles issues notamment des milieux parmi les plus déshérités et les plus défavorisés.

Les nombreux projets adoptés et lancés ont porté sur :

- L'autonomisation, l'entrepreneuriat, l'alphabétisation et la formation des jeunes filles et des femmes,
- La promotion du genre et le planning familial,
- Les Activités Génératrices de Revenus (AGR),
- Les mutuelles communautaires,
- Le développement local,
- Les crèches et les garderies,
- Les centres d'éveil,
- Les femmes réfugiées et migrantes, l'assistance sociale aux plus démunis,
- La protection de l'enfant,
- La lutte contre les violences faites aux femmes dont les mutilations génitales féminines (MGF),
- Les formations du Centre d'Action Sociale et l'Autonomisation de la Femme (CASAF), et
- L'observatoire du genre en charge d'éveil pour l'égalité et l'équité du Genre.

Au total plus de 5 900 personnes issues des milieux vulnérables ont participé aux actions sociales des différents milieux.

Les actions entreprises ont pour l'essentiel porté sur les quatre axes stratégiques du plan de travail annuel 2021 dans le plan d'action triennal (PAT) 2019-2021 et les activités réalisées se sont articulés autour des quatre axes suivants :

- **Axe 1** : Domaine de renforcement des capacités et des compétences des jeunes filles et des femmes en vue de leur autonomisation socio-économique.
- **Axe 2** : Promotion de L'égalité de genre pour une égalité femmes-hommes en droits.
- **Axe 3** : L'Amélioration des conditions de vie des familles et du bien-être de l'enfant.
- **Axe 4** : Les renforcements de capacités institutionnelles et managériales du Ministère.

En ce qui concerne le premier axe, le ministère a œuvré notamment à la poursuite du programme national d'alphabétisation en vue de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes filles et femmes, programme visant à alphabétiser 9200 femmes.

Parmi les activités programmées et réalisées dans ce premier axe encore, cinq centres d'action sociale et d'autonomisation des femmes (CASAF) ont été construits et équipés dans les 5 régions de l'intérieur du pays cette année. Et Quinze nouvelles coopératives des femmes en milieu rural ont été créées et renforcées en termes de formation et d'octroi de matériels.

Pour **le second axe**, une étude portant sur la révision des lois et des règlements en vigueur pour le bénéfice équitable des femmes et des hommes en matière de droits et d'harmonisation avec les instruments régionaux et internationaux de droits ratifiés par le gouvernement a été notamment réalisée.

Un Site portail sur le genre été créé au sein de l'observatoire genre, tandis qu'un annuaire statistique sur le genre a été élaboré ; une formation sur le *genre, droits humains et développement* dispensée aux Secrétaires généraux et aux Points focaux genre des Ministères ; et une formation sur la *budgétisation sensible au genre* aux Directeurs de la planification et Directeurs administratifs et financiers des Ministères.

Dans l'optique du troisième axe, une formation sur le leadership féminin a été dispensée aux femmes occupant des postes à responsabilité et à des femmes représentant la société civile.

Le ministère a élaboré des plans et des stratégies en 2021, à savoir :

- Une politique nationale pour l'enfance à Djibouti qui a été également mise en œuvre,
- Une Politique Nationale sur le Bien-Etre familial assortie d'un plan d'action,
- Un plan d'action opérationnel de la stratégie de planification familiale comprenant un plan de communication Et aussi une stratégie de changement de comportement sur les normes sociales visant un changement endogène sur les perceptions socio culturelles et religieuses relatives aux MGF

Le MFF a également réalisé en 2021 d'autres activités, comme l'introduction de l'utilisation des technologies innovantes engageant les adolescents et les jeunes sur la question des MGF, l'acquisition d'une application/logiciel qui permettra de recueillir les opinions et les besoins des adolescents de façon anonyme, l'organisation des dialogues communautaires sur la thématique des MGF/E pour susciter des débats en s'assurant de l'implication des jeunes dans les dialogues, le renforcement et l'élargissement des clubs de santé scolaire en organisant des sessions d'éducation sur l'abandon des MGF/E à l'intention des jeunes scolarisés pour accroître leur niveau d'information sur les risques de ces pratiques ou encore l'amélioration de l'utilisation des réseaux sociaux pour un meilleur engagement des adolescents et des jeunes scolarisés ou non scolarisés pour l'abandon des MGF/E.

Et parmi les activités dans le quatrième axe du plan de travail annuel, le ministère s'est lancé cette année dans la conception, la production et la diffusion de support pédagogiques sur la planification familiale y compris en supports et équipements audiovisuels destinés aux services de la promotion de la santé, a initié des interventions régionales à tous les niveaux (politique, communautaire, etc.) avec les pays limitrophes pour éviter les mouvements transfrontaliers de la pratique.

Une conférence régionale de plaidoyer sur le MGF a été organisée à Djibouti visant les institutions étatiques et la société des pays limitrophes afin d'échanger sur les interventions initiées dans chaque pays (Somalie, Ethiopie, Kenya). Et il a été planifié et organisé par ailleurs des rencontres d'échanges intercommunautaires dans les sites des nouvelles mutuelles communautaires.

3.2. LA PAUVRETÉ EN 2021

Le taux d'extrême pauvreté pour l'ensemble du pays est estimé à 21,1% selon la dernière enquête auprès des ménages réalisés en 2017. Dans la ville de Djibouti le taux d'extrême pauvreté s'estime à 13,6%, alors que dans les autres régions il est estimé à 45%, soit un taux deux fois plus élevé que le taux national.

Si l'on considère le seuil de pauvreté générale, la proportion de la population considérée comme pauvre avait augmenté en 2020 en raison des impacts socioéconomiques de la crise sanitaire et cette aggravation de la pauvreté persiste encore en 2021.

Dans l'ensemble du pays, 35,8% de personnes sont incapables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires. Pour les ménages des autres régions, ce taux est encore plus élevé, à 59,8%.

Tableau 26: Indicateur de la pauvreté à Djibouti

	National	Djibouti-ville	Autres régions	Autres zones urbaines	Rural
Extrême pauvreté	21,10%	13,60%	45,00%	14,80%	62,60%
Ecart de pauvreté	7,10%	3,50%	18,60%	5,20%	26,40%
Gravité de la pauvreté	3,40%	1,30%	10,10%	2,60%	14,40%
Pauvreté générale	35,80%	28,20%	59,80%	27,60%	78,40%

Source : INSTAD / EDAM 4

3.2.1. La lutte contre la pauvreté

Le gouvernement a reçu en mars 2021 l'approbation pour un financement additionnel de 15 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres. Ce fond est destiné à appuyer l'extension du système de protection sociale et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'accès aux services de base des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables de Djibouti.

Ce financement vient en soutien au plan stratégique du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité (MASS) qui vise à instaurer un système de protection sociale intégrant diverses formes d'assistance, comme l'extension du programme de transferts monétaires pour lutter contre la pauvreté, et la promotion de la santé et de la nutrition infantile.

Ce fond est destiné également au renforcement des capacités des ménages pauvres à réagir aux chocs et à améliorer leur accès à des moyens de subsistance durables. Il a pour objectif aussi de restructurer les ressources déjà allouées à la riposte de Djibouti à la pandémie de COVID-19 depuis avril 2020 et d'élargir la portée du Projet intégré de transferts monétaires et de développement du capital humain, notamment à travers l'extension de transferts monétaires à 2 500 ménages des zones urbaines.

Le financement d'activités d'intégration liées au développement du capital humain, en mettant l'accent sur la petite enfance. La réallocation des ressources permettra d'aider continuellement 5 000 ménages jusqu'en 2023.

Le financement renforcera en outre des activités de formation aux microentreprises et aux compétences générales pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes dans les communautés ciblées.

Le nouveau fond sera basé sur les réalisations du projet intégré de transferts monétaires et de développement du capital humain, qui a déjà permis le déploiement rapide de transferts monétaires à près de 5 000 ménages en milieu rural et la distribution sur une durée de trois mois de bons alimentaires à plus de 27 500 ménages en milieu urbain, pour les aider à résister aux chocs de la COVID-19.

Il jouera également un rôle primordial au soutien des efforts engagés par Djibouti pour atténuer l'impact de la pandémie sur la croissance et la réduction de la pauvreté.

En outre, afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté à Djibouti, le MASS et l'INSTAD, avec le support du PNUD, ont réalisé une étude pour améliorer la définition de l'indice de pauvreté multidimensionnelle.

Cet indice qui a déjà été défini une première fois l'année dernière, mais auquel il manquait la prise en compte de certaines données. C'est un indice qui saisit les manques d'accès aigus sur les plans de la santé, de l'éducation et du niveau de vie auxquelles un pauvre est confronté simultanément. L'IPM pour Djibouti prend en compte les cinq dimensions que sont l'éducation, la santé, les conditions de vie, l'environnement sanitaire et l'emploi, et est basé sur quatorze indicateurs qui reflètent des informations socioéconomiques adaptées au contexte djiboutien. A savoir : l'accès à l'eau potable, la scolarisation, le niveau d'étude, l'emploi, la sécurité sociale, l'accès aux soins, la satisfaction soin, la gestion des ordures, l'assainissement, la possession des biens, l'habitat, les toilettes, la cuisson et l'électricité.

Le seuil des indicateurs est basé sur un consensus international comme les ODD. Et l'IPM Djiboutien devrait permettre aux décideurs politiques de mieux orienter leurs actions afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté. Cet indice permettra également d'identifier les liens entre les manques subis par les pauvres et explicitera l'impact de ces programmes dans le temps.

CHAPITRE IV : LE SECTEUR FINANCIER

En 2021, la contribution annuelle du secteur financier au développement économique est estimée à 21,1 milliards de FDJ soit 3,8% du PIB contre 3,7% en 2020.

Il s'est élargi avec l'arrivée d'une banque dénommée International business Bank (IB Bank) et la société d'assurance islamique ATIC en 2021.

Un nouveau système de paiement national « SYRAD » a été mis en place en 2021 par la banque centrale pour effectuer des paiements rapides et sécurisées entre les différentes institutions financières de la place. Ce système permet d'accélérer la transition vers les paiements électroniques et réduire l'utilisation systémique de chèques. Il contribuera également à promouvoir l'inclusion financière et renforcer le secteur de service financier et rehausser les normes de conformité aux standards internationaux.

La Fintech s'est développée à partir de la fin de 2020 et est devenue effective à Djibouti en 2021 avec au moins 3 opérateurs : D-Money, CAC-PAY et WAFFI. L'objectif étant de proposer une alternative fiable et pratique, ces opérateurs ont développé l'usage du paiement mobile pour accompagner notre pays dans sa transition pour une meilleure inclusion financière. Des partenariats ont été signés entre Djibouti Telecom et la BOA, Salam Banque et CAC banque.

La Masse Monétaire, reflétant l'évolution de ses contreparties, s'est accrue de 5,3% en 2021, passant ainsi de 454,3 milliards FDJ à 478,4 milliards FDJ. Cet accroissement de la liquidité globale s'expliquerait par un renforcement des dépôts bancaires de +23,8 milliards de FDJ dont 13,3 milliards de FDJ du secteur public et 10,5 milliards FDJ du secteur privé.

La liquidité de l'économie a baissé de 1,3 point de pourcentage du fait de la hausse du PIB. La monnaie fiduciaire a très légèrement augmenté en 2021 et les dépôts, dominés par le secteur privé, ont augmenté de 5,6%.

Les avoirs extérieurs nets sont restés inchangés en 2021 et les crédits intérieurs ont connu une hausse de 14,7% correspondant à une augmentation annuelle des créances de l'Etat de 10,6 milliards FDJ et une augmentation des crédits à l'économie de 12,6 milliards FDJ.

Au niveau des activités des banques commerciales, les actifs ont atteint 613,912 milliards FDJ en 2021 soit une hausse de 11,3%. La part d'actifs des banques islamiques représente cette année 22,2%.

Les dépôts et les crédits ont augmenté respectivement de 5,7% et 54,2% sur un an.

Les dépôts des clientèles ont atteint 442, 876 milliards FDJ dont 25% sont placés auprès des banques islamiques. L'essentiel des dépôts est à vue, soit 70% suivi des dépôts à termes avec une part de 19%. Les sociétés et entrepreneurs individuels ainsi que les entreprises publiques ont contribué à l'augmentation des dépôts en 2021 alors que les particuliers les ont réduits cette année.

Les crédits accordés s'élèvent à 230,32 milliards FDJ dont 15% sont accordés par les banques islamiques. Les banques ont accordé plus des crédits en 2021 notamment des crédits d'une valeur de 66 milliards FDJ à long termes en dollar pour les sociétés et entrepreneurs individuels pour l'acquisition des d'équipements. Suite à cette offre, le taux de transformation des dépôts en crédit a atteint pour la première fois 52% en 2021 contre 35% en 2020.

Les taux des placements ont fortement baissé en 2021 atteignant un maximum de 1,5%.

Les taux d'intérêt débiteurs ont baissé dans l'ensemble en 2021 à l'exception des découverts qui ont augmenté passant de 13,67% à 18% maximum.

Pour ce qui est de la Microfinance, les Caisses populaires d'épargne et de crédits de Djibouti et des régions de l'intérieur ont enregistré un effectif de 36 358 membres en hausse de 3,8% par rapport à 2020. L'encours des crédits a également augmenté en 2021 de 33% pour se fixer à 84,449 millions FDJ. L'épargne constituée s'est élevée à 335 millions FDJ en 2021 en augmentation de 38%. Au titre de la microfinance islamique, 229 millions de FDJ ont été octroyés pour financer les projets générateurs de revenus soit une hausse de 13%.

4.1. LE SECTEUR FINANCIER DANS L'ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE

La structure du PIB au 31 décembre 2021, telle décrite par le Modèle Economique de Djibouti (MED), par secteur sur la période 2015 à 2021 est donnée dans le tableau 1 suivant. Le secteur financier étant un secteur des services fait partie du secteur tertiaire.

Le secteur financier pèse pour près de 3,8% dans le PIB Djiboutien en 2021. Il a contribué au produit intérieur brut (PIB) à hauteur de 21,1 milliards de FDJ, un montant en hausse de 7% sur un an et 31% sur 5 ans.

Il se place avant le secteur primaire (1,6% du PIB), l'électricité (3,4% du PIB), les industries (2,9% du PIB) et le secteur du TIC qui représente 2,9% du PIB entre autres.

Tableau 27: Les contributions sectorielles au PIB (en %)

Part dans le PIB	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Primaire	1.0%	0.9%	1.2%	1.3%	1.4%	1.5%	1.6%
Secondaire	11.5%	11.4%	12.4%	14.1%	15.1%	14.3%	15.0%
Tertiaire	80.1%	80.7%	79.4%	77.6%	76.8%	78.3%	77.5%
<i>Dont Banques et assurances</i>	3,3%	3,4%	3,4%	3,5%	3,5%	3,7%	3,8%

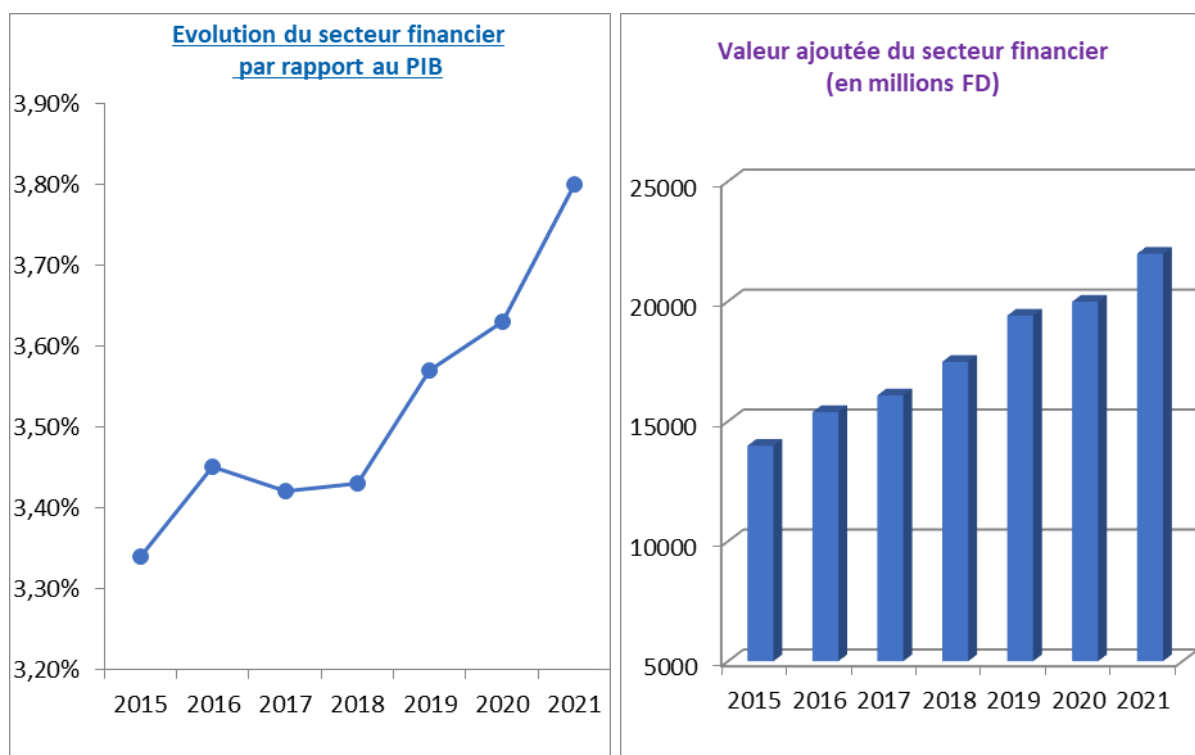
Source : Modèle Economique de Djibouti, DEP/MEFI

Le secteur financier se compose actuellement comme suit :

- 13 banques dont 3 islamiques (SABA, SAB et EAB) ;
- 4 sociétés d'assurances dont 2 islamiques (TAMINI et ATIC) ;
- 3 institutions de microfinance (CPECD/CPECN/CPECS) et l'UPMFI qui est une Unité Pilote de Microfinance Islamique ;
- 2 institutions financières spécialisées (FDED et FGPCD)
- 19 auxiliaires financiers (bureaux de change et de transfert).

En 2021, le secteur financier a vu la création d'une nouvelle banque à Djibouti, l'International Business Bank, qui est une banque d'affaires Burkinabé. Cette initiative confirme la place importante de Djibouti comme hub financier international avec un rôle important du secteur privé dans le développement du pays mais aussi dans la coopération économique Sud-Sud.

Dans le cadre de l'innovation et du développement du secteur des assurances, l'année 2021 a également vu l'octroi d'un agrément à une nouvelle société d'assurance Islamique, ATIC (AFRICAN TAKAFUL INSURANCE COMPANY). Ceci va permettre non seulement l'élargissement du système financier national mais de manière générale contribuera à l'inclusion financière.



4.2. LE COURS DE LA MONNAIE NATIONALE

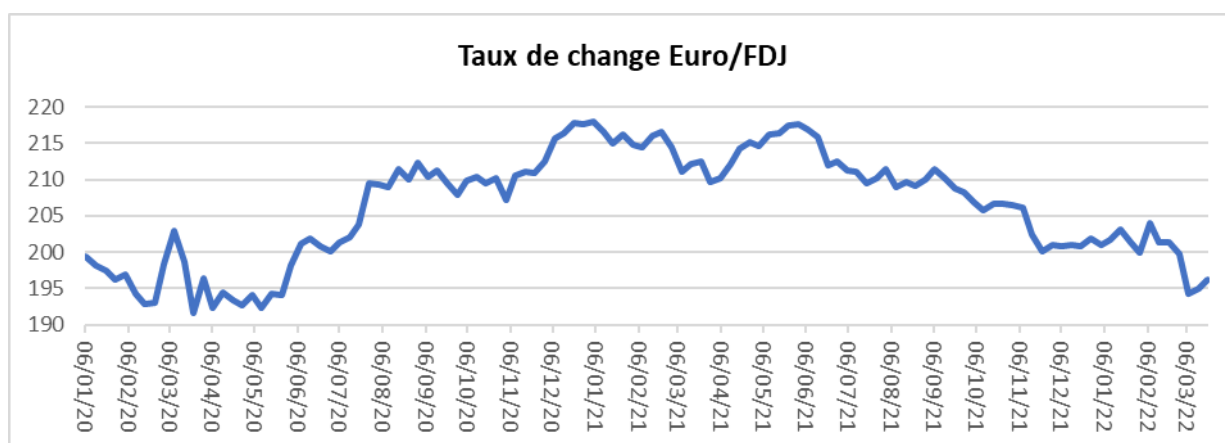
Le Franc Djibouti est librement convertible et son taux de change avec les principales autres devises se présente comme suit au 24/05/2022 :

	EUR	JPY	GBP	AED	SAR	ETB
Cours de change	193,75	1,40	234,25	49,04	48,04	3,47

Source : Banque Centrale de Djibouti

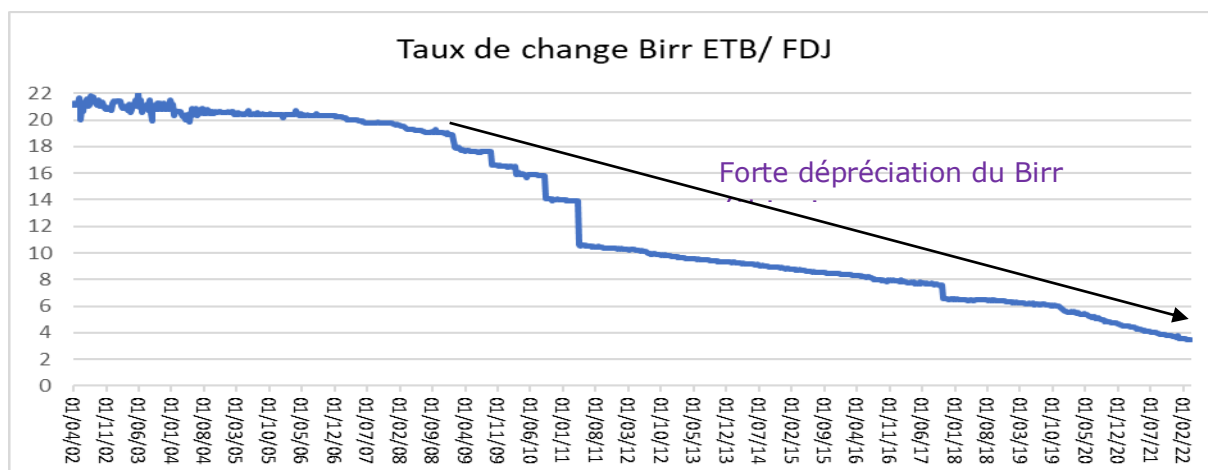
4.2.1. L'Euro et le Franc Djibouti

Après son évolution haussière en 2020 et jusqu'en juin 2021, l'euro s'est déprécié pour atteindre 200,75 FDJ en décembre 2021 et continué à 194,3 FDJ en mars 2022. Le maximum a été atteint en janvier 2021 avec 218,03 FDJ pour un euro.



4.2.2. Le Birr Ethiopien et le Franc Djibouti

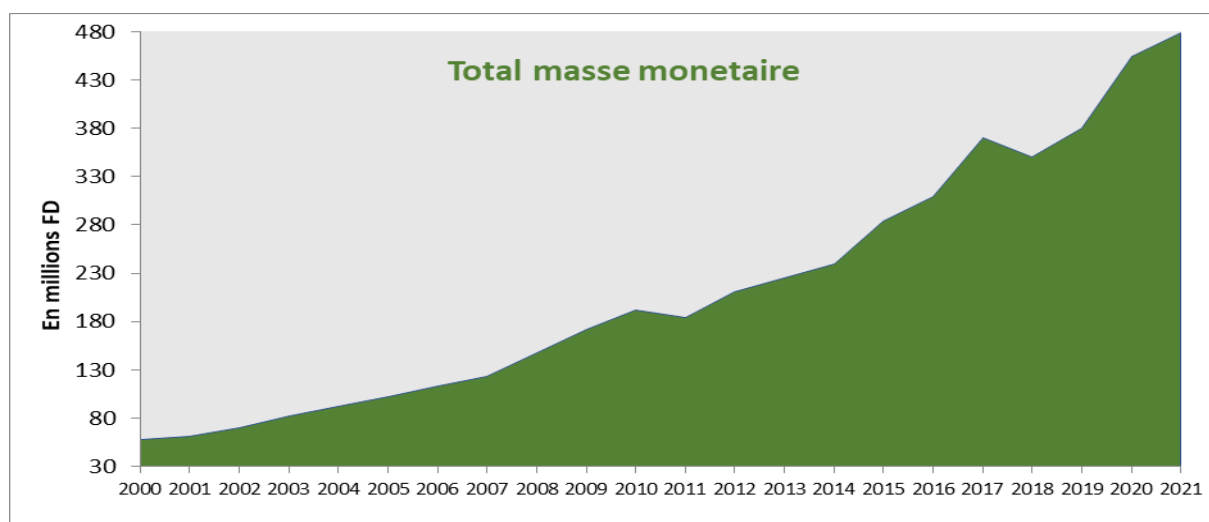
Le Birr éthiopien s'est beaucoup déprécié durant la dernière décennie et continue encore en 2021. Il est passé de 13 FDJ le birr en 2010 à 3,3 FDJ en décembre 2021. Actuellement, il se situe à 3,5 FDJ le birr (1 USD= 51,3 birr selon la banque centrale éthiopienne).



4.3. LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire est la quantité de monnaie actuellement présente dans l'économie. En rythme annuel, elle a connu une croissance de 5,3% en 2021 pour se fixer en fin d'année à 478,42 milliards FDJ contre 454,41 milliards FDJ au 31 décembre 2020.

L'évolution de la masse monétaire sur la période de 20 ans est décrite par le graphique suivant :



Après la forte hausse constatée un an auparavant, la masse monétaire a continué sa croissance en 2021 de 5,3% soit un flux annuel de 24 milliards FDJ.

Elle est composée à 82% de la monnaie et 18% de la quasi-monnaie.

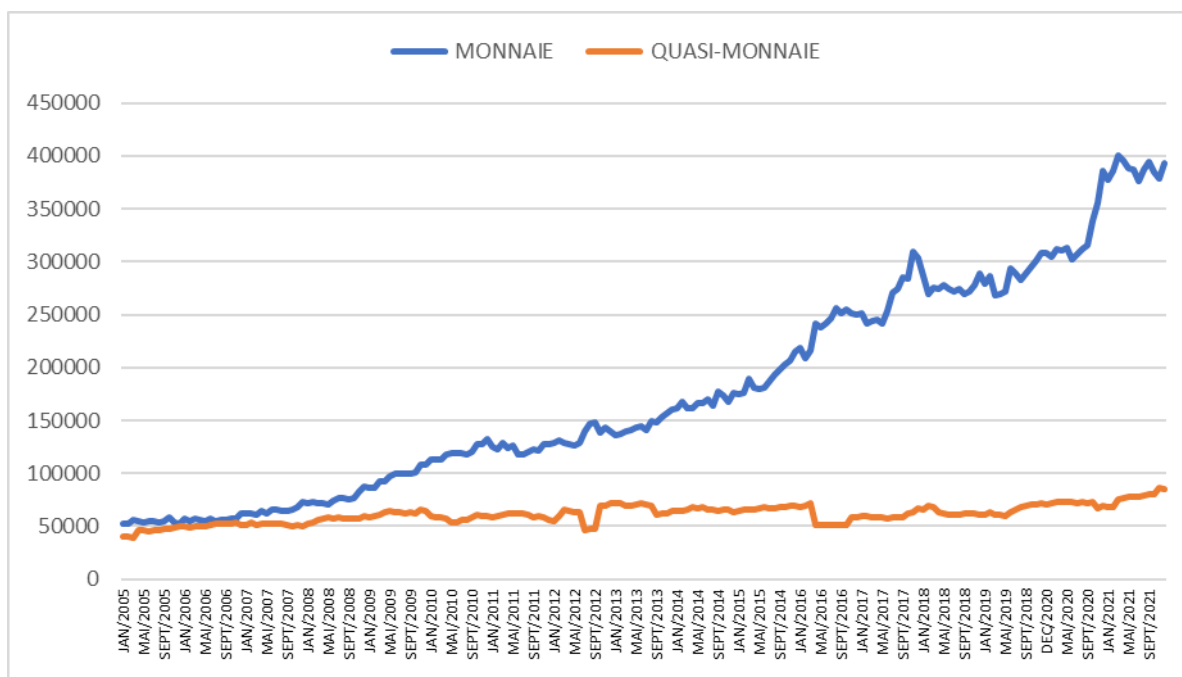
Tableau 28 : Composition de la Masse monétaire

Millions FDJ	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Monnaie	303 015	288 476	308 736	385 534	393 268	20%
Quasi-monnaie	67 550	61 403	71 865	68 876	85 152	23,6%
MASSE MONETAIRE	370 565	349 879	380 601	454 410	478 420	5,3%

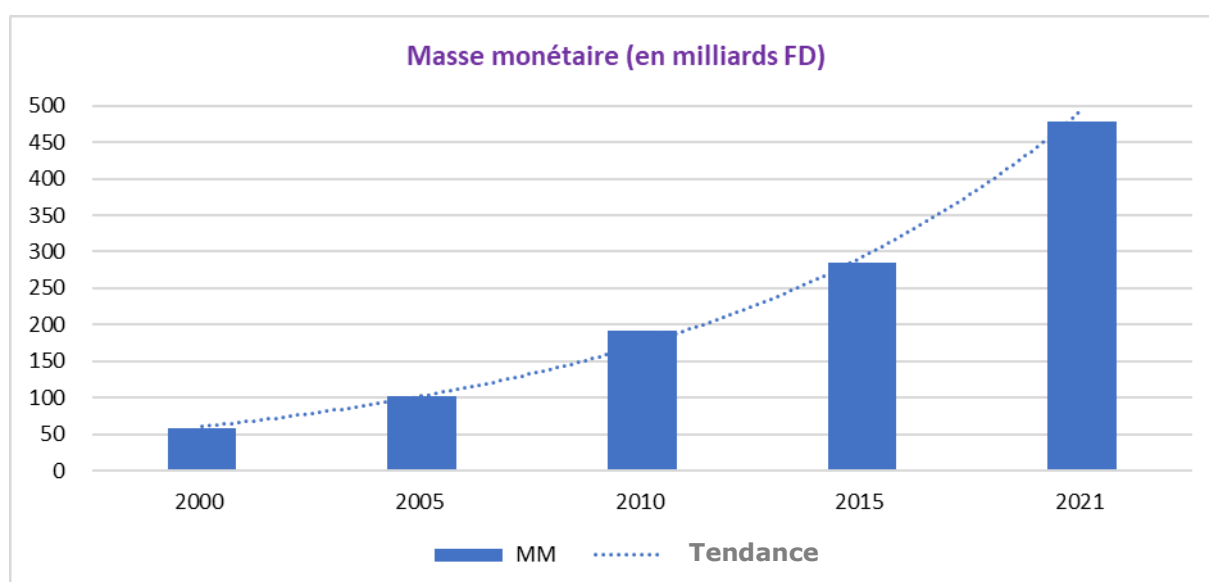
La monnaie (monnaie fiduciaire et dépôts à vue y compris en devises) a contribué à la hausse de la masse monétaire de 20%, soit plus 7,7 milliards FDJ et la quasi-monnaie (dépôts à termes y compris en devises) à hauteur de 23,6%, soit 16,3 milliards FDJ.

Alors qu'en 2020 c'est la monnaie qui a fortement tiré la masse monétaire de 77 milliards FDJ et la quasi monnaie l'a fait baisser de 3 milliards FDJ, l'année 2021 a eu l'effet inverse avec une participation légère de la monnaie (+7,7 milliards FDJ) et un fort apport de la quasi monnaie de 16,3 milliards FDJ.

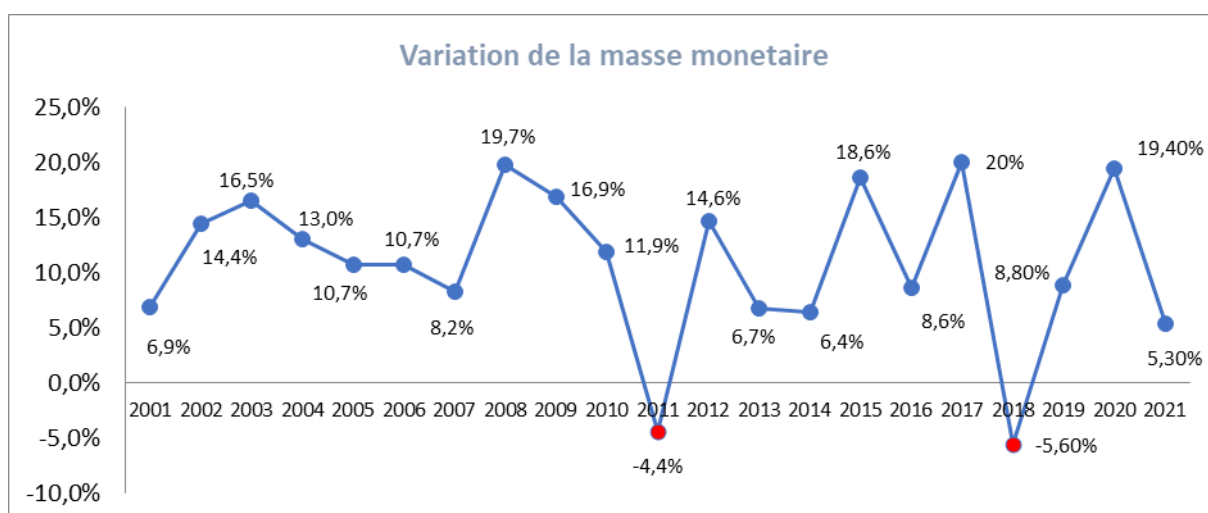
Le graphique ci-dessous montre la divergence entre la monnaie proprement dite et la quasi-monnaie. En effet, depuis l'arrivée des nouvelles banques au pays en 2006 la divergence a démarré et s'est accentuée chaque année. En 2021, l'écart entre la monnaie et la quasi monnaie est de 308,1 milliards FDJ alors qu'elle était seulement de 3 milliards en décembre 2005.



Cependant, la masse monétaire a bien évolué sur une longue période (deux décennies) avec une forte augmentation de 235% à la première décennie, 2000-2010, puis une augmentation de 149% à la dernière décennie, 2010-2021.



Le graphique suivant illustre l'évolution des variations de la masse monétaire depuis 2001 à 2021 avec deux pics négatifs constatés en 2011 et 2018 (-4,4% et -5,6%) :



En valeur, la masse monétaire a connu sa plus grande baisse en mars 2019 de 20,6 milliards FDJ et sa plus forte hausse en décembre 2020 de 31,6 milliards FDJ.

La quantité de monnaie en circulation est mesurée par les agrégats monétaires donnés dans le tableau suivant du plus liquide au moins liquide :

En décembre 2021, la masse monétaire est composée comme suit :

M1 = Monnaie Fiduciaire + Dépôts à vue en FDJ = 200,643 milliards FDJ

M2 = M1 + Dépôts sur Livrets = 218,04 milliards FDJ

M3 = M2 + Dépôts à Terme + Dépôts en Devises = 478,42 milliards FDJ

Evolution de la masse monétaire par rapport à la croissance économique :

La masse monétaire est la quantité de monnaie actuellement présente dans l'économie et est reliée (de manière plus ou moins directe) à l'indice des prix (IPC) et à la croissance (PIB).

La croissance du PIB nominal a marqué une forte hausse en s'établissant à 619,852 milliards FDJ en 2021 contre 576,692 milliards FDJ en 2020 soit une croissance annuelle de 7,5%. La masse monétaire n'a connu qu'une hausse de 5,3% sur la même période, moins que celle du PIB.

Pour voir le comportement de la masse monétaire face à l'évolution du PIB, il est nécessaire de calculer le ratio « masse monétaire/PIB » et voir son évolution dans le temps.

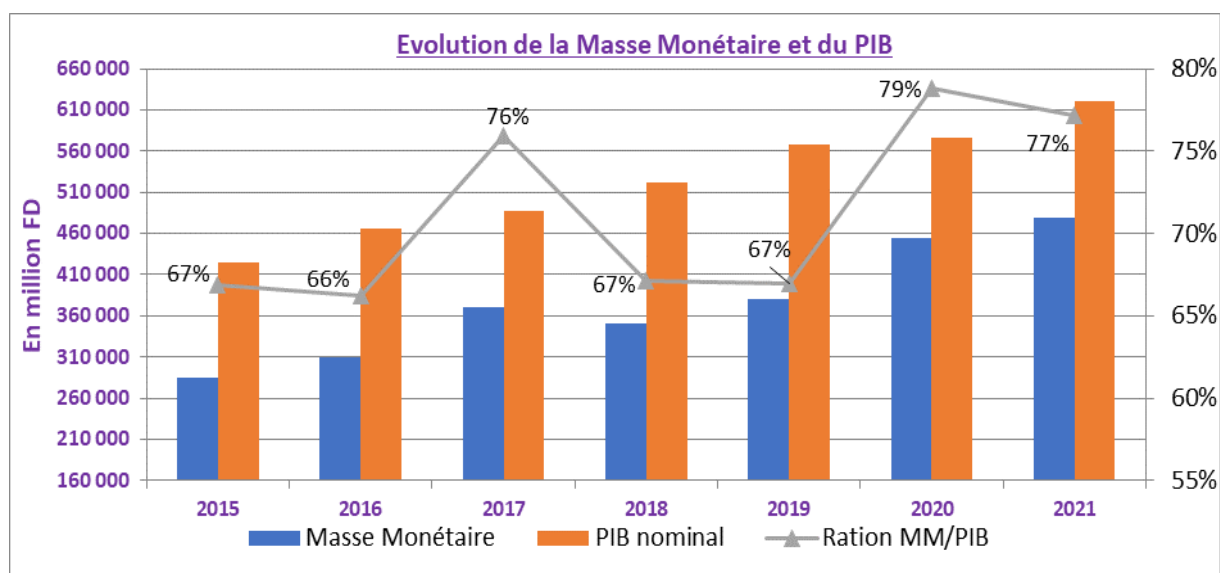
Tableau 29 : Evolution du ratio masse monétaire/PIB entre 2015 et 2021 (millions FDJ)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Masse Monétaire	284 364	308 806	370 564	349 879	380 601	454 410	478 420	5,3%
PIB nominal	425 321	466 565	487 885	521 258	568 125	576 692	619 852	7,5%
Ratio MM/ PIB	66,86%	66,19%	75,95%	67,12%	66,99%	78,80%	77,18%	-2 pts %

Source : DEP (MED)

Au 31 décembre 2021, le ratio MM/PIB se situe autour de 77,2% en baisse par rapport à 2020 de 2%. Cette baisse du ratio a été provoquée par la forte augmentation du PIB en 2021 contre une légère augmentation de la masse monétaire.

Le graphique ci-dessous montre que d'une manière générale, ces deux variables ont évolué positivement dans une même tendance à l'exception de l'année 2018 avec un effet inverse provoqué par la situation exceptionnelle de la masse monétaire de 2017 qui a très fortement augmenté puis chutée en 2018.



À la suite de la crise du Covid qui a démarré en 2020 à Djibouti et perdurée en 2021, la masse monétaire a augmenté à des rythmes historiquement élevés provoquée par les fortes hausses des dépôts des agents économiques, ce qui s'est traduit par un ratio M3/PIB élevé (79% et 77%).

Taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité est le rapprochement entre la masse monétaire et le PIB. Plus précisément, c'est le rapport entre l'agrégat M2 et le PIB ; il est représentatif de la relation entre la quantité de monnaie et la production.

Sachant que les dépôts à termes et les dépôts en devises ne sont pas très liquides (leur disponibilité n'est pas immédiate), ils ne seront pas pris en compte pour le calcul du taux de liquidité.

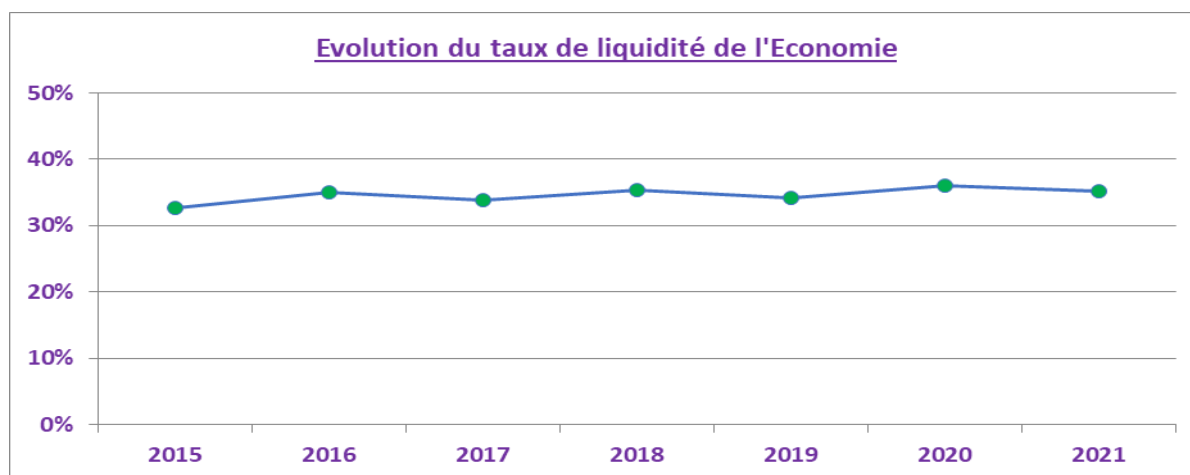
Par contre M2 est liquide et le ratio M2/PIB met en exergue le rôle des banques dans le financement du tissu productif et donne une idée sur l'état de liquidité de l'économie, avec M2 représentant la monnaie fiduciaire plus les dépôts à vue en franc djiboutien (y compris les dépôts sur livrets).

En millions FDJ	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 21/20
M2	163 134	164 731	184 248	193 898	207 874	218 040	4,9%
PIB nominal	466 565	487 885	521 258	568 125	576 692	619 852	7,5%
M2/PIB	34,96%	33,76%	35,35%	34,13%	36,05%	35,18%	-2,4%

Source : BCD/DEP

En 2021, la monnaie liquide a augmenté de 4,9%, largement inférieure à la croissance du PIB qui a cru de 7,4%. Ceci a entraîné une baisse du taux de liquidité de l'économie en passant de 36% en 2020 à 35,2% en 2021. Le secteur bancaire détient 35,2% du revenu national sous la forme la plus liquide en monnaie nationale. Tant que ce taux est inférieur à 50%, Djibouti sera considérée comme un pays non inflationniste. Par contre ce faible taux de liquidité veut dire aussi un manque de financement des entreprises et donc un frein à la production et à la croissance économique.

Cependant, ce taux demeure compris dans l'intervalle [30%-40%] sur les cinq dernières années montrant une certaine stabilité.



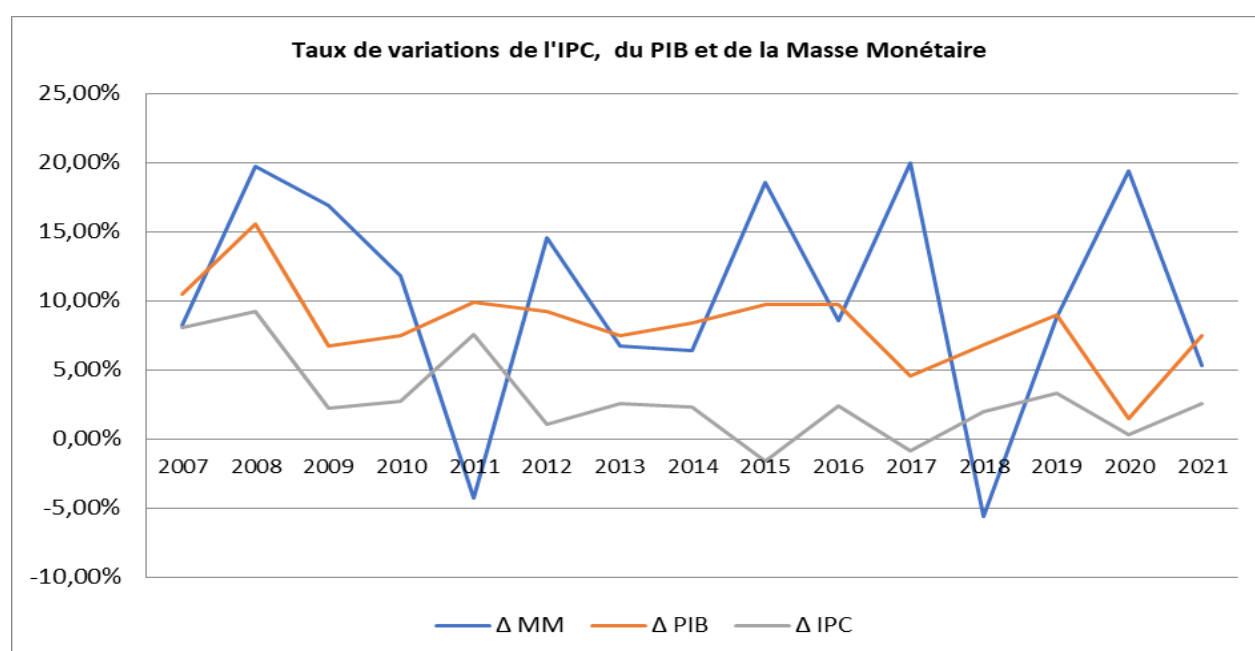
Relation entre la masse monétaire, le PIB et l'indice des prix (IPC)

Le tableau et le graphique suivants donnent l'évolution de ces trois indicateurs macroéconomiques et leurs variations :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
MM	284 364	308 806	370 564	349 879	380 601	454 410	478 420
Δ MM	18,6%	8,6%	20%	-5,6%	8,8%	19,4%	5,3%
PIB nominal	425 321	466 565	487 885	521 258	568 125	576 692	643 795
Δ PIB	9,7%	9,7%	4,6%	6,8%	9%	1,5%	7,5%
IPC	102,56	105,03	104,14	106,19	109,67	109,99	112,80
Δ IPC	-1,61%	2,41%	-0,85%	1,97%	3,28%	0,29%	2,55%

Source : BCD/DEP

En 2021, le taux d'inflation se situe à 2,55%, ce qui a entraîné une forte hausse du PIB nominal de 7,5% et une légère hausse de la masse monétaire de 5,3%.



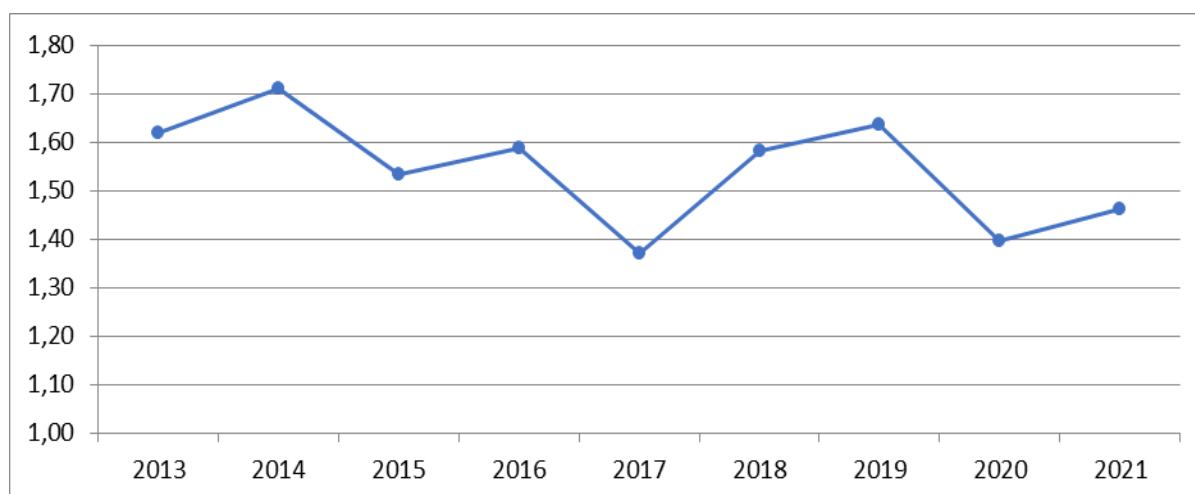
La vitesse de la circulation de la monnaie (intensité d'utilisation de la masse monétaire)

La vitesse de circulation de la monnaie est un indicateur clé du rythme des transactions monétaires. Pour son calcul, on appliquera la théorie quantitative de la monnaie, avec la formule $M V = P Y$ (V étant la vitesse de circulation de la monnaie) et M, P et Y sont connus (masse monétaire, indice de Prix et PIB).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
V=	1,71	1,53	1,59	1,37	1,58	1,64	1,40	1,46

(Avec IPC base 100 en 2013)

En 2021, la vitesse de circulation a augmenté de 4,7% pour atteindre 1,46. Cela veut dire que le PIB nominal fait 1,46 fois la masse monétaire et ainsi chaque franc djiboutien a été utilisé 1,46 fois en 2021 contre 1,40 fois en 2020.



La hausse du taux d'inflation en 2021 avait entraîné une forte hausse du PIB mais une légère hausse de la masse monétaire. Ainsi, la combinaison de l'IPC et du PIB est plus élevée que la masse monétaire et donc une vitesse de circulation élevée ($V = P Y / M$). La masse monétaire a effectivement augmenté mais non du fait de la monnaie liquide mais plutôt des dépôts à terme et donc ralentissent la circulation de la monnaie.

4.4. LES PRINCIPAUX AGRÉGATS MONÉTAIRES

L'évolution des composantes de la masse monétaire est donnée dans le tableau suivant :

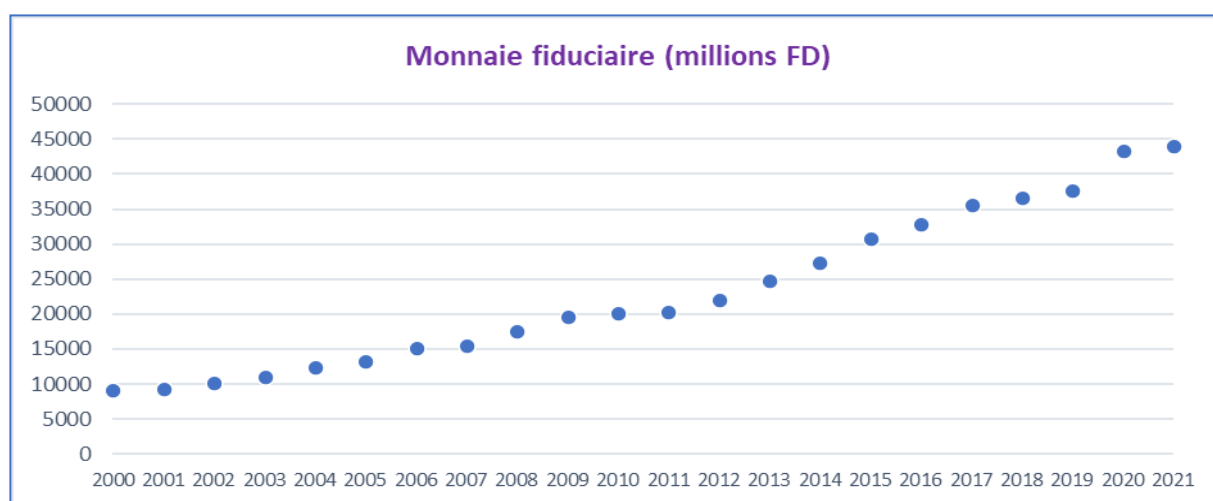
Composantes (en millions FDJ)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Monnaie Fiduciaire	32 918	35 542	36 626	37 667	43 389	44 078	1,59%
Dépôts à vue en FDJ	117 193	116 270	132 860	139 045	147 585	156 565	6%
Dépôts sur livrets en FDJ	13 022	12 919	14 762	17 185	16 900	17 396	3%
Dépôts à terme en FDJ	22 414	33 975	34 060	39 413	37 065	39 772	7,3%
Total Dépôts en FDJ	152 629	163 164	181 682	195 643	201 550	213 733	6,04%
Dépôts à vue en devises	87 151	138 284	104 228	114 839	177 660	175 228	-1,37%
Dépôts à terme en devises	36 107	33 575	27 343	32 451	31 811	45 380	42,66%
Dépôts en devises	123 258	171 859	131 571	147 290	209 471	220 608	5,32%
Total Masse Monétaire	308 806	370 564	349 879	380 602	454 410	478 420	5,28%

Source : Banque Centrale de Djibouti

La masse monétaire est composée des pièces et billets en circulation et des dépôts bancaires. La monnaie fiduciaire représente généralement à Djibouti entre 9-10% de la masse monétaire alors que les dépôts en font 90%.

4.4.1. La monnaie fiduciaire

Elle correspond aux billets et pièces émis, moins les encaisses des banques et du Trésor. C'est elle qui facilite les échanges entre les agents économiques.



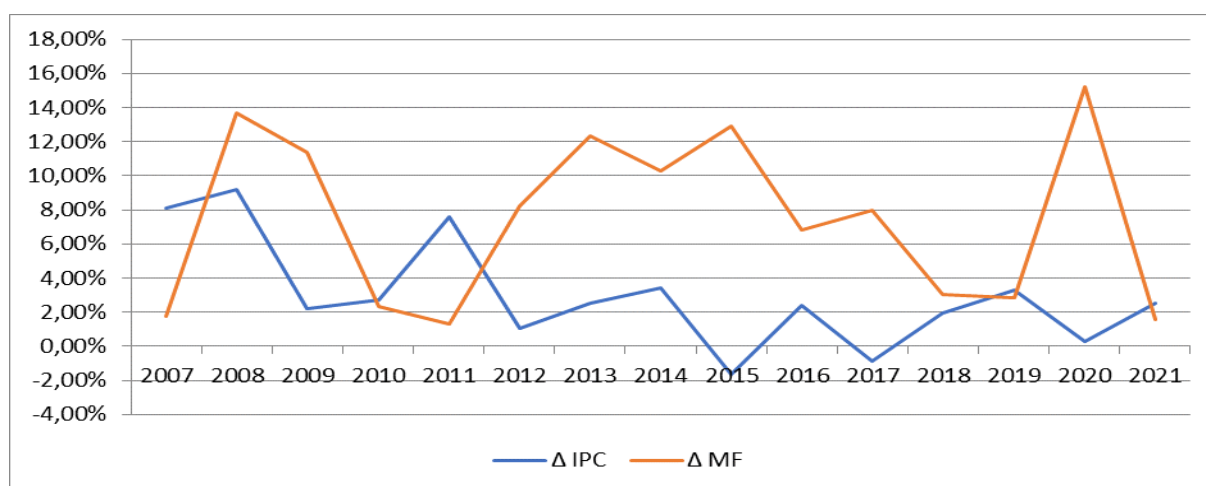
La monnaie fiduciaire a fortement évolué depuis sa création : au 31 décembre 2021, la monnaie fiduciaire atteint 44,078 milliards FDJ contre 43,389 milliards FDJ en 2020, soit une légère création monétaire liquide de 689 millions FDJ sur un an correspondant à une augmentation annuelle de 1,6%.

En 2021, elle représente 9,2% de la masse monétaire et 20,2% de la monnaie liquide (M2).

L'arrivée de la monnaie virtuelle va progressivement éliminer physiquement la monnaie fiduciaire puisque les secteurs financiers et commerciaux se sont mis au numérique.

Le graphique ci-dessous montre bien le lien entre l'indice des prix et la monnaie fiduciaire, une parfaite symétrie : quand l'indice des prix augmente fortement alors la monnaie fiduciaire augmente mais faiblement et inversement.

Graphique 25 : Evolution de l'indice des prix et la monnaie fiduciaire

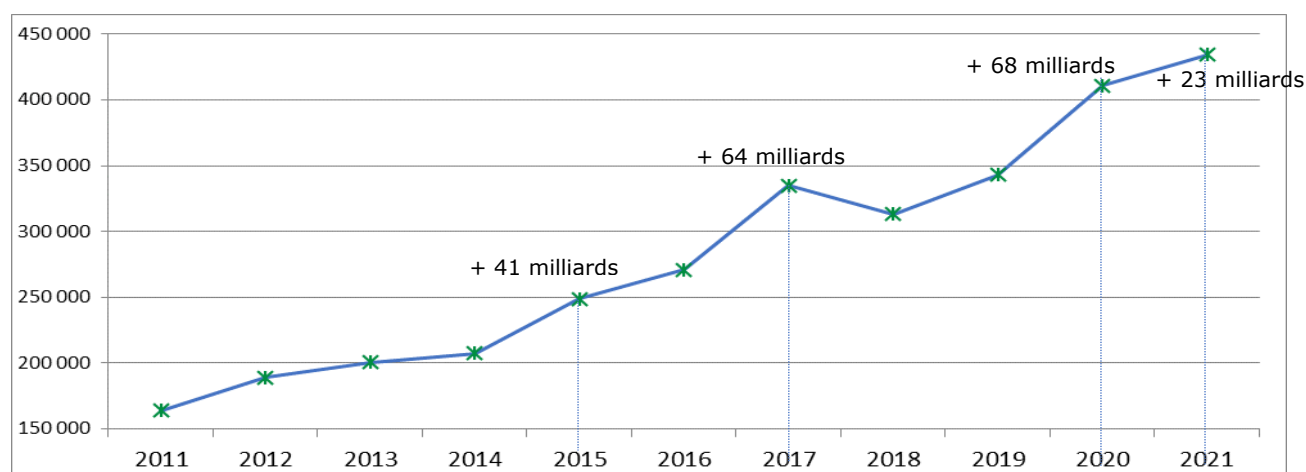


4.4.2. Les dépôts

Ils sont constitués par des dépôts en devises et des dépôts en monnaie nationale avec une répartition en dépôts à vue et à termes.

Après les fortes hausses des dépôts en 2015, 2017 et en 2020 ils n'ont augmenté en 2021 que de 23,3 milliards FDJ (+12,2 milliards FDJ en monnaie nationale et +11,1 milliards FDJ en devises) soit une croissance annuelle de 5,7%. L'injection des dépôts dans l'économie djiboutienne en 2021 représente 3,7% du PIB.

A l'exception de l'année 2018 qui a vu les dépôts baissés, toutes les autres années ils ont fortement augmenté.



Sur une période de 10 ans, ils ont augmenté de 165%, soit une injection de 270 milliards FDJ dans l'économie du pays correspondant à 43% du PIB de 2021, dont plus de 163 milliards FDJ durant les cinq dernières années.

La ventilation des dépôts par nature et par type de monnaie, données indiquées dans les tableaux ci-dessous, nous permettra d'identifier l'origine des variations observées dans les dépôts.

4.4.2.1. Les dépôts par type de monnaie (Francs Djibouti et devises)

Les dépôts en devises, qui avaient fortement augmenté en 2020 de 42%, n'ont augmenté en 2021 que de 5,3% pour atteindre 220,608 milliards FDJ. En valeur, cette hausse correspond à 11,14 milliards FDJ en 2021.

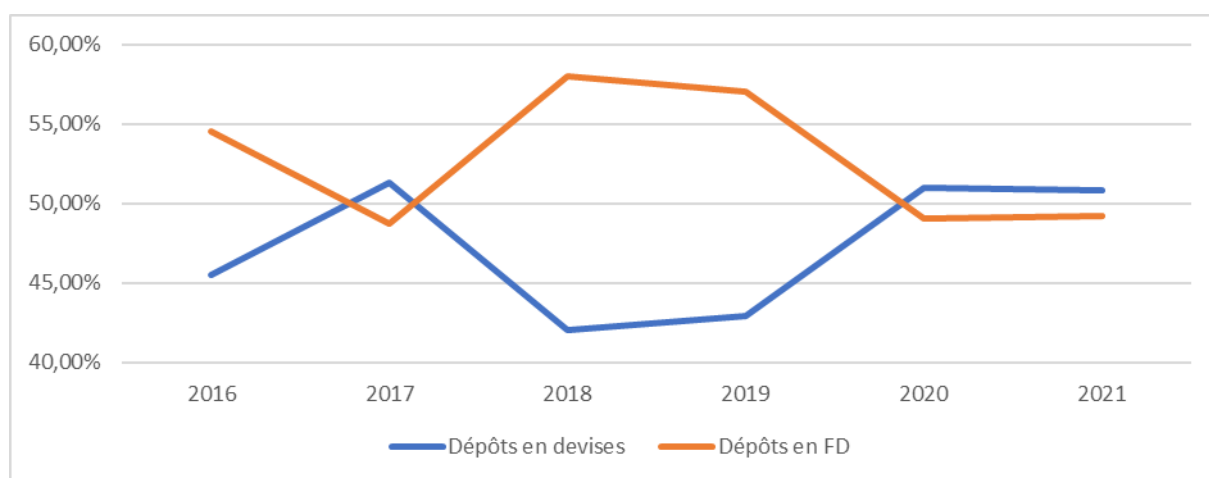
Tableau 30 : Evolution de dépôts par type de monnaie

(En millions FDJ)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 21/20
Dépôts en devises	123 258	171 858	131 571	147 290	209 471	220 608	5,3%
Dépôts en FDJ	147 709	163 164	181 682	195 643	201 550	213 733	6%

Source : BCD

Les dépôts en monnaie nationale ont augmenté de 12,18 milliards FDJ à fin 2021, soit une croissance annuelle de 6% pour se fixer à 213,733 milliards FDJ.

La préférence de la nature des dépôts par les agents économiques est aléatoire comme l'indique le graphique suivant :



Ces deux dernières années, la préférence est plutôt orientée vers les placements en devises avec une part de 51% contre 49% pour les dépôts en francs Djibouti.

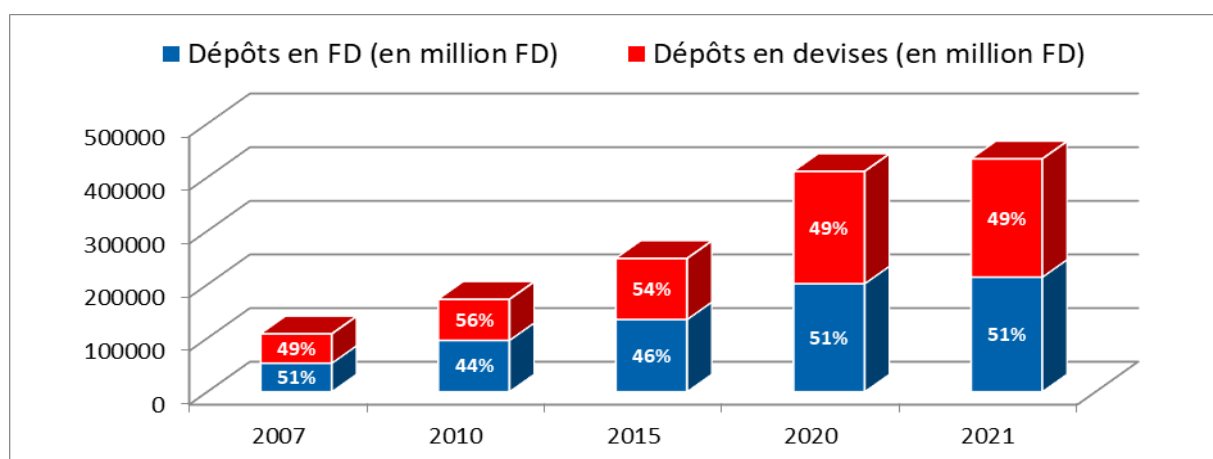
Ces dépôts peuvent être sous ventilés en placements à court termes et à long termes :

En millions FDJ	2020			2021			Variation 2021/2020
	Dépôts à vue et sur livret	Dépôts à termes	Total Dépôts	Dépôts à vue et sur livret	Dépôts à termes	Total Dépôts	
Franc djiboutien	164 485	37 065	201 550	173 961	39 772	213 733	6%
Devises	177 660	31 811	209 471	175 228	45 380	220 608	5,3%
Total dépôts	342 145	68 876	411 021	349 189	85 152	434 341	5,6%

Source : BCD

L'augmentation des dépôts en devises en 2021 provient de ceux placés à termes et non à vue. En effet, les dépôts en devises à termes ont fortement augmenté de 42,6% alors que ceux à vue ont baissé de 1,4% en 2021.

Par contre, l'augmentation des dépôts en francs Djibouti est la conséquence d'une hausse simultanée de ceux à vue (+5,7%) et de ceux à termes (+7,3%).



4.4.2.2. Les dépôts par nature des placements

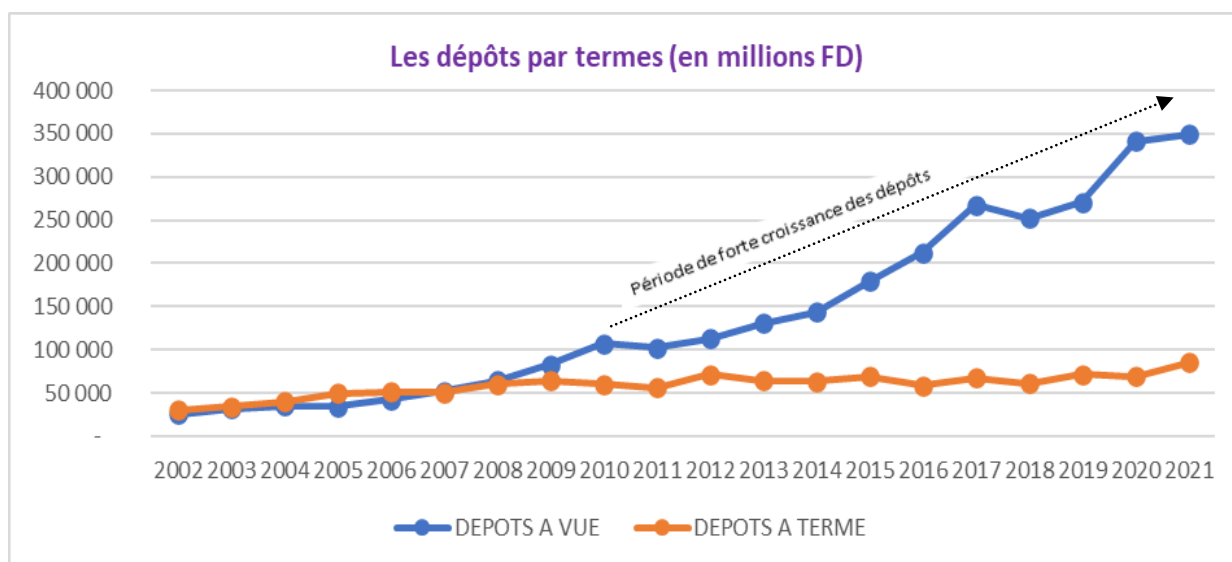
Les dépôts se répartissent en dépôts à vue et en dépôts à termes toutes monnaies confondues.

En millions FDJ	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
Dépôts à Vue et sur Livret	267 472	251 850	271 069	342 145	349 189	2,1%
Dépôts à termes	67 550	61 403	71 864	68 876	85 152	23,6%
Total dépôts	335 023	313 253	342 933	411 021	434 341	5,6%

Source : BCD

L'écart entre les dépôts à termes et à vue demeure toujours important en 2021. Plus de 80% des dépôts sont à court termes et non rémunérés. Une grande partie des salaires correspond à ces dépôts à vue depuis l'obligation de la bancarisation des salaires supérieurs à 40 000 FDJ par mois.

Les dépôts à termes n'augmentent pas rapidement, voire même des baisses certaines années à cause de leurs mauvaises rémunérations.



4.4.2.3. Les dépôts par secteur d'activité

Les dépôts proviennent soit du secteur privé, soit des entreprises publiques et sont ventilés comme suite :

(En millions FDJ)	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Entreprise publiques	44 006	57 016	47 810	55 684	69 028	23,9%
Secteur privé	291 017	256 237	295 124	354 835	365 313	2,9%

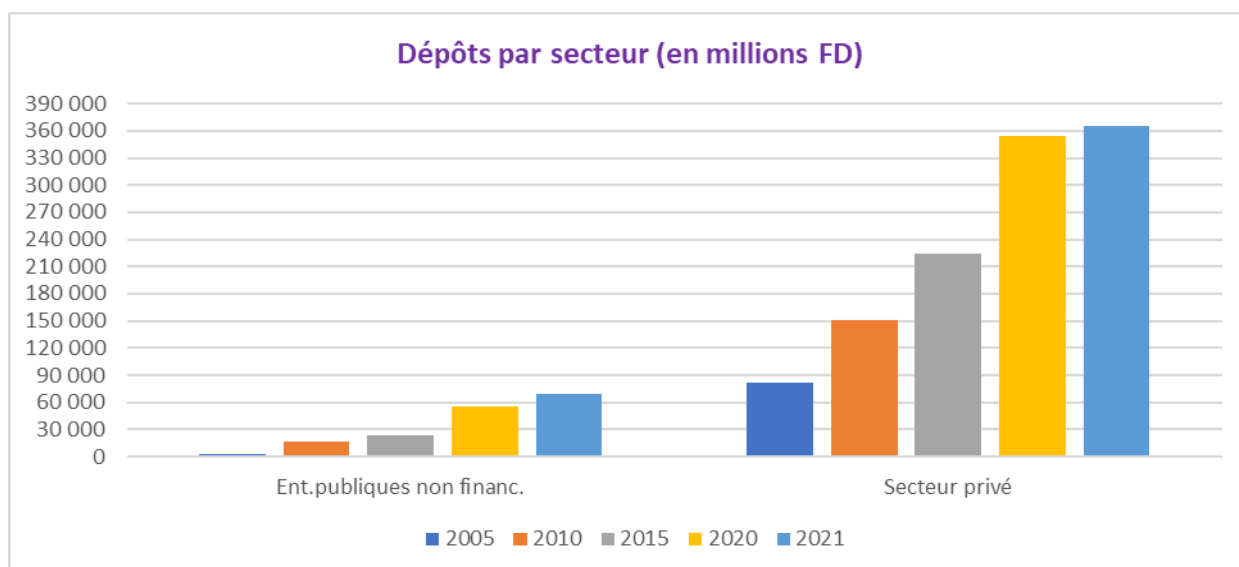
Source : BCD

Les dépôts des entreprises publiques et du secteur privé ont continué leur hausse en 2021.

En effet, les dépôts des entreprises publiques, à caractères non financiers, ont augmenté de 23,9% en 2021 passant de 55,684 milliards FDJ à 69,028 milliards FDJ.

Les dépôts du secteur privé, malgré leur prédominance (84% des dépôts), n'ont augmenté que de 2,9% pour se fixer à 365,313 milliards FDJ.

Les entreprises publiques font de plus en plus des dépôts bancaires chaque année représentant 11% du PIB en 2021. Ceux du secteur privé représentent 60% du PIB en 2021.



Les dépôts du secteur privé et des entreprises publiques sont classés en fonction de leur durée de placement et de la nature du placement :

(En millions FD))	2019			2020			2021		
	Dépôts à vue	Dépôts à termes	Total	Dépôts à vue	Dépôts à termes	Total	Dépôts à vue	Dépôts à termes	Total
Entreprises publiques	27 596	20 215	47 810	37 575	18 109	55 684	50 607	18 421	69 028
<i>En FDJ</i>	20 054	18 236	38 290	28 332	14 515	42 847	34 550	13 938	48 488
<i>En devises</i>	7 542	1 979	9 521	9 244	3 593	12 837	16 057	4 484	20 541
Secteur privé	243 474	51 650	295 124	304 068	50 767	354 835	298 583	66 730	365 313
<i>En FDJ</i>	136 176	21 178	157 354	135 652	22 549	158 201	139 412	25 834	165 246
<i>En devise</i>	107 298	30 472	137 770	168 416	28 218	196 634	159 171	40 896	200 067
Total des dépôts	271 070	71 865	342 934	341 644	68 876	410 519	349 190	85 151	434 341

Source : BCD

Les dépôts du secteur privé : ils sont majoritairement en devises dans des comptes à vue (43,6%). Viennent ensuite les dépôts en francs Djibouti également à vue (38,2%). Quant aux dépôts à termes du secteur privé, ils sont faibles dont une partie est en devises (11,2%).

L'épargne des entreprises publiques est essentiellement composée en dépôts à vue en francs Djibouti (50%), puis des dépôts à vue en devises (23,3%). Les dépôts à termes sont faibles dont une partie est en francs Djibouti (20,2%).

4.5. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Les contreparties sont d'origine externe (avoirs extérieurs) et interne (crédits intérieurs) et ont évolué en 2021 comme suit :

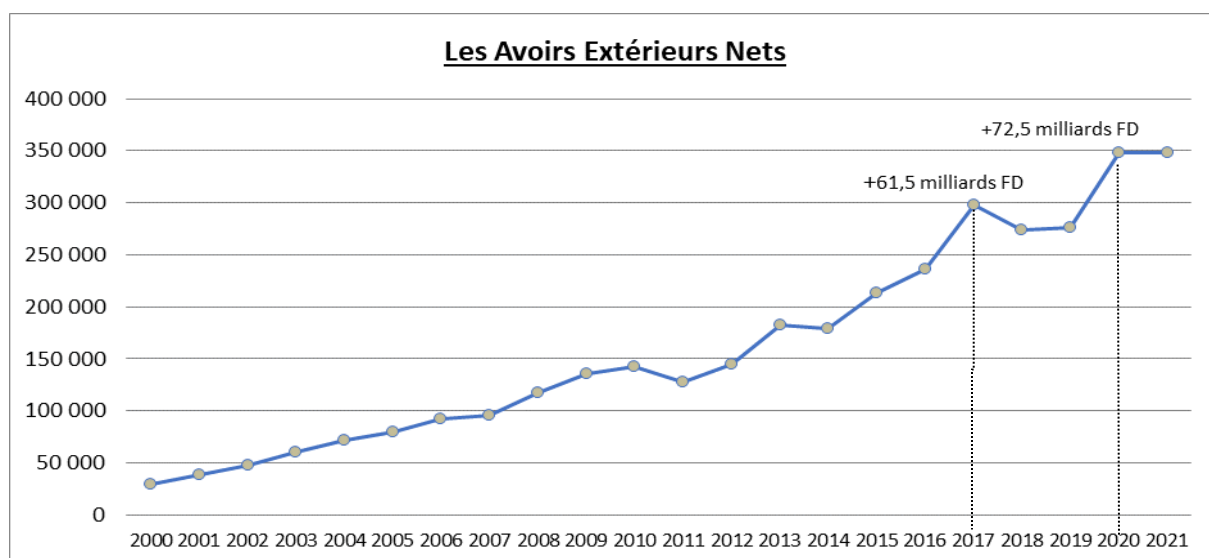
Composantes (millions FDJ)	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	Var 20/21
Avoirs extérieurs nets	236 481	297 956	273 800	275 834	348 297	348 417	0%
Autorités monétaires	65 604	94 021	75 217	84 953	109 767	93 864	-14,50%
Banques commerciales	170 877	203 935	198 583	190 881	238 530	254 553	6,70%
Crédits intérieurs	110 128	122 487	130 800	147 052	157 654	180 884	14,70%
Créances sur l'Etat	8 713	8994	3 572	7 016	8 641	19 263	123%
Crédits à l'économie	101 415	113 493	127 228	140 036	149 013	161 621	8,50%
Autres postes nets	-37 554	-49 879	-54 722	-42 286	-51 541	-50 881	-1,30%
Total Masse monétaire	308 806	370 564	349 879	380 600	454 410	478 420	5,30%

Source : BCD

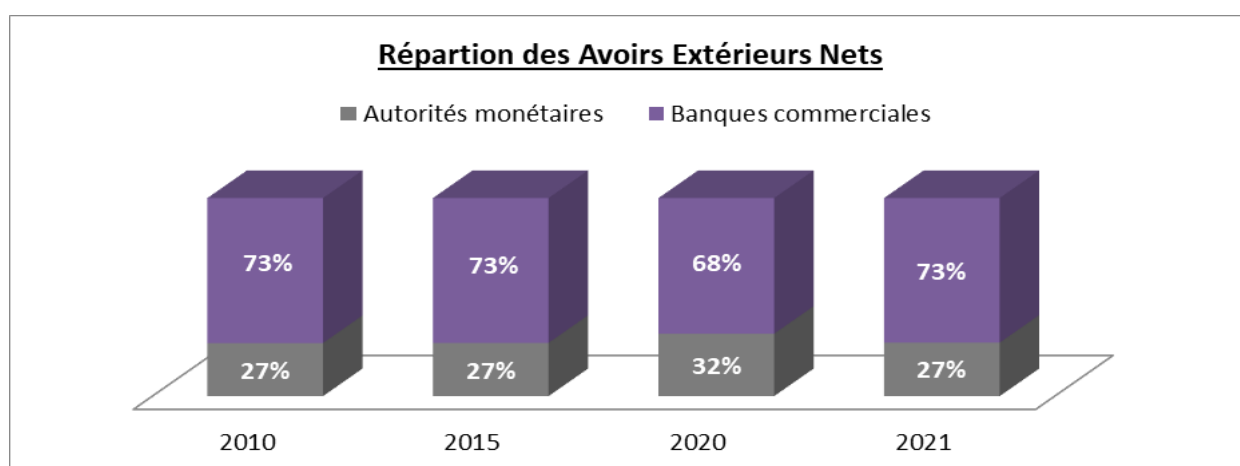
1. Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN)

Les avoirs extérieurs Nets sont constitués du solde entre les créances et les engagements de la Banque Centrale et des banques commerciales vis-à-vis de l'extérieur.

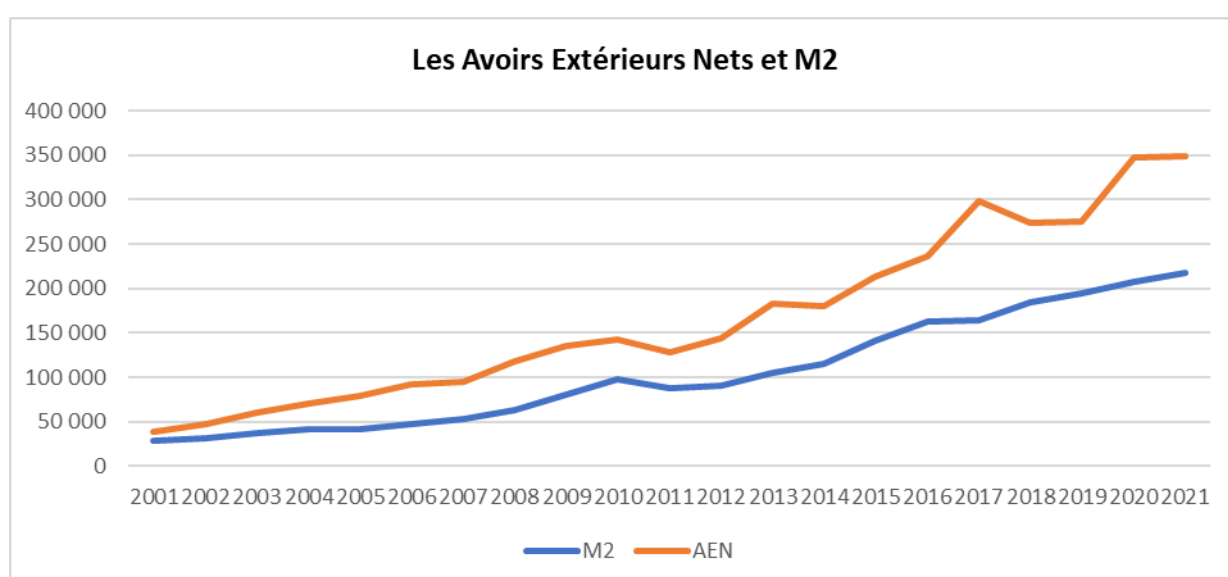
Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont augmenté de 6,7% alors que ceux de la banque centrale ont fortement baissé de 14,5%. Conséquences de ces variations inverses, les avoirs extérieurs nets totaux sont restés inchangés en 2021.



- ✓ Les Avoirs Extérieurs Nets des banques commerciales sont les plus importants et représentent 73% du total des avoirs extérieurs nets de 2021, soit 254,553 milliards FDJ et sont en légère hausse de 6,7% sur un an. L'augmentation des avoirs extérieurs bruts des banques a été absorbée par la hausse des engagements des banques commerciales vis-à-vis de l'extérieur en 2021 de plus de 34 milliards FDJ.
- ✓ Les Avoirs Extérieurs Nets des autorités monétaires (Banque Centrale de Djibouti) ont atteint 93,864 milliards FDJ en 2021, réalisant une baisse annuelle de 14,5%. En bruts, les avoirs extérieurs de la BCD et ses engagements ont baissé respectivement de 14,45% et 14,41% sur un an.



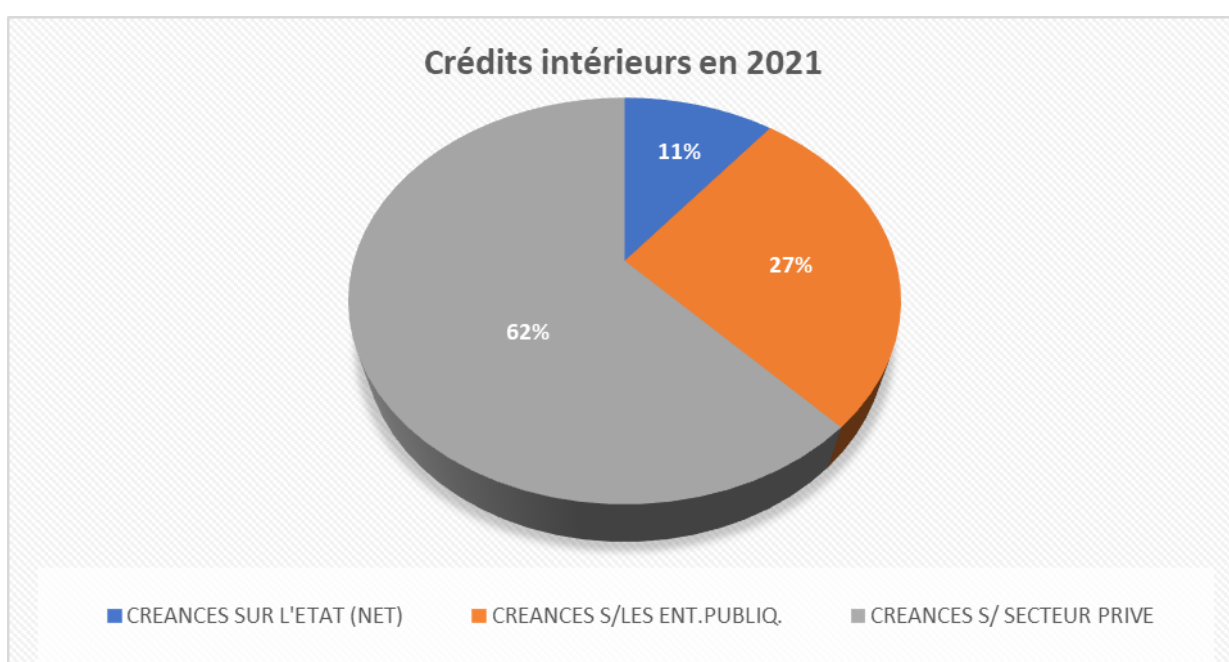
L'évolution des avoirs extérieurs nets au cours des dix dernières années a montré qu'ils sont restés supérieurs aux agrégats monétaires M1 et M2 qui représentent la liquidité du système monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets jouent un rôle central dans l'expansion des liquidités monétaires.



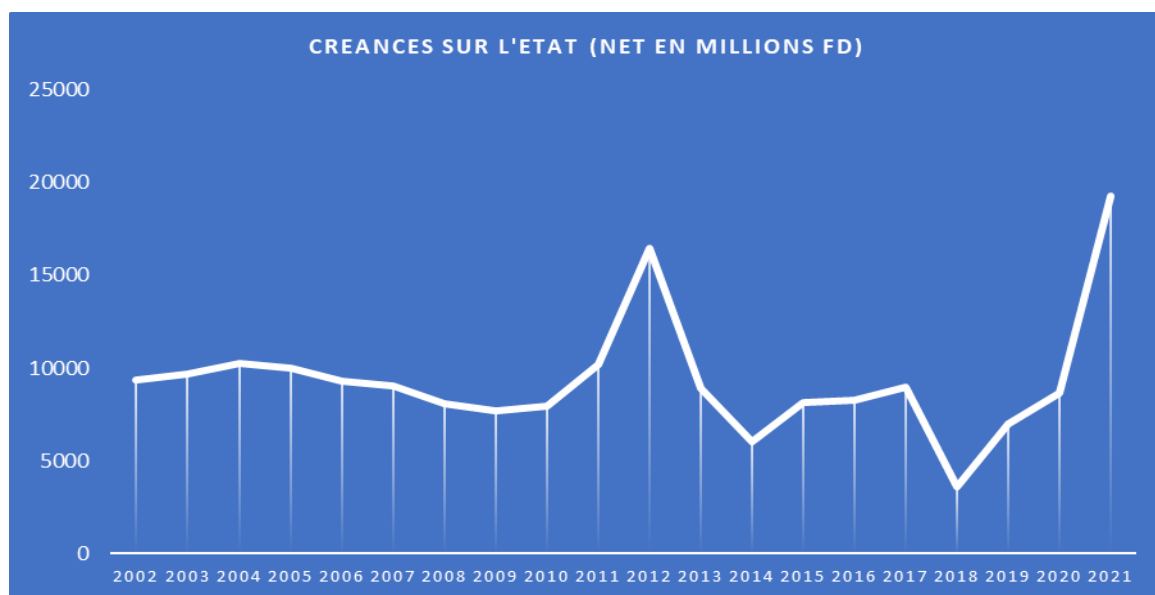
Les deux variables, avoirs extérieurs nets et M2, suivent généralement la même tendance.

2- L'encours des crédits intérieurs, constitué des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie, se situerait à 180,884 milliards de FDJ en fin décembre 2021, correspondant à une augmentation de plus de 23,2 milliards FDJ en un an, soit plus 14,7%. Les crédits intérieurs comprennent des créances sur l'Etat et des crédits à l'économie (publics et privés).

Ces deux sous composantes ont contribué positivement à l'augmentation des crédits intérieurs en 2021.



- ✓ **Les créances nettes sur l'Etat** : Souvent très faibles mais commencent à prendre de l'ampleur ces dernières années. Ils correspondent à l'endettement net de l'État envers les banques de la place (3,629 milliards FDJ) et les autorités monétaires (15,635 milliards FDJ) pour compléter le financement de ses opérations. Depuis 2017, l'Etat ne fait plus des dépôts au trésor.



Au 31 décembre 2021, les créances nettes de l'Etat ont atteint 19,263 milliards FDJ contre 8,641 milliards FDJ en 2020, soit une forte augmentation annuelle de 123%.

Les créances sur l'Etat détenues par de la Banque Centrale et les banques commerciales ont évolué au cours des dernières années comme suit :

En millions FDJ	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Créances des Autorités Monétaires	6167	5 669	5 175	4 648	3 637	2 557	10 173	16 320
(-) Dépôts Etat chez A.M.	-9736	-6 773	-9 618	-1 967	-5 276	-1 150	-6 952	-685
Créances des banques	5 641	6 243	9 182	6 935	5 641	6 024	5 821	4 339
(-) Dépôts Etat chez banques	-835	-1 801	-1 281	-622	-431	-415	-401	-710
Dépôts à vue au Trésor	4 920	4 920	4 920	0	0	0	0	0
(-) Traités de douanes	-103	-103	-103	0	0	0	0	0

L'Etat a, d'une part, réduit fortement ses dépôts auprès de la banque centrale de 90% en 2021 pour atteindre seulement 685 millions FDJ et d'autre part a pris des crédits élevés atteignant 16,320 milliards FDJ. Les dépôts ne couvrent pas suffisamment les crédits octroyés par l'Etat auprès de la Banque centrale en 2021.

(En millions FDJ)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux dépôts/crédits (Etat auprès BCD)	158%	119%	186%	42%	145%	45%	68%	4%
Taux dépôts/crédits (Etat auprès des banques privées)	15%	29%	14%	9%	8%	7%	7%	16%

Source : BCD

L'Etat a également contracté des crédits auprès des banques commerciales pour un montant de 4,339 milliards FDJ, en baisse de 25,5% par rapport à 2020. Ici aussi, les dépôts de l'Etat sont trop faibles pour couvrir suffisamment ses crédits auprès des banques commerciales.

Ainsi, au 31 décembre 2021, les créances totales de l'Etat se sont élevées à 20,658 milliards FDJ contre des dépôts de 1,395 milliards FDJ, soit un écart de financement de 19,263 milliards FDJ contracté auprès du secteur bancaire du pays.

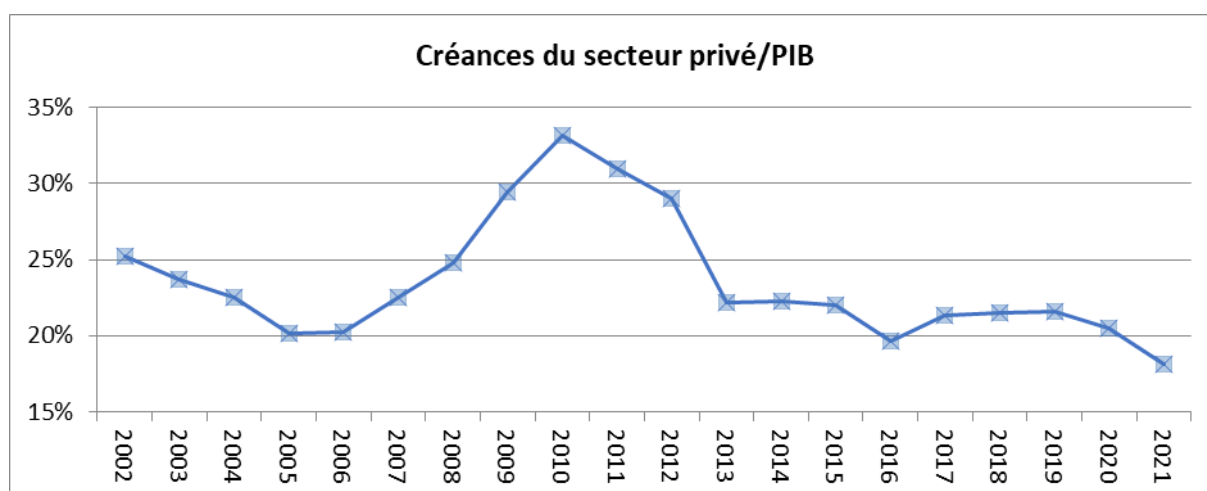
- ✓ **Crédits à l'économie** : Il s'agit de l'ensemble des financements consentis par le système financier à l'économie sous forme de crédits. L'économie est composée par les entreprises publiques et par le secteur privé. La Banque centrale n'intervient pas dans le financement de l'économie. Au 31 décembre 2020, les crédits à l'économie en tant que principale composante de l'agrégat « crédit intérieur » ont atteint 161,621 milliards FDJ indiquant une amélioration de la situation annuelle de 8,5%. Une partie est accordée aux entreprises publiques (31%) et une partie au secteur privé (69%).

Crédits à l'économie (millions FDJ)	2018	2019	2020	2021	Variation annuelle
Créances sur les entreprises publiques	15 215	17 337	30 811	49 487	60,6 %
Créances sur le secteur privé	112 013	122 699	118 202	112 134	-5,13 %
Total	127 228	140 036	149 013	161 621	8,5 %

Source : Banque Centrale de Djibouti

- **Les créances accordées par les banques de la place au secteur privé** ont fléchi pour la seconde fois consécutive avec -5,13% sur un an mais leurs contributions à l'activité économique du pays demeurent très importantes avec 112,134 milliards FDJ en 2021.

Comparées au PIB, les créances sur le secteur privé détenues par les banques ont demeuré faibles les dernières années inférieures à 25% avec 18% en 2021.

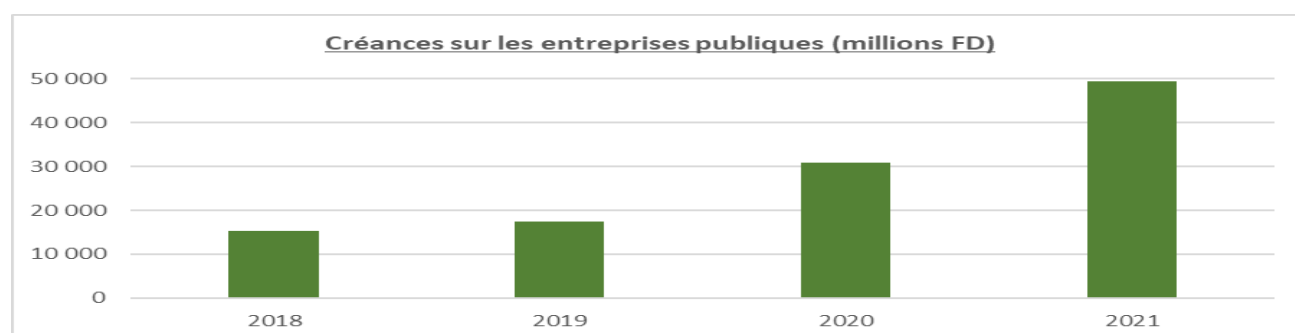


La période [2007-2012] était propice pour le secteur privé qui a contracté beaucoup des crédits allant jusqu'à 33% du PIB, puis vient la période [2013-2021] où la participation est faible avec un taux de 18% du PIB en 2021. Le secteur privé djiboutien n'a pas accès suffisamment aux crédits pour participer au développement du pays et contribuer à la croissance de l'économie nationale.

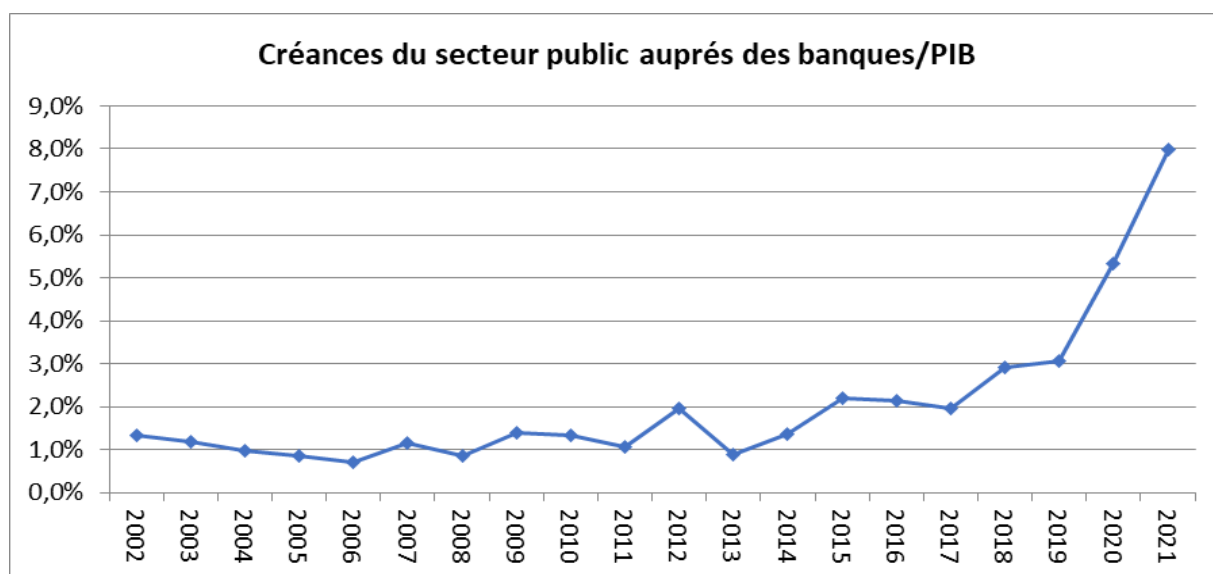
La mise en place du Fonds de Garantie partielle va permettre au secteur un accès plus flexible aux crédits des banques commerciales puisque le Fonds donne une garantie sur chaque crédit :

- 50% des garanties sur les crédits d'équipement accordés à des entreprises de plus de 3 ans ;
- 60% des garanties accordées sur les crédits aux nouvelles entreprises créées depuis moins de 3 ans ;
- 60% des garanties accordées aux crédits d'équipement dont la durée est de 24 mois et plus.

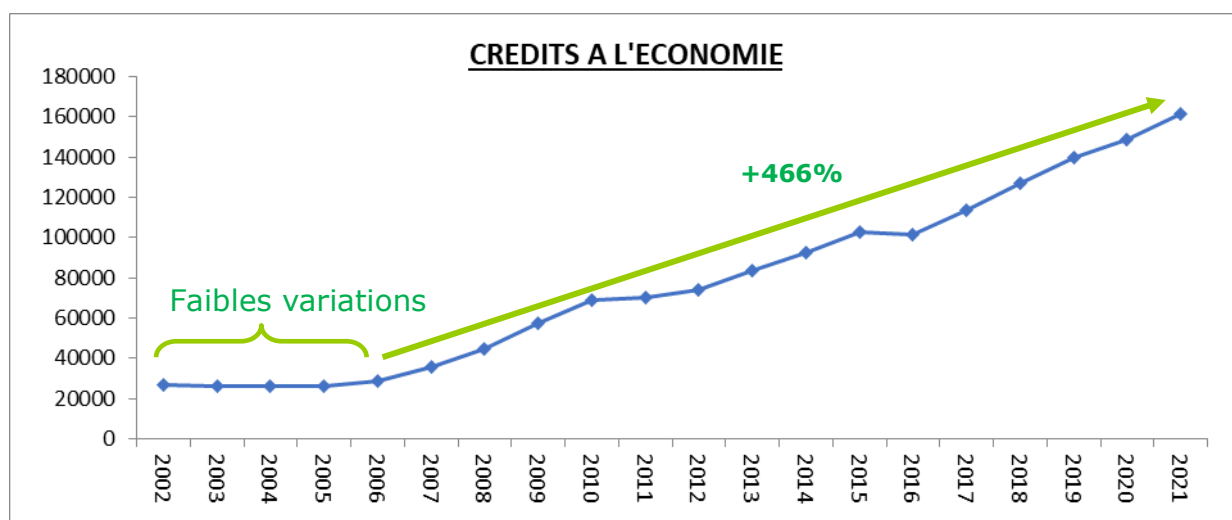
Les créances sur les entreprises publiques ont continué leur croissance en 2021 pour atteindre 49,487 milliards FDJ contre 30,811 milliards FDJ en 2020, soit une augmentation annuelle de 60,6%.



Sa part dans le PIB s'est améliorée fortement pour atteindre 8% en 2021 contre 5,3% en 2020. Ces hausses vont permettre aux entreprises publiques de se développer via les banques de la place afin de réduire leurs endettements extérieurs.



Dans l'ensemble, les crédits à l'économie ont assuré le développement du pays surtout au cours des 15 dernières années après l'arrivée des nouvelles banques où ils sont passés de 28,6 milliards FDJ en 2006 à 162 milliards FDJ en 2021 soit une hausse spectaculaire de 466%.



Comparés au PIB, la part des crédits à l'économie a légèrement augmenté en passant de 25,8% en 2020 à 26,1% en 2021 malgré les fortes hausses du PIB.

Millions FDJ	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Crédits à l'économie	83 832	92 868	102 977	101 415	113 493	127 228	140 036	149 013	161 621
PIB	363 052	402 025	425 321	466 565	487 885	521 258	568 125	576 692	619 858
Taux CE / PIB	23,09%	23,10%	24,21%	21,74%	23,26%	24,41%	24,65%	25,84%	26,07%

Source : BCD/DEP

4.6. L'ACTIVITÉ DES BANQUES COMMERCIALES

4.6.1. Le développement du secteur bancaire

4.6.1.1. Les établissements bancaires à Djibouti

Le secteur bancaire Djiboutien comprend 13 établissements de crédit en 2021 dont 10 banques commerciales conventionnelles et 3 banques islamiques. L'accroissement de ce secteur vient en soutien au développement du secteur du transport et de la logistique. Ensemble, ces deux secteurs vont transformer Djibouti en un hub commercial et logistique de l'Afrique et centre financier régional et international.

Aussi, la stabilité politique et macroéconomique du pays, l'adoption d'un régime de change fixe et la libre circulation des capitaux, ont profité au secteur bancaire ces dernières années.

L'année 2021 a vu l'ouverture de 13^{ème} banque commerciale à Djibouti, une filiale de la banque burkinabé IBB.

Pénétrer le secteur de la microfinance de l'Afrique de l'Est est l'objectif que s'est fixée la banque Djiboutienne Salaam African Bank. Elle a choisi le Kenya, pays dans lequel elle opère déjà à travers une banque d'investissement. En mars 2021, la banque a acquis la totalité des parts des actions d'Uwezo Microfinance Bank, une institution de microfinance kényane. Pour rappel, la banque islamique qui détient 30% du total des comptes bancaires à Djibouti, est présente en Éthiopie via un bureau de représentation et au Kenya via une banque d'investissement agréée par l'Autorité des marchés de capitaux.

La Banque Centrale de Djibouti a mis en place en juillet 2021 le système de règlement automatisé de Djibouti « SYRAD » qui combine à la fois un système de règlement brut en temps réel et d'un système de télé compensation automatisé. Les paiements seront rapides et sécurisés entre les institutions financières participantes.

Ce système permettra d'accélérer la transition vers les instruments de paiement électronique et de réduire l'utilisation systémique des chèques.

4.6.1.2. Le taux de bancarisation à Djibouti

Le taux de bancarisation évolue en fonction du nombre des comptes ouverts et du nombre des personnes bancarisables, c'est-à-dire pouvant avoir accès aux services bancaires.

Selon la Banque Centrale de Djibouti, le taux de bancarisation du pays est passé de 7% en 2006 à 27% en 2019 dernier chiffre disponible. Les 3 banques islamiques ainsi que l'obligation de la domiciliation des salaires du secteur public avaient fortement contribué à cette hausse. La question de proximité est aussi importante : plusieurs banques se sont déployées dans les différentes régions de l'intérieur et dans les quartiers de la ville de Djibouti.

4.6.1.3. Le bilan consolidé des banques conventionnelles et islamiques Djibouti

Les emplois et les ressources des banques commerciales ont connu en 2021 une hausse de 11,3% sur un an pour se fixer à 613,912 milliards FDJ contre 551,469 milliards FDJ en 2020.

La part des banques islamiques dans le bilan de 2021 est de 22% en baisse par rapport au 26% un an auparavant.

Tableau 31 : Evolution du Bilan consolidé des banques conventionnelles et islamiques

Emplois des banques en activité			Ressources des banques en activité		
Composantes	2020	2021	Composantes	2020	2021
Opérations interbancaires	275 098	261 470	Opérations interbancaires	21 722	94 650
Créances sur le Trésor & BCD	61 864	49 699	Dépôts du Trésor	1 980	2 290
Crédits à la clientèle	149 341	230 320	Dépôts de la clientèle	418 905	442 876
Immobilisations	17 263	19 666	Fonds propres	47 465	51 307
Divers	46 127	52 757	Divers	59 618	22 789
Total	551 469	613 912	Total	551 469	613 912

Source : BCD

- a) Au niveau des emplois, la hausse provient des crédits à la clientèle et des immobilisations qui ont augmenté respectivement de 54% et 14%. Les opérations interbancaires et les créances sur le Trésor et la BCD ont baissé respectivement de 5% et 20% en 2021.
- b) Au niveau des ressources, toutes les composantes sont à la hausse : Les opérations interbancaires (+336%), les dépôts du Trésor (+16%), les dépôts des clientèles (+6%) et les fonds propres (+8%).

Les actifs des banques sont répartis entre les banques islamiques et les conventionnelles de la manière suivante :

En millions DJF	2017		2018		2019		2020		2021		Var 20/21
	Actifs	%	Actifs	%	Actifs	%	Actifs	%	Actifs	%	Actifs
Banques islamiques	91 543	20,9	97 609	23,1	115 800	25,3	145 597	26,4	136 458	22,2	-6,3%
Banques conventionnelles	346 573	79,1	325 301	76,9	342 597	74,7	405 872	73,6	477 453	77,8	17,6%
Total actifs	438 116	100	422 911	100	458 397	100	551 469	100	613 912	100	11,3%

Source : BCD

Les actifs des banques islamiques ont baissé pour la première fois de 6,3% alors que ceux des banques conventionnelles ont augmenté de 17,6% sur un an. Cette baisse s'explique en partie par l'augmentation des prix des matériaux de construction.

Les actifs des banques islamiques ont représenté 22,2% du total en 2021 contre 26,4% en 2020.

L'analyse des activités des banques se fera en examinant l'évolution des dépôts et des crédits à partir des comptes consolidés des banques commerciales pour l'année 2021 ainsi que l'évolution des différents taux débiteurs et créditeurs.

Les 3 importants variables du bilan des banques sont les opérations interbancaires, les dépôts et les crédits des clients.

4.6.2. Les dépôts auprès des banques

La mobilisation de l'épargne par le secteur bancaire islamique et conventionnel donne un aperçu de la capacité de financement du secteur privé durant la période analysée.

Au 31 décembre 2021, les dépôts de la clientèle, qui représentent les ressources les plus importantes des banques commerciales, soit 72% des ressources, ont atteint 442,876 milliards de FDJ ce qui correspond à une croissance en glissement annuel de 5,7%.

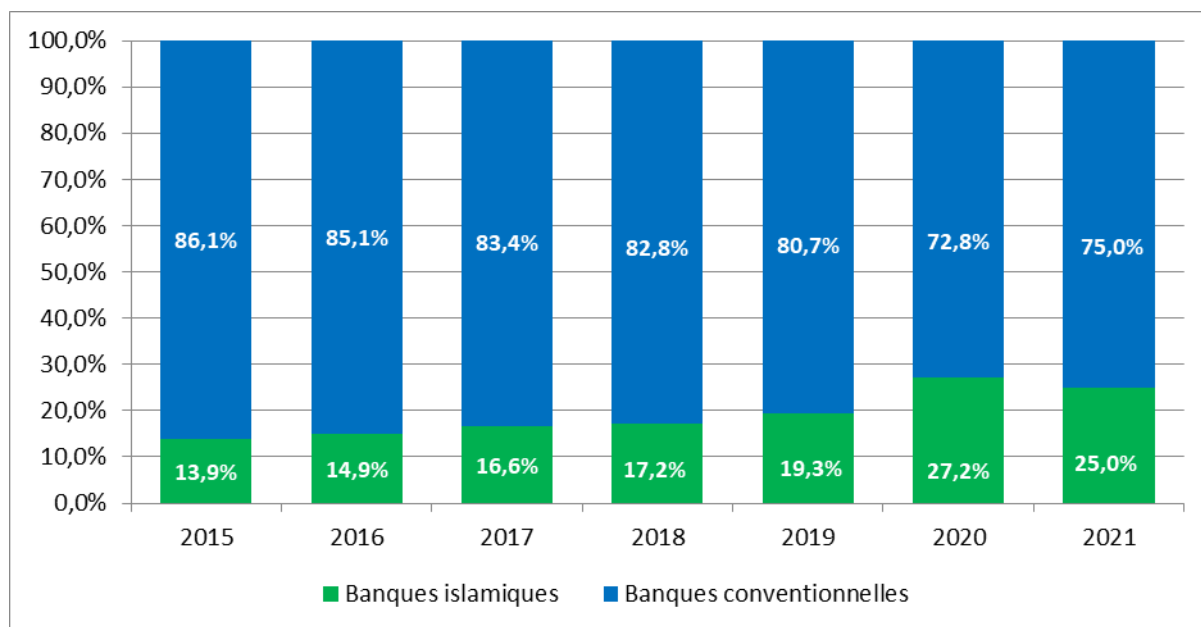
4.6.2.1. Les dépôts par catégorie des banques :

- Les dépôts bancaires auprès des banques islamiques, après avoir fortement augmenté jusqu'en 2020, ont commencé à baisser en 2021 de 2,6% pour atteindre 110,8 milliards FDJ. Ils ne représentent plus que 25% en 2021 contre 27,2% du total des dépôts des banques en fin 2020.
- Les dépôts des banques conventionnelles représentent 75% du dépôt total et ont connu une augmentation de 8,8% par rapport à 2020 en se fixant à 332 milliards de FDJ.

En milliards FDJ	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Banques islamiques	37 009	42 298	59 340	57 777	71 776	113 847	110 847
Banques conventionnelles	229 369	242 242	298 838	278 870	299 436	305 058	332 029
Total Banques	266 378	284 540	358 178	336 648	371 212	418 905	442 876

Source : BCD

Le graphique suivant montre que la finance islamique, avec seulement 3 banques, dispose d'une part non négligeable des dépôts même si cela a légèrement baissé en 2021.



4.6.2.2. Les dépôts auprès des banques par type de monnaie :

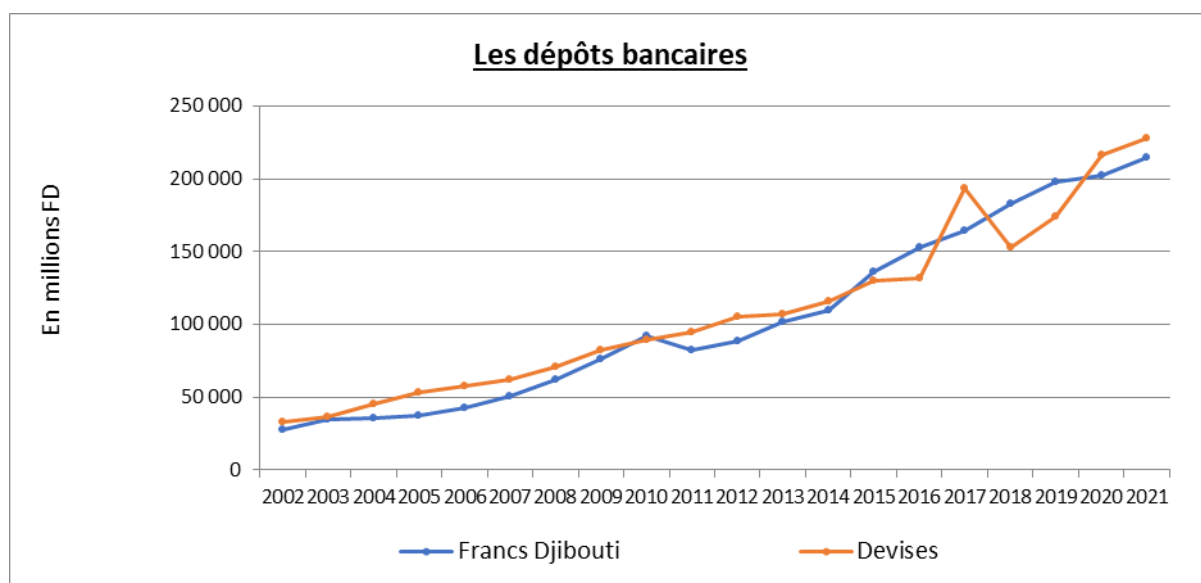
(En millions FDJ)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Francs Djibouti	153 064	164 380	183 313	197 504	202 110	214 717	6,2%
Devises	131 536	193 740	153 334	173 709	216 796	228 159	5,2%
<i>Dollars US</i>	<i>106 468</i>	<i>170 172</i>	<i>129 410</i>	<i>151 850</i>	<i>192 373</i>	<i>202 593</i>	5,3%
<i>Autres devises</i>	<i>25 068</i>	<i>23 568</i>	<i>23 924</i>	<i>21 859</i>	<i>24 423</i>	<i>25 566</i>	4,7%
TOTAL	284 600	358 120	336 647	371 212	418 906	442 876	5,7%

Source : Banque Centrale de Djibouti

La situation de décembre 2021 indique des placements en devises et en monnaie nationale en hausses respectivement de 5,2% et 6,2% par rapport à 2020.

Durant ces deux dernières années les placements en devises ont représenté une part plus importante que ceux en monnaie nationale.



Les dépôts en francs Djibouti de la clientèle, ont augmenté en 2021 de 6,2% correspondant à une addition de plus de 12,6 milliards FDJ sur un an. Les dépôts en monnaie nationale augmentent chaque année avec une moyenne de 10% sur une période de 10 ans. Ces accélérations ont permis aux dépôts en Francs Djibouti d'atteindre 214,7 milliards de FDJ en 2021.

Leur part dans le total des dépôts est cependant en baisse durant ces deux dernières années avec un taux de 48% par rapport à 2019.

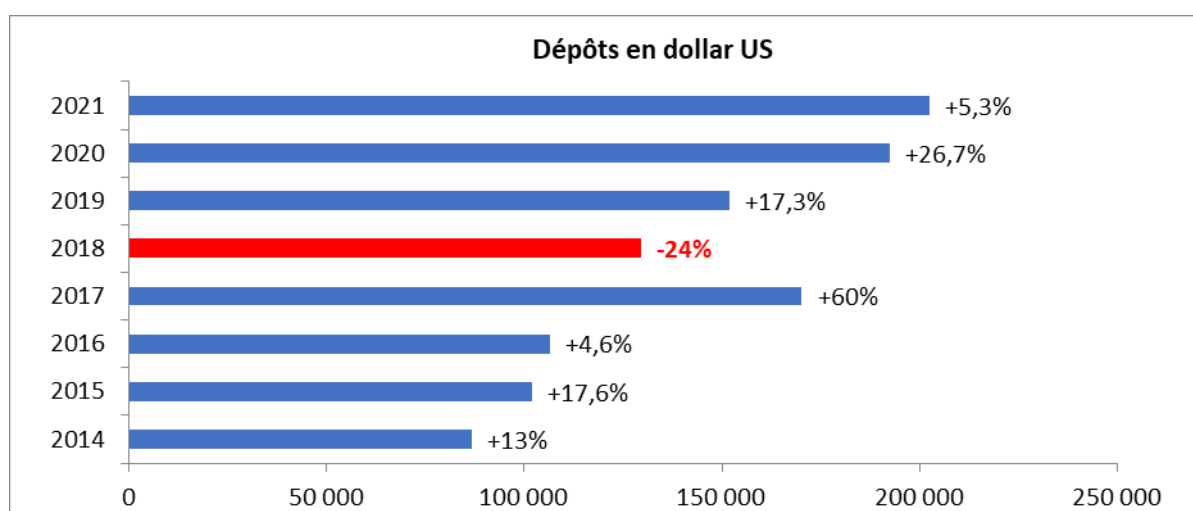
Malgré la légère augmentation des ces dépôts, leur part dans la contribution économique est importante et représente 34,6% du PIB de 2021.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Francs Djibouti (millions FDJ)	109 395	136 151	153 064	164 380	183 313	197 504	202 110	214 717
Part dans les dépôts	48,6%	51,1%	53,8%	45,9%	54,4%	53,2%	48,2%	48,5%
Part dans le PIB	27,2%	32 %	32,8%	33,7%	35,2%	34,8%	35%	34,6%

Les dépôts en devises auprès des banques s'élèvent à 228,159 milliards FDJ en 2021 et sont en augmentation de 5,2% sur un an. Ils sont essentiellement composés des dollars US, soit 89% des dépôts en devises en 2021, renforçant ainsi les réserves en dollar américain. Les autres devises correspondent principalement à l'Euro et valent 25,6 milliards FDJ.

Les placements en dollar facilitent les échanges internationaux et Djibouti ambitionne de devenir le hub financier de la région pour soutenir le hub logistique déjà mis en place.

En 2021, dans son ensemble, les dépôts en devises ont connu une augmentation de 11,4 milliards FDJ par rapport à 2020. Cette hausse est provoquée par l'accroissement des dépôts en dollars de 10,2 milliards FDJ.



4.6.2.3. Les dépôts selon leur nature

Au 31 décembre 2021, la répartition des dépôts selon leurs natures se présente comme suit :
(En millions FDJ)

	2017	2018	2019	2020	2021	Var.21/20
Comptes à vue	248 060	231 537	254 636	304 352	311 553	2,37%
Comptes à terme	64 465	59 808	70 734	66 448	82 676	24,4%
Comptes sur livret	39 988	40 085	41 046	43 900	44 582	1,55%
Bon de caisse	5 607	5 218	4 798	4 205	4 065	-3,3%
Total	358 120	336 647	371 214	418 905	442 876	5,7%

Source : Banque centrale de Djibouti

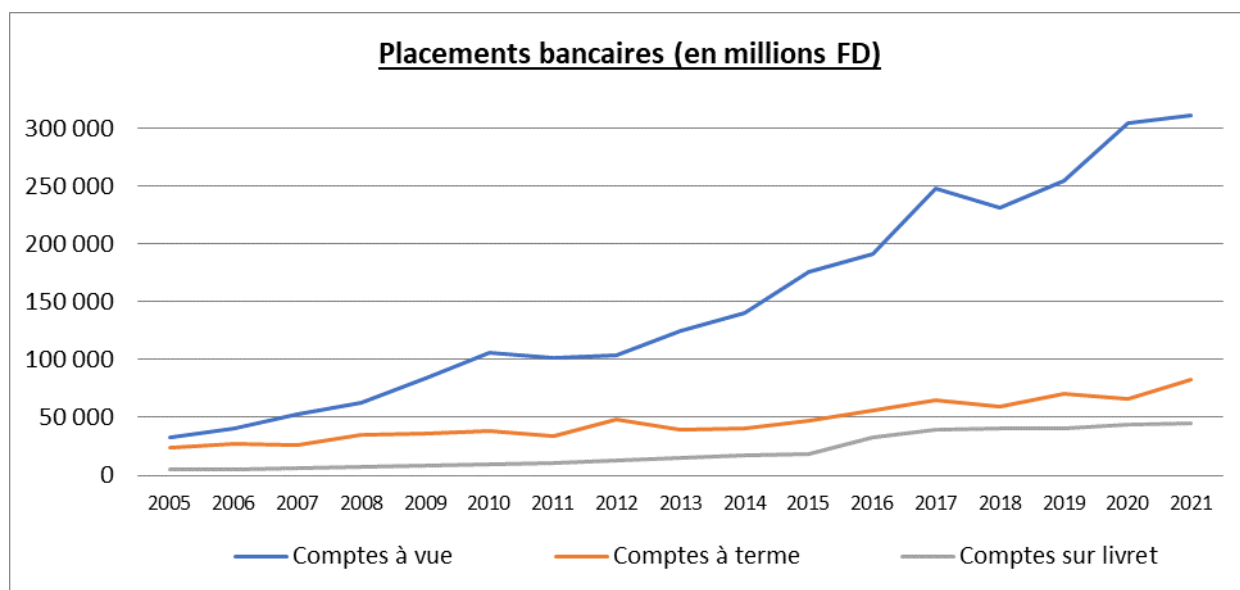
Les dépôts à vue, qui sont très liquides et ont connu une augmentation de 2,37% pour atteindre 311,553 milliards de FDJ en décembre 2021. Ils représentent 70% du total des dépôts bancaires. En valeur, cette hausse annuelle correspond à 7,2 milliards FDJ. Ces dépôts sont essentiellement en francs Djibouti (175 milliards FDJ) et en dollar américain (157,5 milliards FDJ).

Les dépôts à vue des banques islamiques se sont élevés à 98,426 milliards FDJ correspondant à une part de marché de 31,6%. Ils sont essentiellement en dollar américain (48,2 milliards FDJ) et en francs Djibouti (46,3 milliards FDJ).

Les dépôts à terme ont fortement augmenté en 2021 de 24,4%, en se fixant à 82,676 milliards de FDJ soit 18,7% de l'ensemble des dépôts. Cette augmentation de 16,2 milliards FDJ vient suite à la baisse constatée une année auparavant. Ils sont placés en US dollar (45,12 milliards FDJ), en francs Djibouti (39,71 milliards FDJ) et les restes dans d'autres devises étrangères.

Les banques islamiques peuvent profiter de cette situation avec leurs produits qui rapportent des bénéfices importants. En effet, ces banques ont reçu 12,42 milliards FDJ des dépôts à termes correspond à une part de 14,3%. Également au niveau des banques islamiques, les dépôts en US dollar dominant (7,4 milliards FDJ) puis en monnaie nationale (5 milliards FDJ) en 2021.

Les comptes sur livret continuent leur croissance avec une hausse de 1,55% en 2021. Ils se chiffrent à 44,6 milliards FDJ en fin 2021, dont la quasi-totalité est en franc djiboutien.



Le graphique ci-dessus montre l'envolée des dépôts à vue sur une période de 15 ans qui passe de 32 milliards FDJ à 311 milliards FDJ et pourtant ils ne sont pas rémunérés.

4.6.2.4. La ventilation des dépôts par catégories de déposants

(En millions FDJ)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
Stés et Entp individuels	131 563	123 059	172 461	146 850	171 875	161 964	184 479	13,9%
Particuliers	69 793	95 782	106 355	110 592	112 537	154 130	150 650	-2,2%
Entreprises et Ets publics	36 339	36 688	44 006	45 456	47 820	55 684	69 028	24%
Divers	28 685	29 071	35 299	33 749	38 981	47 127	38 719	-17,8%
Total dépôts	266 380	284 600	358 120	336 647	371 213	418 905	442 876	5,7%

Source : Banque centrale de Djibouti

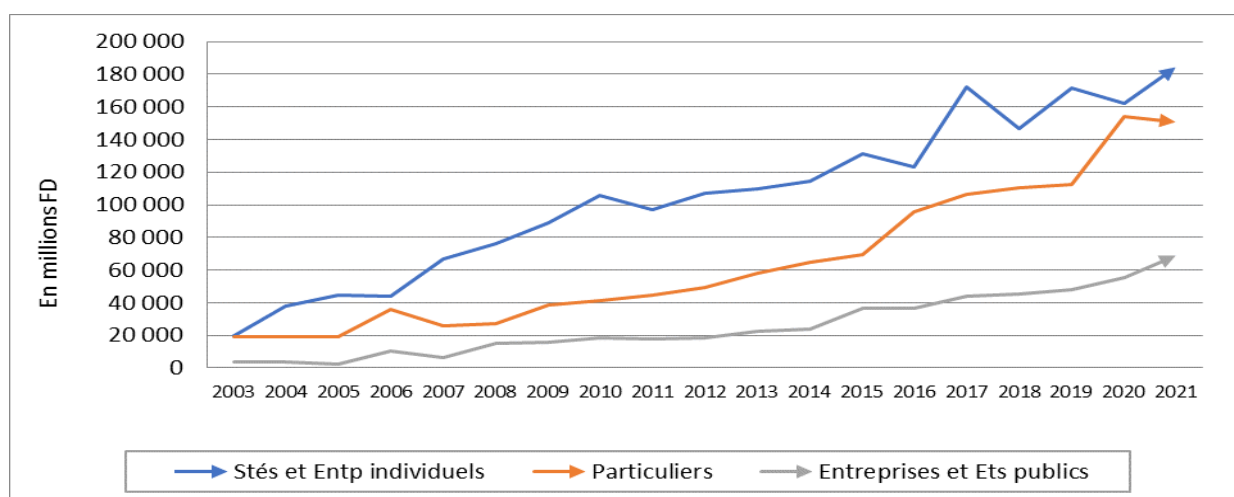
Au niveau national, les secteurs qui ont connu des épargnes à la hausse en 2021 sont :

- Les sociétés privés et entrepreneurs individuels ont épargné plus de 184,4 milliards FDJ, en hausse de 13,9% par rapport à 2020. C'est le secteur qui épargne le plus avec une part de 42%. Ils ont injecté 22,5 milliards FDJ dans les banques en 2021 et représentent 29,7% du PIB.

- Les entreprises et établissements publics épargnent de plus en plus et atteignent 69 milliards FDJ de dépôts en 2021 contre 55,68 milliards FDJ en fin 2020, soit une hausse de 24% correspondant à un supplément d'épargne de 13,3 milliards FDJ en une année.

Les agents économiques qui ont connu des épargnes à la baisse en 2021 sont :

- Les particuliers sont le 2^{ème} grand épargnant à Djibouti avec un placement de 150,65 milliards FDJ en 2021, soit 34% des parts du marché. Ils ont connu cette année une baisse de 2,2%.
- Les divers dépôts restants ont connu une baisse en 2021 de 17,8% pour se fixer à 38,7 milliards FDJ.



4.6.2.5. Les taux d'intérêts créditeurs

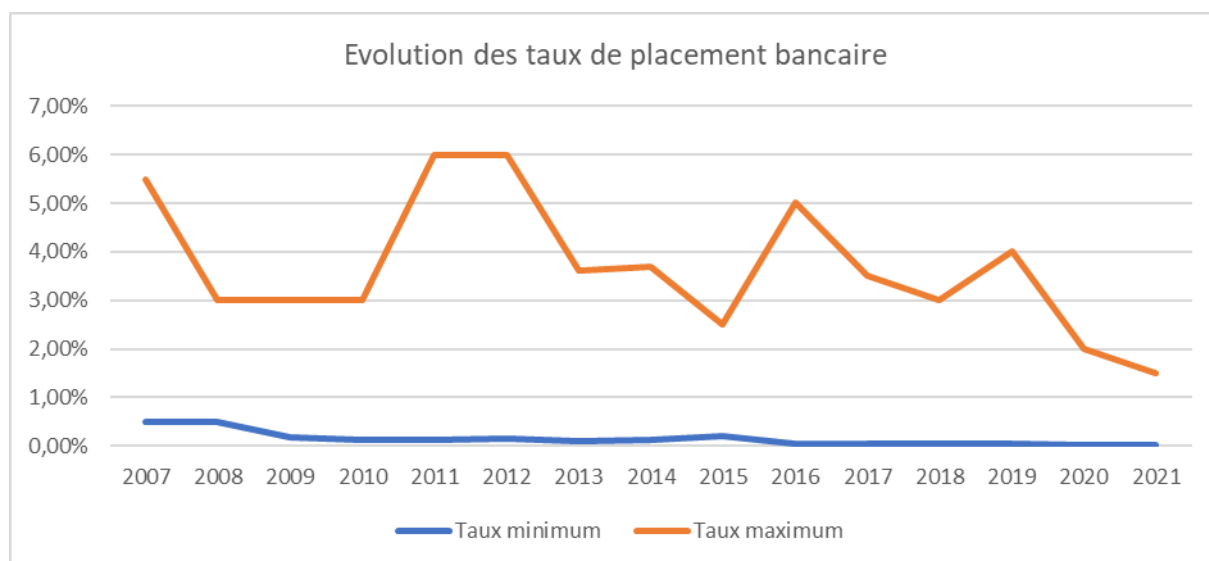
Les taux d'intérêts rémunérateurs applicables aux comptes de dépôts varient selon la nature des dépôts (à vue ou à terme), selon le montant déposé et le type de client (particulier ou société).

Il existe donc un minimum et un maximum accordé par les banques conventionnelles de la place.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux minimum	0,13%	0,15%	0,10%	0,13%	0,22%	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%	0,03%
Taux maximum	6%	6%	3,60%	3,70%	2,50%	5%	3,50%	3,00%	4,00%	2%	1,50%

Source : Banque Centrale de Djibouti

La baisse débutée en 2020 s'est poursuivie en 2021 avec un maximum de 1,5% contre 2% une année auparavant. Ces baisses n'encouragent pas les clients à placer dans les banques conventionnelles.



Le taux maximum des placements en DAT n'est plus que de 1,5% en 2021. C'est la première fois que le maximum descend la barre de 2%. Il en est également du taux minimum qui est resté trop faible à 0,03%.

📊 **Analyse des taux moyens créditeurs par catégories des épargnants :**

1. Les taux moyens créditeurs, accordés par les banques commerciales aux particuliers, se présentent comme suit :

	2019		2020		2021	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,69%	3%	0,07%	1,5%	0,04%	1,26%
Comptes d'épargne sur livret	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%	0,04%	1,5%
Bon de caisse	0,63%	1,15%	0,03%	1,15%	0,03%	1,23%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les placements des particuliers sont rémunérés au niveau de leurs épargnes sur livret, les dépôts à terme ou les bons de caisse. Le taux maximal de rémunération donné aux particuliers en 2021 est accordé pour les placements sur livret avec 1,5%. Ensuite viennent les placements à termes avec un taux de 1,26% fortement en baisse par rapport à 2019 (3%) et 2020 (1,5%). Le taux minimum pour les placements à termes a également baissé passant de 0,07% en 2020 à 0,04% en 2021.

2. Les taux moyens créditeurs accordés par les banques commerciales aux entreprises et entrepreneurs se présentent comme suit :

	2019		2020		2021	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,85%	4%	0,07%	2%	0,04%	1,26%
Comptes d'épargne sur livret	-	1,5%	-	1,5%	0,1%	0,9%
Bon de caisse	0,38%	1,15%	0,03%	1,15%	0,03%	1,23%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Les taux maximums accordés aux entreprises ont baissé en 2021 pour les dépôts à termes et les sur les livrets. Ils sont passés de 2% à 1,26% pour les dépôts à termes et de 1,5% à 0,9% pour les livrets. Il en est de même pour les minimums des dépôts à termes qui sont passés de 0,07% à 0,04% sur un an.

4.6.3. Les crédits des banques commerciales

Au niveau des actifs des banques, les opérations interbancaires ont été les plus importants en 2021 avec 261,470 milliards FDJ dont 54,5 milliards FDJ chez les banques islamiques. Ils sont suivi des crédits à la clientèle pour 230,320 milliards FDJ dont 33,972 milliards FDJ pour les banques islamiques en 2021.

Les treize banques de la place ont accordé un total des crédits de 230,320 milliards FDJ en 2021 correspondant à une forte hausse annuelle de 54,2%.

Les crédits accordés en hors bilan, c'est-à-dire des crédits documentaires et autres cautions, s'élèvent à 59,1 milliards FDJ hissant ainsi le montant total des crédits bancaires à 289,415 milliards FDJ en 2021.

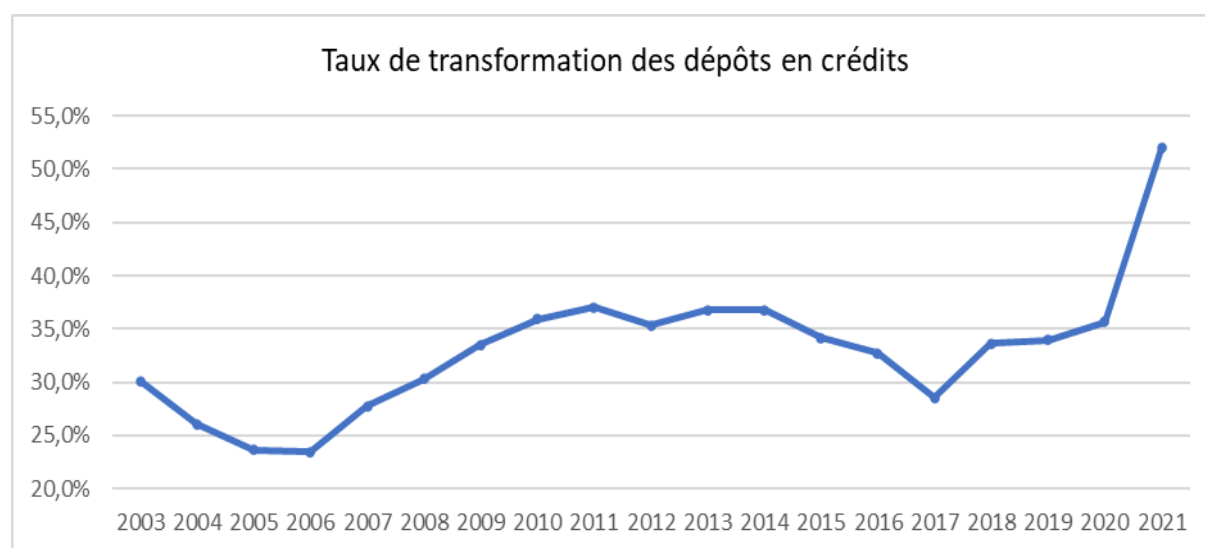
Taux de transformation des dépôts en crédits

Une partie des dépôts des clientèles est transformée en crédits. En 2021, cette part correspond à 52% contre 35,7% un an auparavant, soit une forte hausse de 45,6%.

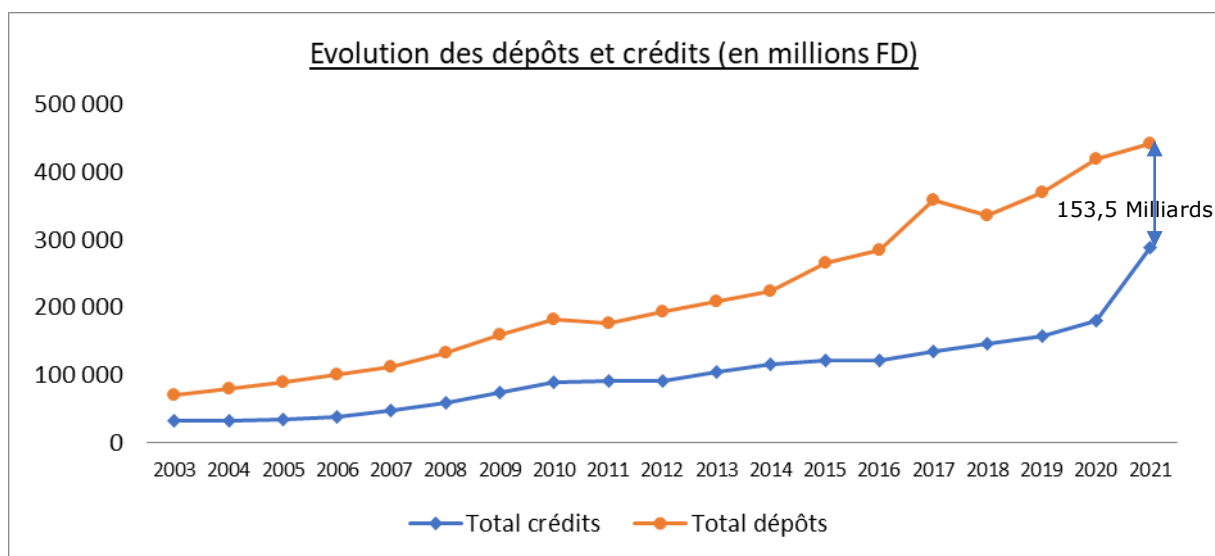
Tableau 32 : Evolution du ratio de transformation de crédits

En millions FDJ	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
Total des crédits	90 160	102 343	113 361	126 101	149 341	230 320	54,2%
Total des dépôts	284 600	358 120	336 648	371 212	418 905	442 876	5,7%
Ratio crédits/dépôts (sans « hors bilan »)	31,7%	28,6%	33,7%	34,0%	35,7%	52,0%	45,6%

La hausse du taux de transformation en 2021 résulte principalement d'un important crédit octroyé par la banque of China à un opérateur économique de la République démocratique du Congo.



Avec la hausse des crédits en 2021, l'écart avec les dépôts s'est fortement réduit mais demeure encore important. Cet écart est passé de 238 milliards FDJ en 2020 à 153,5 milliards FDJ en 2021.

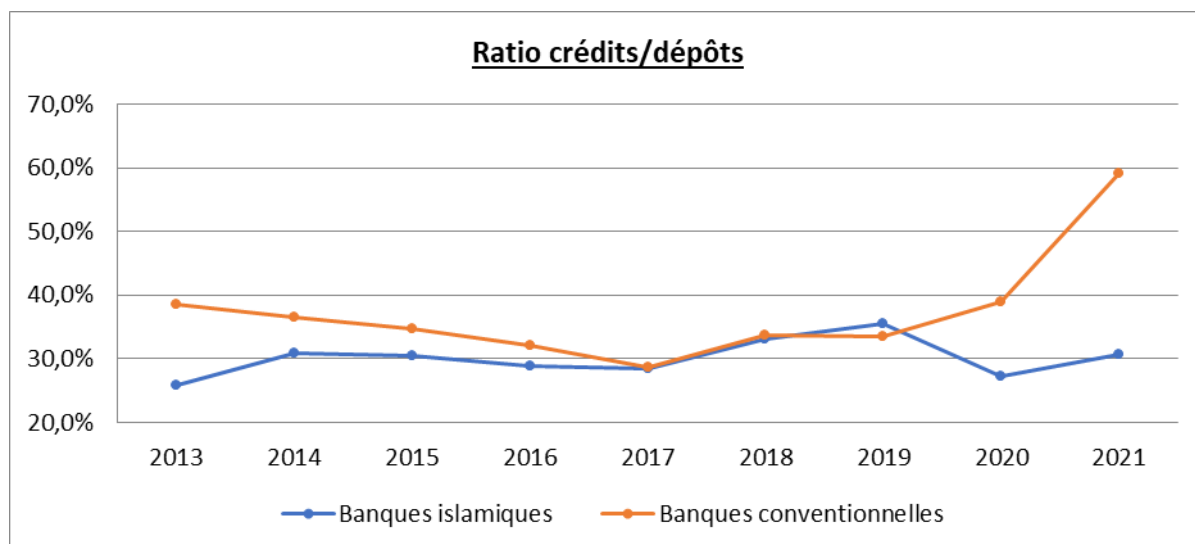


La part des crédits octroyés par rapport aux dépôts de chaque catégorie des banques se présente comme suit :

En 2021, les banques islamiques ont donné une part importante de leurs dépôts sous forme de crédits. En effet, plus de 30,6% des dépôts ont été transformés en crédits en 2021 contre 27,2% en 2020. En valeur, cette hausse correspond à 3 milliards FDJ pour seulement 3 banques islamiques.

En milliards FDJ		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Banques islamiques	Crédits	11,254	12,209	16,871	19,140	25,514	30,940	33,972
	Dépôts	37,009	42,298	59,34	57,777	71,776	113,847	110,847
	Ratio crédits/dépôts	30,4%	28,9%	28,4%	33,1%	35,5%	27,2%	30,6%
Banques conventionnelles	Crédits	79,748	77,951	85,472	94,221	100,587	118,401	196,348
	Dépôts	229,369	242,242	298,838	278,87	299,436	305,058	332,029
	Ratio crédits/dépôts	34,8%	32,2%	28,6%	33,8%	33,6%	38,9%	59,1%

Les banques conventionnelles ont affecté cette année 59,1% de leurs dépôts à des crédits aux clients indiquant une volonté de financer l'économie du pays. En effet, c'est la première fois que les banques atteignent ce taux de transformation en accordant un supplément des crédits de 78 milliards FDJ en un an.



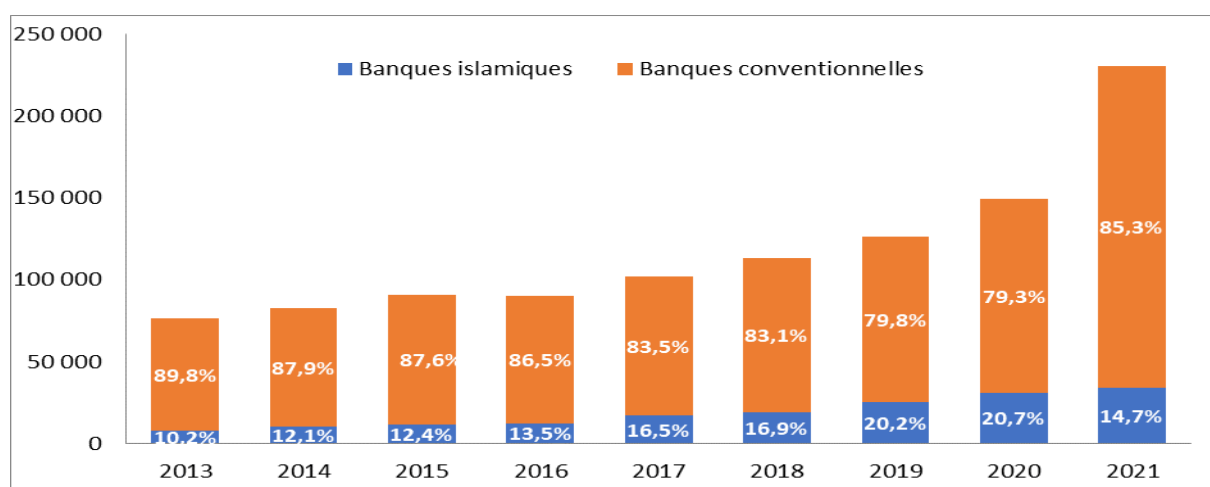
4.6.3.1. Les crédits par catégorie des banques

Les crédits ont connu une hausse importante en 2021 de 60%, soit une augmentation de 108,6 milliards FDJ sur un an. Ils sont composés des crédits des banques islamiques, des banques conventionnelles et des crédits hors bilan.

En millions FDJ	2017	2018	2019	2020	2021	Var 20/21
Banques islamiques	16 871	19 140	25 514	30 940	33 972	9,8%
Banques conventionnelles	85 472	94 221	100 587	118 401	196 348	65,8%
Total crédits	102 343	113 361	126 101	149 341	230 320	54,2%
Crédits hors bilan	33 476	33 582	30 871	31 461	59 095	87,8%
Total	135 819	146 943	156 971	180 802	289 415	60%

Source : BCD

- Les crédits des banques islamiques : Les banques islamiques ont accordé en 2021 des crédits à hauteur de 33,9 milliards FDJ en hausse de 9,8% par rapport à 2020. Comme les banques conventionnelles ont donné des forts crédits en 2021, la part des banques islamiques a baissé en passant de 20,7% à 14,7%. Ces crédits sont de diverses natures mais à caractères islamiques (placement sous la forme de Mousharaka et Mourabaha).
- Les crédits des banques conventionnelles : ils ont atteint 196,348 milliards FDJ en 2021 contre 118,401 milliards FDJ un an auparavant, soit une forte augmentation de 54,2% correspondant à une attribution supplémentaire de 78 milliards FDJ en 2021.
- Les crédits hors bilan ont également augmenté de manière considérable en 2021 de 87,8% en passant de 31,5 milliards FDJ à 59 milliards FDJ.



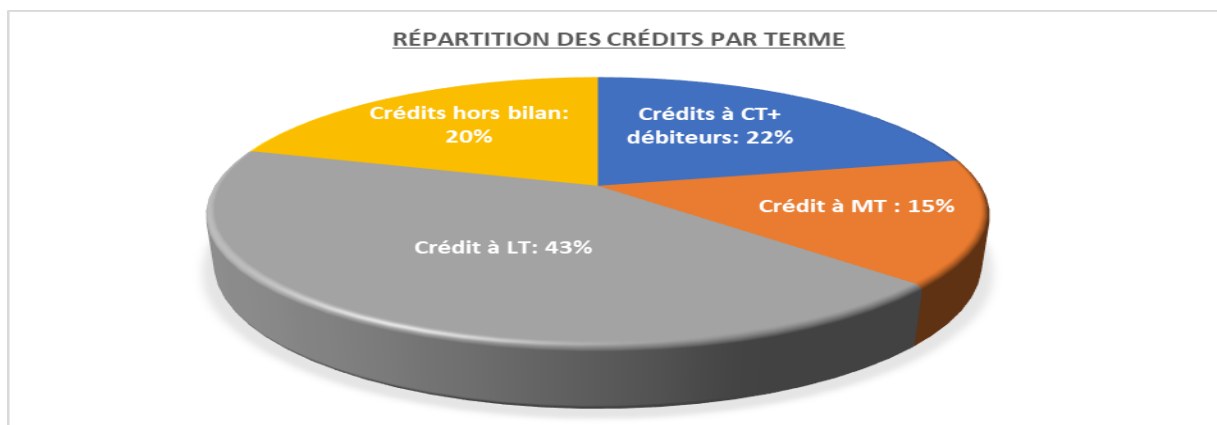
4.6.3.2. Les crédits selon la durée

La distribution des crédits est répartie dans le temps de la manière suivante :

(En millions FDJ)	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
Crédits à CT+ débiteurs	51 034	61 070	52 277	56 180	62 878	11,9%
Crédit à MT	25 714	25 530	34 032	34 351	43 561	26,8%
Crédit à LT	25 596	25 433	39 791	58 810	123 881	110,6%
Crédits hors bilan	33 476	33 582	30 871	31 461	59 095	87,8%
Total	135 820	146 945	156 971	180 802	289 415	60,1%

Source : Banque centrale de Djibouti

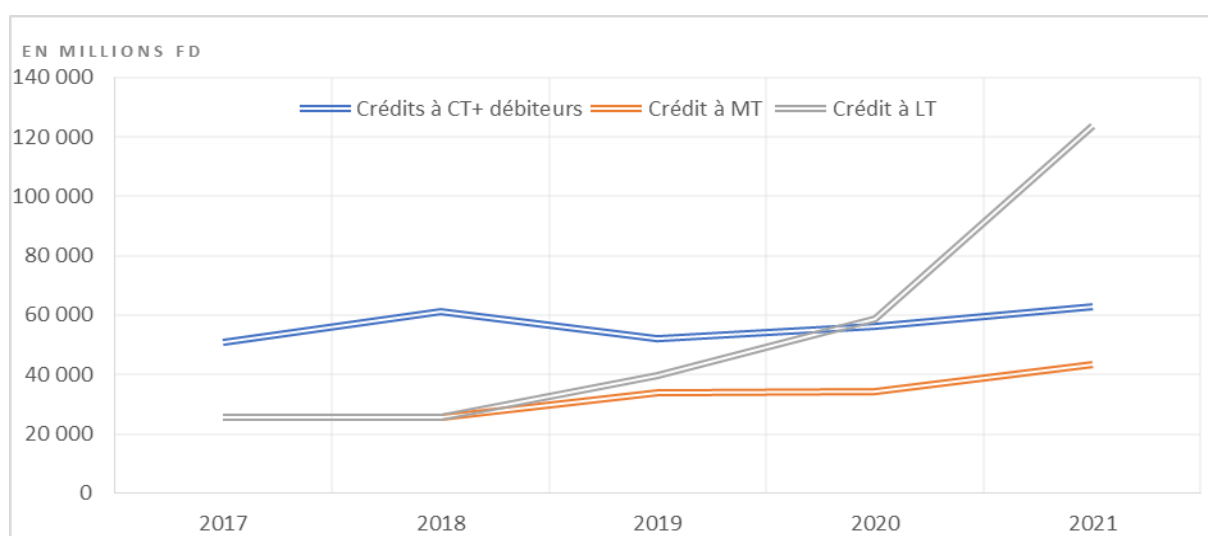
Les crédits des toutes les durées ont connu des hausses par rapport à 2020. La hausse la plus importante est celle des dépôts à long termes qui se sont haussés à 123,881 milliards FDJ en 2021 soit une augmentation annuelle de 110,6%. C'est la première fois que des crédits à long termes d'une telle valeur sont accordés aux clients des banques commerciales. En effet, la hausse est de 65 milliards FDJ en 2021, soit 3,5 fois la hausse de 2020.



Les crédits hors bilan, qui correspondent en grande partie à des lettres de crédits servant de garantie aux crédits, ont connu une forte hausse de 87,8% sur un an et se fixe à fin décembre 2021 à 59 milliards FDJ contre 31,4 milliards FDJ en 2020.

Les crédits à court termes et ceux à moyens termes ont également augmenté en 2021 respectivement de 26,8% et 11,9%. Au 31 décembre 2021 ils se sont fixés à respectivement à 43,56 milliards FDJ et 62,8 milliards FDJ.

L'ensemble de ces hausses ont permis aux crédits des banques d'atteindre pour la première fois une valeur de 289,415 milliards FDJ en 2021, soit une croissance de 60%.



C'est à partir de 2018 que les banques ont orienté leur politique des crédits vers des crédits à long terme.

4.6.3.3. Les crédits par secteurs d'activités

Au 31 décembre 2021, les crédits accordés à l'équipement, à l'habitat et aux comptes ordinaires débiteurs ont connu des hausses importantes par rapport à 2020.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
Comptes ordinaires débiteurs	33 040	33 215	28 865	31 646	29 465	30 482	35 436	16,30%
Equipement	20 201	17 652	30 395	31 366	34 356	53 254	119 798	125,00%
Habitat	23 422	23 868	25 942	30 780	34 456	39 261	47 007	19,70%
Autres crédits	14 340	18 344	17 142	19 571	27 824	26 344	28 079	6,60%
Hors bilan	31 218	28 282	33 476	33 582	30 871	31 461	59 095	87,80%
Total	122 220	121 361	135 820	146 945	156 971	180 802	289 415	60,10%

Source : BCD (en millions FDJ)

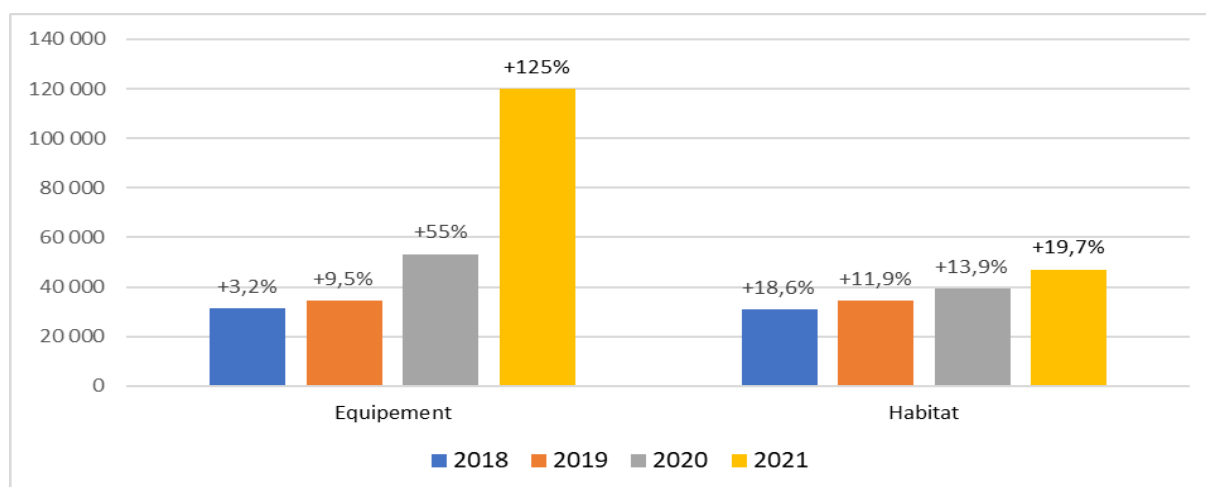
L'analyse des crédits par secteurs d'activités indique que les banques accordent de plus en plus des crédits à l'équipement, à l'habitat et aux crédits hors bilan.

L'année 2021 a vu des fortes hausses des crédits à l'équipement de 119,8 milliards FDJ correspondant à une hausse de 125% par rapport à 2020. En effet, plus de 66 milliards FDJ ont été rajoutés par rapport aux crédits de 2020. Ils représentent 19,3% du PIB en 2021 contre seulement 9% en 2020.

Les crédits à l'habitat ont également connu une hausse de 19,7% en 2021 pour atteindre 47 milliards FDJ en fin d'année.

Les crédits hors bilan ont atteint 59 milliards FDJ en décembre 2021, soit une forte augmentation de 87,8% sur un an.

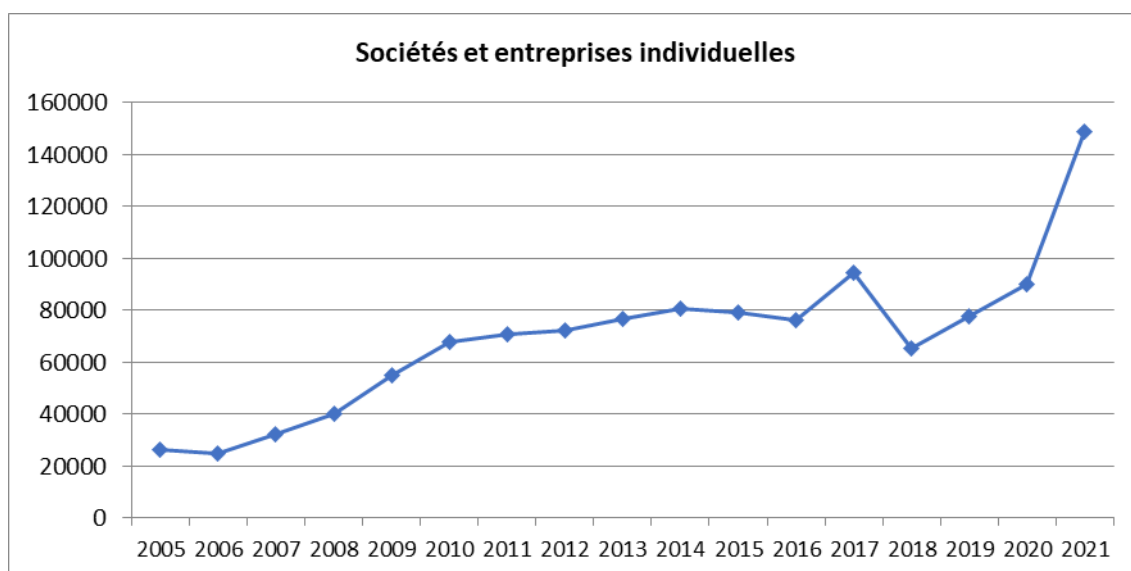
Les comptes ordinaires débiteurs ont augmenté de 16,3% en 2021 soit une croissance de 16,3%.



4.6.3.4. Les crédits selon les agents économiques

En millions FDJ	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
Entreprises et Ets publics	12 639	11 228	21 677	17 337	30 890	49 847	61,40%
Sociétés et entreprises individuelles	76 050	94 637	65 400	77 927	89 858	148 605	65,40%
Particuliers	21 186	21 798	19 627	23 949	28 104	31 404	11,70%
Divers	11 486	8 157	5 330	6 887	489	464	-5,10%
Hors bilan	28 282	33 476	33 582	30 871	31 461	59 095	87,80%
Total	149 643	169 296	145 616	156 971	180 802	289 415	60,10%

- ✓ L'essentiel des crédits est destiné aux sociétés et entreprises individuelles atteignant 148,6 milliards FDJ en 2021, soit 51% des crédits accordés cette année avec une hausse annuelle de 65,4%.



- ✓ En deuxième position viennent les crédits accordés aux entreprises publiques avec 49,847 milliards FDJ soit une forte hausse de 61,4% sur un an. C'est la deuxième année consécutive que les entreprises publiques ont sensiblement augmenté leurs crédits auprès des banques commerciales pour investir dans leurs projets (+13,5 milliards FDJ en 2020 et + 19 milliards FDJ en 2021).
- ✓ En troisième place viennent les crédits accordés aux particuliers avec 31,4 milliards FDJ en 2021 contre 28,1 milliards FDJ en 2020, soit une augmentation annuelle de 11,7%. A titre de comparaison, les banques ont accordé seulement 6 milliards FDJ des crédits aux particuliers en 2005 et aujourd'hui on est à 31,4 milliards FDJ soit 5 fois plus des crédits.

4.6.3.5. Le coût des crédits (taux d'intérêt débiteur)

Les coûts supportés par les emprunteurs ont connu des baisses en 2021 contrairement à l'année 2020 à l'exception des certaines catégories qui ont augmenté.

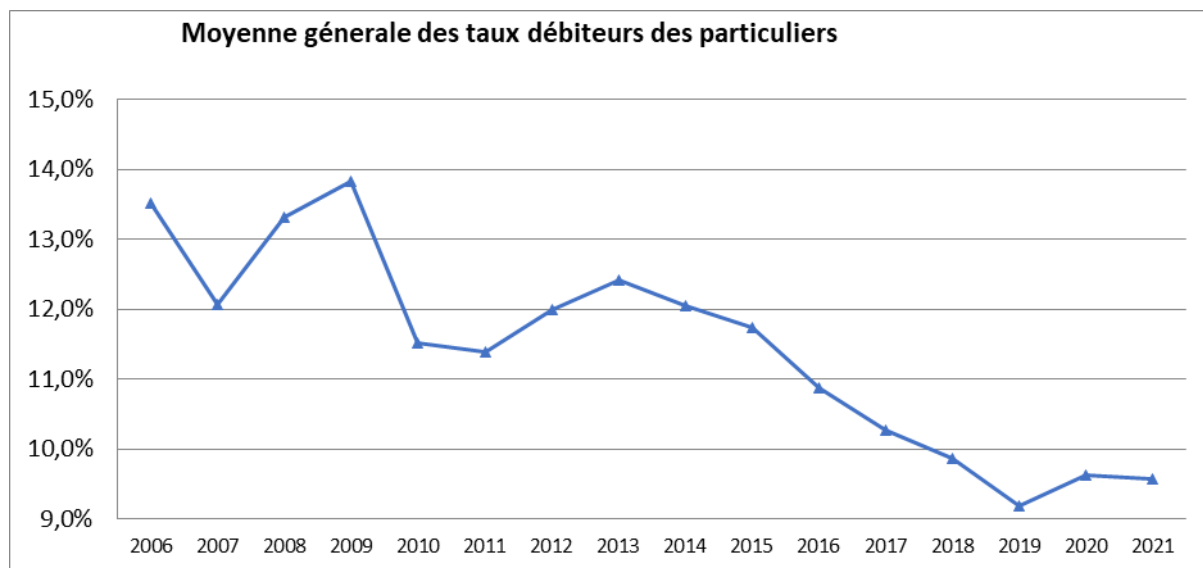
1- *Taux accordés aux particuliers* : Les banques accordent aux particuliers des crédits de trésorerie (découverts et prêts personnels) ou des crédits immobiliers. Dans l'ensemble, les taux d'intérêt minimums n'ont pas varié à l'exception de celui des découverts qui a fortement baissé passant de 8,5% à 4,96%.

Les taux maximums sur les crédits immobiliers sont restés stables en 2021. Par contre pour les découverts ils ont augmenté fortement (18% en 2021 contre 13,67% en 2020) et pour les prêts personnels ils ont baissé d'un point de pourcentage.

Taux extrêmes de crédit										
	2017		2018		2019		2020		2021	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Découverts	10	16,5	8,5	16,5	4,6	16,5	8,5	13,7	5	18
Prêts Personnels	7	11,4	6,2	12,5	6,2	11,5	8,5	12	8,5	11
Crédits immobiliers	6,7	10	6,5	9	6,3	10	6,1	9	6	9

Source : Banque Centrale de Djibouti

La moyenne de tous les taux débiteurs extrêmes accordés aux particuliers a évolué comme suite, passant de 13,5% en 2006 à 9,6% en 2021 :



La situation était devenue favorable pour les emprunteurs particuliers qui voyaient les taux baissés chaque année depuis 2013 jusqu'en 2019. Même si en 2021 les taux ont baissé, la hausse observée en 2020 avait marqué une crainte de retour des vieux taux élevés.

2- *Taux accordés aux entreprises et entrepreneurs privés* : Depuis plus de huit ans et jusqu'à 2020 la structure des taux moyens maximums de cette catégorie d'emprunteurs n'a pas changé et restée dans la tranche comprise entre [13%-17%]. En 2021 ces maximums ont fortement baissé pour toutes les structures des crédits passant de 17% à 11%.

Taux moyens de crédit pour les entreprises et entrepreneurs privés								
	2018		2019		2020		2021	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Crédits < 10 millions FDJ								
Escompte	11	17	8	17	8	17	8	11
Découverts	7,7	16	5,2	16	6,4	16	6,22	11
Crédits à CT	7,3	13	7,8	13	8	13	7,63	10
Crédits à MT et LT	7,3	15	6,8	15	6,5	15	6,76	11
Crédits [10-50 millions FDJ]								
Découverts	2,1	16	1,6	16	1,1	16	1,11	11
Crédits à CT	6,8	13	7,8	13	8	13	7,63	10
Crédits à MT et LT	7,4	15	6,9	15	6,4	15	6,63	11
Crédits [50-200 millions FDJ]								
Découverts	1,5	16	1,3	16	1,6	16	2,14	11
Crédits à CT	10	13	8,8	13	8	13	8	10
Crédits à MT et LT	7,6	15	7,4	15	6,8	15	6,67	11
Crédits >200 millions FDJ								
Découverts	2	16	0,7	16	1,6	16	0,39	11
Crédits à CT	4,9	13	6	13	5,3	13	5,25	10

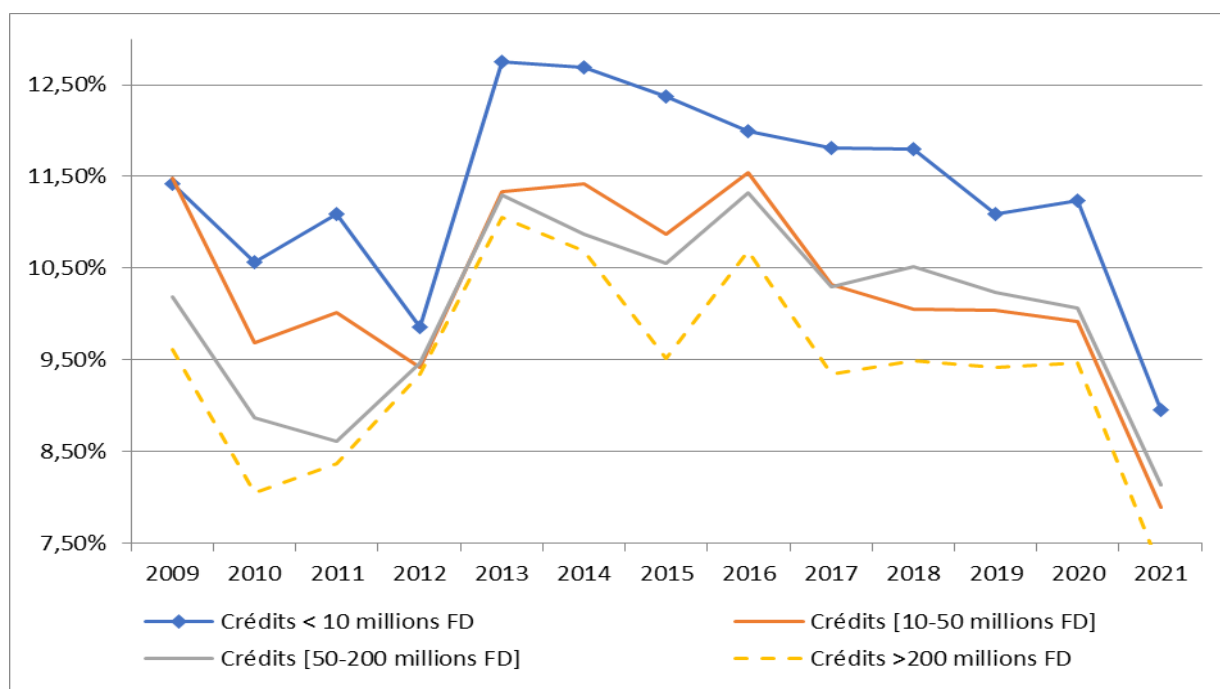
Source : BCD

Les taux moyens ont évolué dans les intervalles suivants :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux minimums	[2,41% - 11%]	[1,07% - 11%]	[1,48% - 11%]	[0,69% - 8,75%]	[1,13% - 8,00%]	[0,39% - 8,00%]
Moyennes des taux minimums	6,7%	6,24%	6,29%	5,69%	5,66%	5,54%

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux maximums	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[10% - 11%]
Moyennes des taux maximums	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%	10,7%

Si l'on fait la moyenne des taux extrêmes, on s'aperçoit que dans l'ensemble les taux ont baissé en 2021 surtout pour les taux maximums dont la moyenne est passée de 14,8% à 10,7% en 2021.



4.7. LA MICROFINANCE

En 2021, les institutions de microfinance ont vu leur membre total augmenté de 3,8% à 36 358 contre 35 026 en 2020.

L'encours de crédit est ressorti à la hausse de 33% à 84,449 millions FDJ en 2021 contre 73,406 millions FDJ une année auparavant.

4.7.1. la Microfinance conventionnelle

Sous la tutelle de la Direction de la Microfinance de l'ADDS et la Banque centrale qui assure provisoirement l'administration de la CPEC de Djibouti, les Caisses populaires d'épargne et de Crédit présentes dans la capitale et les régions de l'intérieur ont pour vocation d'octroyer des microcrédits et de recevoir les dépôts de leurs membres.

4.7.1.1. Evolution des membres

En 2021, l'effectif total des membres adhérent au programme s'est établi à 36 358 en hausse de 3,8% par rapport à l'année dernière.

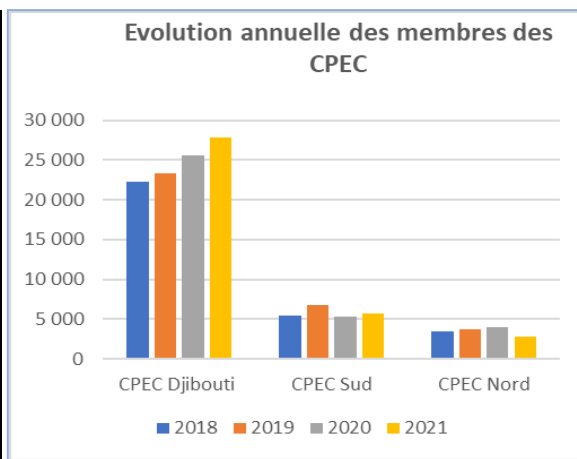
Alors que les CPECS de Djibouti et celles du Sud ont enregistré respectivement 2 195 et 322 nouveaux membres, les CPEC du Nord ont vu l'effectif de leurs membres diminuer de 1 185.

En termes spatiale, en raison de la part importante de population vivant dans la capitale, la CPEC de Djibouti arrive en tête avec 27 820 personnes (76,5%), suivi des CEPEC du sud qui totalise 5 534 membres (15,6%) avec 3170 pour Dikhil et 2 519 pour Ali Sabieh.

Quant au CEPEC du Nord (Tadjourah et Obock), celles-ci comptent 2 849 membres dont 1 868 pour Tadjourah et 981 pour Obock.

Tableau 33: Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions à fin 2021

	2018	2019	2020	2021	Var. 21/20
CPEC Djibouti	22 307	23 299	25 625	27 820	8,6%
CPEC Sud	5 498	6 726	5 367	5 689	6,0%
CPEC Nord	3 456	3 703	4 034	2 849	-29,4%
Total	31 261	33 728	35 026	36 358	3,8%



Au vu de cette tendance de l'adhésion au programme de la microfinance qui reste en constante hausse quasiment depuis le début du programme, on note toutefois une faible pénétration de ces services financiers vecteurs de l'inclusion financière.

C'est pourquoi le gouvernement a initié un plan d'action de la Stratégie nationale de microfinance (SNMF 2019-2023) de renforcement de la professionnalisation des IMF pour être en mesure d'adapter leurs services.

Les efforts déployés par le gouvernement pour couvrir une large partie des populations cibles et l'adaptabilité des produits financiers offerts aux besoins des bénéficiaires expliquent également le progrès constaté par le secteur.

4.7.1.2. Epargne constituée

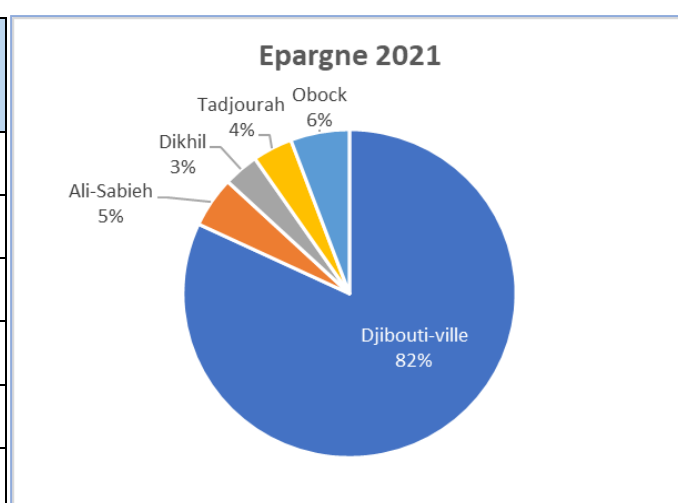
A fin 2021, l'épargne constituée par les membres s'élève à 335 millions FDJ en hausse de 38% par rapport à 2020 tiré par les CPEC de Djibouti (+44%).

A l'exception des CPEC du Sud, pour lequel les dépôts sont en régression respectivement de 8% et 48%, la CPEC de Djibouti et celles du nord ont vu l'épargne de leurs membres doublés en somme.

Tableau 34: Le volume de l'épargne constitué à fin 2021 (FDJ)

	Epargne 2020	Epargne 2021	Var 2021/20
Djibouti-ville	190 904 601	274 730 571	43,9%
Ali-Sabieh	18 234 322	16 745 517	-8,2%
Dikhil	22 401 643	11 506 649	-48,6%
Tadjourah	5 605 382	13 020 166	132,3%
Obock	6 083 734	19 182 774	215,3%
Total	243 229 682	335 185 677	37,8%

Source : BCD et CPEC



4.7.1.3. L'encours des crédits CPECs

L'encours de crédit s'est établi à 89,45 millions FDJ à fin 2021 en amélioration de 22% lié aux microcrédits octroyés qui ont augmenté pour leur part de 29% à 58,62 millions FDJ. Les CPECs de Tadjourah et d'Obock n'ont pas octroyé de crédits en 2021.

C'est pourquoi le niveau de l'encours a baissé. A Ali Sabieh, c'est plutôt des crédits de très court terme qui ont été octroyés au point où celle-ci n'a pas eu d'impact sur le niveau à fin 2021.

Tableau 35: L'encours de crédits en 2021 (en FDJ)

	Encours 2020	Encours 2021	Variation
Djibouti-ville	42 973 989	57 168 997	33%
Ali Sabieh	6 080 337	3 826 622	-37%
Dikhil	8 419 438	13 789 039	64%
Tadjourah	10 288 730	8 131 134	-21%
Obock	6 533 665	5 643 745	-14%
Total	73 406 239	89 449 457	22%

Source : BCD et CPEC

4.7.2. la Microfinance islamique

En phase avec les besoins de certaines catégories sociales défavorisées, ce type de financement poursuit son élan depuis son lancement au début de la décennie dernière.

En 2021, ce sont au total 229 millions FDJ qui ont été octroyés au titre de financement des activités génératrices de revenu soit une progression de 13% par rapport à 2020.

Pour sa part, l'encours de crédit a stagné à 24 millions FDJ en raison des problèmes de remboursements par les bénéficiaires suite aux perturbations causées par le covid. Toutefois, le taux de remboursement est encourageant et avoisine 90%.

Tableau 36 : Evolution de crédits et de l'encours

	2019		2020		2021		Var 2021/2020	
	Crédits	Encours	Crédits	Encours	Crédits	Encours	Crédits	Encours
Ensemble des membres	177,22	23,97	203,62	24,1	229,22	24,1	13%	-

Source : BCD

4.7.3. Perspectives

Pour redynamiser le secteur de la finance alternative, le Fond de Développement économique de Djibouti-FDJED qui a vu ses activités s'interrompent depuis 2016 mais à continuer ses opérations de recouvrement vient d'obtenir une ligne de crédit de 15 millions USD en vue de financer les PME-PMI.

Face à une pénétration de plus en plus modeste de programme de microcrédits en raison des valeurs et coutumes des populations cibles et la lenteur constaté dans le décollage des activités de l'unité de pilotage de microfinance islamique, une stratégie de modernisation et de renforcement de ce domaine est en cours de finalisation.

CHAPITRE V : LE TRANSPORT URBAIN A DJIBOUTI VILLE

Le développement urbain et la mobilité des populations de villes sont une des priorités du deuxième plan quinquennal Djibouti ICI à travers l'axe stratégique connectivité.

Djibouti est en effet le pays le plus urbanisé d'Afrique avec 85% de la population vivant dans les villes. La population nationale est concentrée dans la ville de Djibouti qui abrite 76% de la population selon les données de 2019 de l'Annuaire Statistique Édition 2020, avec le quartier de Balbala qui abrite 60% de la population de la ville.

L'amélioration de l'accès aux services de base dans les zones urbaines et rurales passe donc aussi par des infrastructures de transport performants.

La gestion des risques liés à ces infrastructures notamment le transport en commun s'effectue dans le cadre d'un mécanisme de co-assurance imposé par le Ministère des Finances en 2001 pour gérer un risque réputé déséquilibré avec des niveaux des primes acceptables.

5.1. SITUATION DU TRANSPORT URBAIN

5.1.1. Accélération de la croissance urbaine et impact sur la mobilité

La ville de Djibouti est en pleine croissance, et son réseau de transport urbain devient de plus en plus inadapté aux besoins de la population. L'expansion de la ville a augmenté les distances de déplacement, et l'expansion future prévue nécessitera une refonte du système de transport public ou risquera de fragmenter le marché du travail en raison d'une mauvaise connectivité. Cela saperait le pouvoir des économies d'agglomération qui devraient être associés à la croissance urbaine et exercerait une pression sur les ménages qui consacrent un pourcentage croissant de leur temps et de leurs revenus aux voyages. Avec la croissance économique, la possession d'une voiture va continuer à augmenter, entraînant un trafic et une congestion extrêmes dans une petite ville dense, alors même que ceux qui ne peuvent pas se permettre de posséder une voiture seront de plus en plus marginalisés.

La mise en place d'un réseau de transports publics performant est également une condition préalable à une ville verte et au développement durable.

Il y a déjà une pénurie de bus et de minibus, la demande dépassant l'offre¹, et le système est désorganisé avec des conséquences négatives pour les conducteurs et les passagers.

¹ Djibouti Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU)

Les voyages sont coûteux et les passagers paient en moyenne 15% de leurs revenus sur les transports et subissent parfois de longs délais d'attente².

Une refonte des transports publics doit être ancrée dans l'engagement avec les opérateurs, les propriétaires et les passagers, en tenant particulièrement compte des préoccupations des femmes³. Accroître les investissements dans le système de transport de la ville de Djibouti sera un investissement rentable qui aura des implications pour l'amélioration du fonctionnement du marché du travail national et la circulation des biens et services nationaux. Les transports en commun et les infrastructures piétonnières devraient recevoir une priorité élevée, car 40% de la population dépend des transports en commun⁴. Seuls 7% de la population de la ville possèdent une voiture mais par rapport à la population adulte, ce taux est de 11%. Le réseau routier de la partie la plus ancienne de la ville est assez bon et principalement pavé. Le réseau routier de Balbala est non planifié, de moindre qualité et fait l'objet d'une restructuration par des projets financés par la Banque mondiale et des projets de l'AFD dans le cadre du programme Zéro Bidonville afin d'améliorer la connectivité. Le réseau de rues dans les nouvelles zones d'expansion risque de répéter les problèmes actuellement traités à Balbala si la localisation des nouveaux logements informels n'est pas guidée pour laisser de l'espace à un réseau de rues connecté.

Une autre contrainte à la mobilité est le point d'étranglement entre les deux grands centres de population de Balbala et Boulaos avec seulement un pont traversant l'oued Ambouli. La congestion du trafic s'aggraverait rapidement avec l'augmentation de la propriété automobile et l'expansion de la ville, augmentant la pression sur toutes les rues, mais particulièrement sur les deux ponts de Balbala.

La faiblesse des transports publics conduit naturellement les familles à acheter une voiture dès qu'elles en ont la possibilité économique, une tendance observée dans le monde entier, où la croissance du nombre de voitures augmente rapidement avec les revenus. Cependant, cette situation a des effets externes négatifs considérables, entraînant des encombrements, des pertes de temps, davantage d'accidents, des répercussions sur la santé en raison de l'augmentation de la pollution et la destruction du tissu urbain pour faire place à la circulation, aux parkings et autres infrastructures automobiles.

Enfin, il a été démontré que l'utilisation d'un système de transport public médiocre - qui prend du temps, est imprévisible et physiquement bondé et inconfortable - a un coût élevé pour ses passagers et a un impact significatif sur le bonheur et le bien-être des individus.

² Plan Stratégique de Développement (PSD) de Djibouti-ville 2020 – 2024 zero draft

³ Women may experience safety at stops and in vehicles differently than men. Taking their priorities into account will be critical for a well-functioning transport system.

⁴ World Bank, Djibouti Technical Assistance for Urban Public Transport: Situational Analysis- Draft 5, (2019)

Des transports publics efficaces sont donc essentiels tant pour le bien-être individuel que pour le développement économique global et la croissance au niveau urbain et national. La capacité des ménages à se rendre au travail, à l'école, à faire des achats et à se divertir, et à la plupart des autres fonctions, dépend fortement de leur capacité à se déplacer dans la ville. Si la mobilité urbaine est trop inefficace, les ménages ne sont pas seulement limités en eux-mêmes, mais la ville dans son ensemble ne bénéficie pas des avantages de la taille et de l'agglomération. Elle reste une grappe de quartiers adjacents et ne développe pas pleinement un marché unique pour la main-d'œuvre et les marchandises, ce qui entrave la croissance exponentielle de la productivité que nous pouvons attendre d'une économie urbaine.

Les faiblesses des transports n'ont pas seulement pour effet de ne pas faciliter la croissance, elles peuvent même lui nuire activement. Ainsi, la conduite dangereuse et les accidents de voiture sont l'une des principales causes de décès dans de nombreux pays, et le coût des décès, des blessures, des problèmes de santé et des handicaps à vie causés par les accidents de voiture ont un impact sur les vies, les familles mais aussi sur l'économie.

5.1.2. Statistiques des transports urbains

La croissance économique enregistrée par notre pays a aussi eu pour effet l'augmentation significative du parc automobile. Ainsi, chaque année, c'est quatre séries d'immatriculation qui sont établies soit environ 4000 nouveaux véhicules en circulation.

5.1.2.1. Parc automobile en circulation à Djibouti

Le parc automobile circulant à Djibouti sur une période de 15 ans est de 55 895 véhicules répartis comme suit :

SERIE A	SERIE B	SERIE C	SERIE D	SERIE TT	Total
286	2 701	1 959	48 703	2 246	55 895

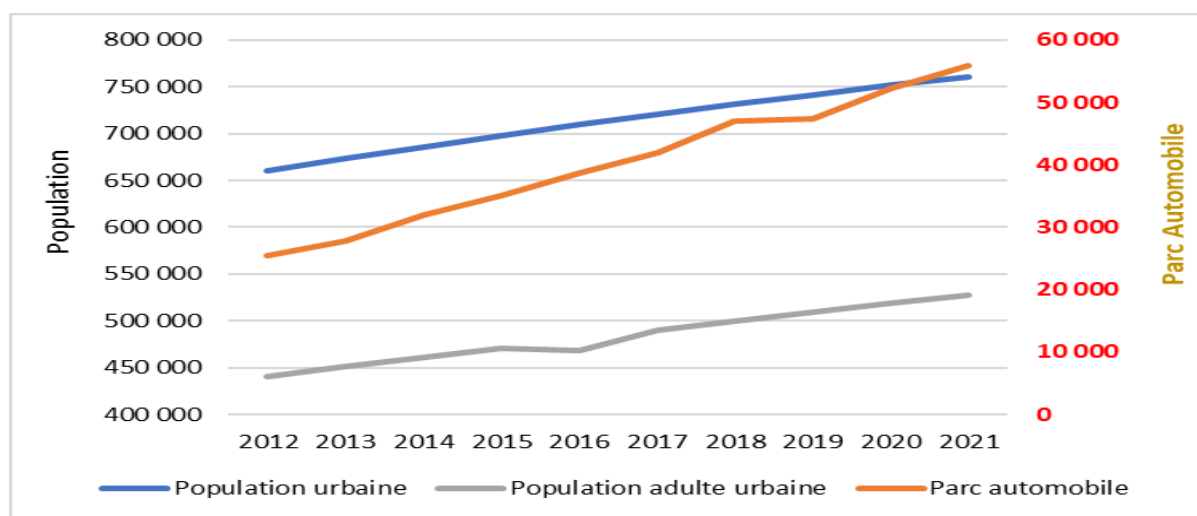
Source : Direction des mines et de la sécurité routière

La série « D » représente la part la plus importante des véhicules circulants soit 87% du parc automobile et se répartit comme suit :

SERIE D	Voiture Particulière	Camion	Remorque	Fourgonnette	Camionnette	Bus/Mini-bus	Moto	TOTAL
TOTAL (15 ans)	35 322	4 738	1 576	93	593	1 400	4 981	48 703

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

Graphique 26 : Evolution de la population urbaine v.s parc automobile



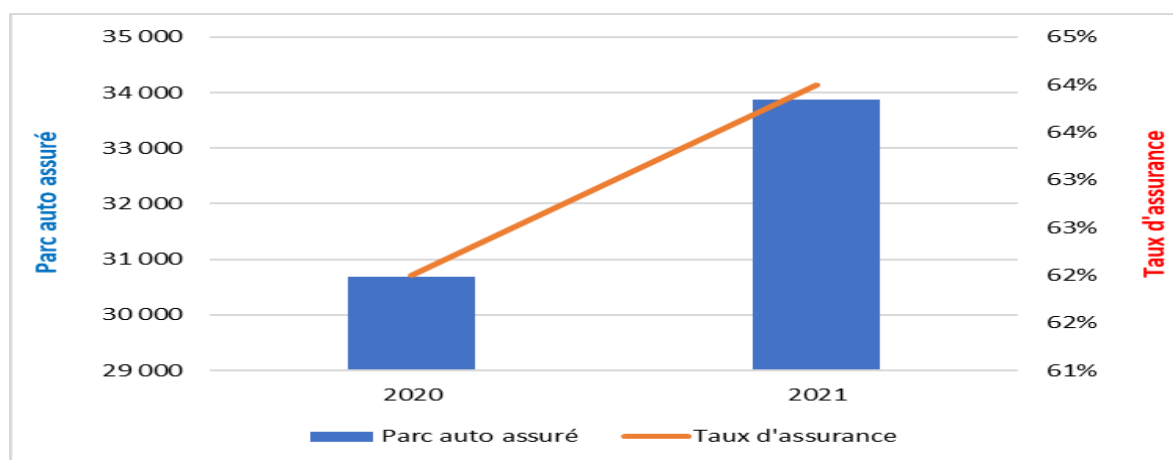
5.1.2.2. Parc automobile assuré à Djibouti

A l'exception des séries « A » et « B », toutes les autres séries doivent être assurées pour circuler à Djibouti. Sur une période de 15 ans, le parc automobile assujettit à l'obligation d'assurance est de 52 908 véhicules en 2021 contre 49 307 en 2020, soit une hausse de 7,3%.

Le nombre des véhicules assurés à Djibouti en 2021 est de 33 879 contre 30 690 en 2020 soit un taux d'assurance de 64% en 2021 contre 62 % en 2020.

	2020	2021	Variation 20/21
Nombre des véhicules assurés	30 690	33 879	10,4%

Graphique 27 : Evolution du parc auto assuré et du taux d'assurance



5.1.3. Parc des véhicules de transport en commun Bus et Mini Bus en circulation

Les immatriculations octroyées aux bus et mini-bus entre 2007 et 2021 s'élèvent à 1 400 véhicules.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL (15 ans)
Bus/Mini-bus	56	45	100	12	59	131	14	148	101	176	202	252	77	0	27	1 400

Source : Direction des mines et de la sécurité routière

5.1.3.1. Parc des véhicules de transport en commun Bus et Mini Bus assurés auprès du Pool TPV

En 2021, le parc des véhicules TPV assurés est de 4 480 contre 3 726 en 2020, soit une augmentation de 20,2%.

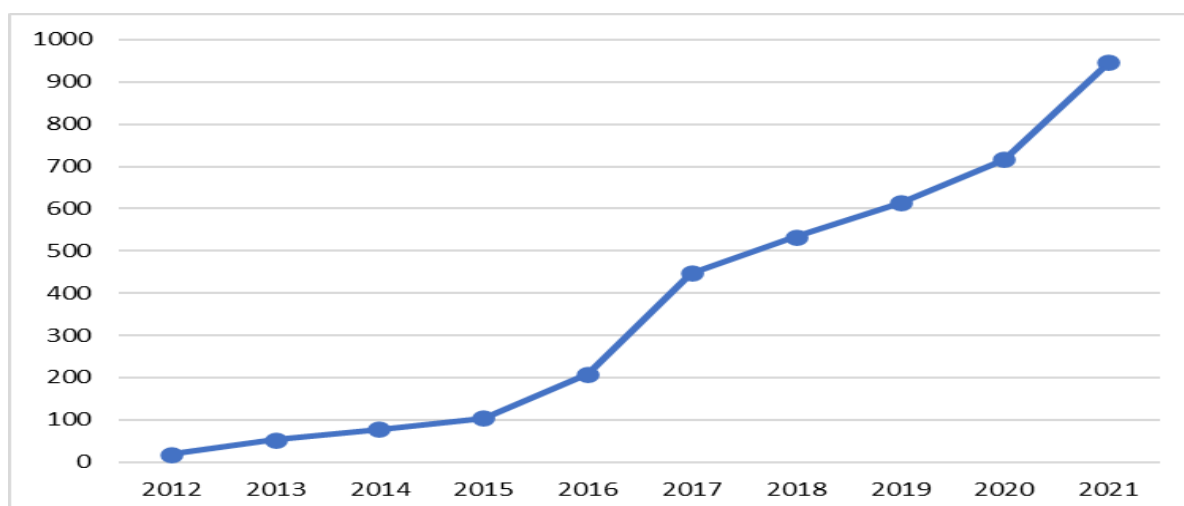
Ce parc assuré comprend les bus, mini-bus, taxis, quadricycles et les tricycles et se répartit comme suit :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BUS	570	670	719	754	737	876	947	917	878	887
MINI-BUS	374	373	356	346	354	372	368	391	396	408
TAXIS	704	740	791	863	1171	1420	1599	1529	1458	1627
TRICYCLES	18	53	78	104	209	447	533	614	716	946
QUADRICYCLES	0	0	0	0	0	9	58	136	187	314
AUTRES	84	105	96	72	76	80	92	90	91	298
	1 750	1 941	2 040	2 139	2 547	3 204	3 597	3 677	3 726	4 480

Le nombre des Bus et mini-bus assurés en 2021 est en légère hausse de 1,6% à 1 295 véhicules contre 1 274 en 2020.

A partir de 2016, les tricycles plus connus sous le nom de bajaj sont apparus dans le transport urbain de la zone Balbala avec un accroissement moyen de 50% entre 2016 et 2021.

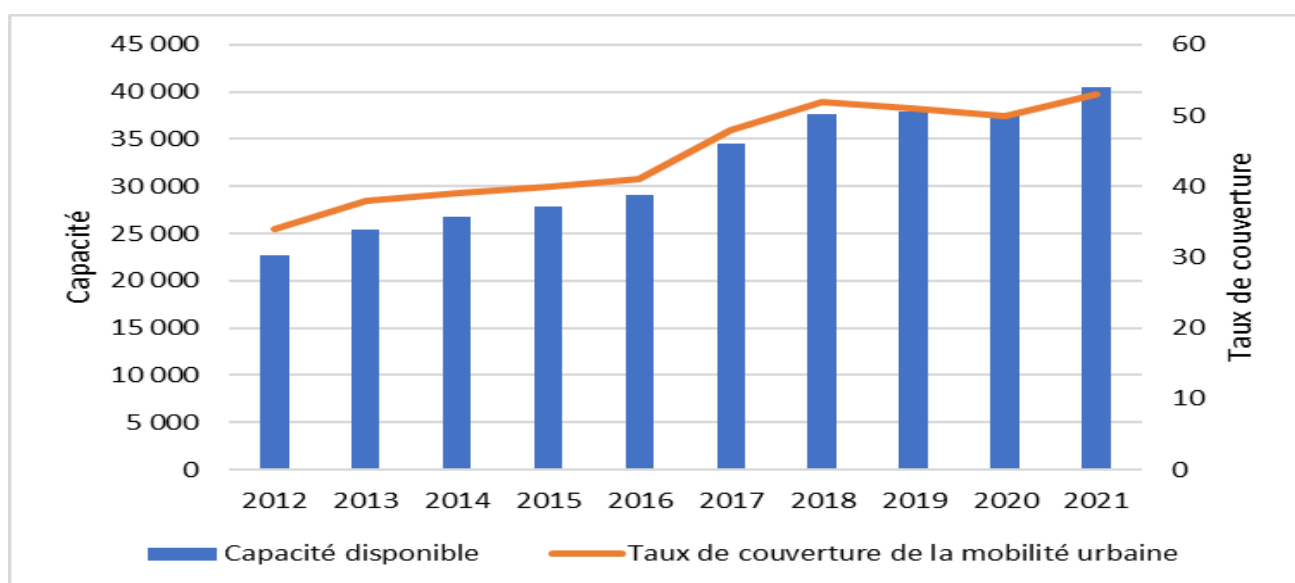
Graphique 28 : Evolution des tricycles



5.1.3.2. Capacité en sièges du transport en commun à Djibouti ville

La capacité en sièges du transport en commun à Djibouti a évolué comme suit au cours de la dernière décennie :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Var 21/20
Capacité disponible	22 730	25 464	26 713	27 804	29 046	34 582	37 712	37 972	37 553	40 467	7,8%
Taux de couverture de la mobilité urbaine pour 1000 habitants	34	38	39	40	41	48	52	51	50	53	6,4%



5.2. LA GESTION DES RISQUES DE TRANSPORT EN COMMUN

A l'instar de la plupart des autres pays du monde, l'assurance Responsabilité civile automobile est obligatoire en République de Djibouti depuis les années 1960. Toute personne mettant en circulation un véhicule est donc assujettie à la souscription d'une assurance couvrant sa responsabilité civile en vue de garantir l'indemnisation des dommages matériels et corporels causés aux autres véhicules, piétons et même aux passagers transportés.

Les véhicules de transport en commun (Bus, mini-bus et taxis) sont donc tenus de souscrire à cette assurance pour circuler et se préserver des recours des victimes.

Jusqu'à 2000, cette couverture des risques de transport en commun était principalement fournie par les succursales de la société étatique somalienne SICOS et la société étatique éthiopienne EIC qui s'étaient spécialisées dans cette activité avec des résultats catastrophiques qui ont amené au retrait de l'agrément de la SICOS et la suspension de l'agrément de la succursale de la société d'assurance éthiopienne en 2001 suite à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation de 1999. Celle-ci affichait à cette date des pertes cumulées de 569 millions de FD sans actifs à Djibouti. Sa liquidation et donc l'indemnisation de plus de 281 victimes ont été clôturées en 2008 grâce aux accords conclus entre la société d'assurance éthiopienne et la Direction de l'Economie en 2005 qui a abouti au transfert de 385 millions de FD représentant les engagements de leur succursale à Djibouti.

5.2.1. La couverture des Bus et mini bus et taxis depuis 2001

A la suite de la réforme de 2001 consécutive à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation des assurances, le marché des assurances s'est structuré autour des deux sociétés d'assurance de droit djiboutien établies sur la base des portefeuilles des sociétés françaises qui s'étaient retirées du marché.

Le retrait d'agrément des sociétés somalienne et éthiopienne spécialisées dans le risque de transport en commun a créé un contexte de forte aversion à l'égard du risque de transport en commun réputé en Afrique comme étant déséquilibré et générant des déficits récurrents.

La tarification établie par les nouveaux assureurs largement supérieur au tarif de la société éthiopienne et le refus des syndicats entraîna pendant trois mois (janvier à mars 2021) la circulation des bus, mini bus et taxis sans assurance avec tous les risques inhérents en termes de sécurité des biens et des personnes.

Pour rétablir des capacités de couverture pour la responsabilité civile des professionnels du transport terrestre des voyageurs à des niveaux de primes acceptable sur le plan social, la Direction de l'Economie imposa un mécanisme de coassurance qui mutualise les ressources et les engagements pour répartir les risques et les résultats sur les deux acteurs du marché.

Cet instrument a été établi par plusieurs autres pays avancés dans le secteur des assurances comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire (marché leader en Afrique francophone subsaharienne) pour gérer un risque souvent déficitaire et généralement refusé implicitement par les assureurs par des tarifs dissuasifs.

Contrairement à certaine perception erronée d'un monopole de fait, il permet au contraire d'appliquer un tarif qu'une société d'assurance seule ne peut supporter compte tenu du risque aggravé que représente la circulation des bus, mini bus et taxis surtout dans un environnement où les mesures de sécurité routière sont souvent insuffisantes (visite technique inexistant, état des chaussées et des signalisations, respect du code de la route...).

Le 1^{er} janvier 2006, la Direction de l'Economie fixa la prime d'assurance hors taxe pour les véhicules de transport public des voyageurs, un tarif qui est resté inchangé depuis malgré les demandes haussières des sociétés d'assurance pour équilibrer l'exploitation de l'activité.

L'augmentation de la taxe du contrat d'assurance de 10% à 20% en 2015 modifia bien entendu la prime TTC. A titre de comparaison, cette taxe est de 12% en Tunisie, 10% au Sénégal et au Burkina Faso.

	BUS	MINI BUS	TAXIS
Prime HT en 2006	211 016	165 925	74 107
Prime HT en 2021	211 016	165 925	74 107

	BUS	MINI BUS	TAXIS
Primes TTC en 2006 (taxe : 10%)	236 900	187 300	86 300
Primes TTC en 2015 (taxe : 20% en 2015)	258 437	204 328	94 146
Primes TTC en 2021	258 437	204 328	94 146

5.2.2. Les résultats techniques et financiers de la gestion des risques TPV

Les chiffres sur les revenus du Pool TPV, la sinistralité et les résultats se présentent comme suit :

5.2.2.1. Evolution du chiffre d'affaires du Pool TPV

	BUS	MINI BUS	TAXIS	TRICYCLES	QUADRICYCLES	Autres	Total
2015	127 738 054	43 769 141	50 569 722	7 891 749	0	8 600 881	238 569 547
2016	136 971 537	43 279 000	66 204 116	17 146 936	0	8 927 586	272 529 175
2017	139 866 766	45 854 704	83 556 125	35 004 114	860 562	9 412 635	314 554 906
2018	150 146 919	49 147 400	94 364 151	78 483 263	6 438 004	10 955 415	389 535 152
2019	144 641 726	51 223 852	87 087 898	89 222 298	14 430 809	10 801 109	397 407 692
2020	120 391 022	45 791 267	72 442 455	85 751 178	18 733 149	10 466 460	353 575 531
2021	136 271 196	52 645 086	93 592 891	125 929 756	32 483 601	19 987 128	460 909 658
Var 2020/2021	13,2%	15%	29,2%	46,9%	73,4%	91%	30,4%

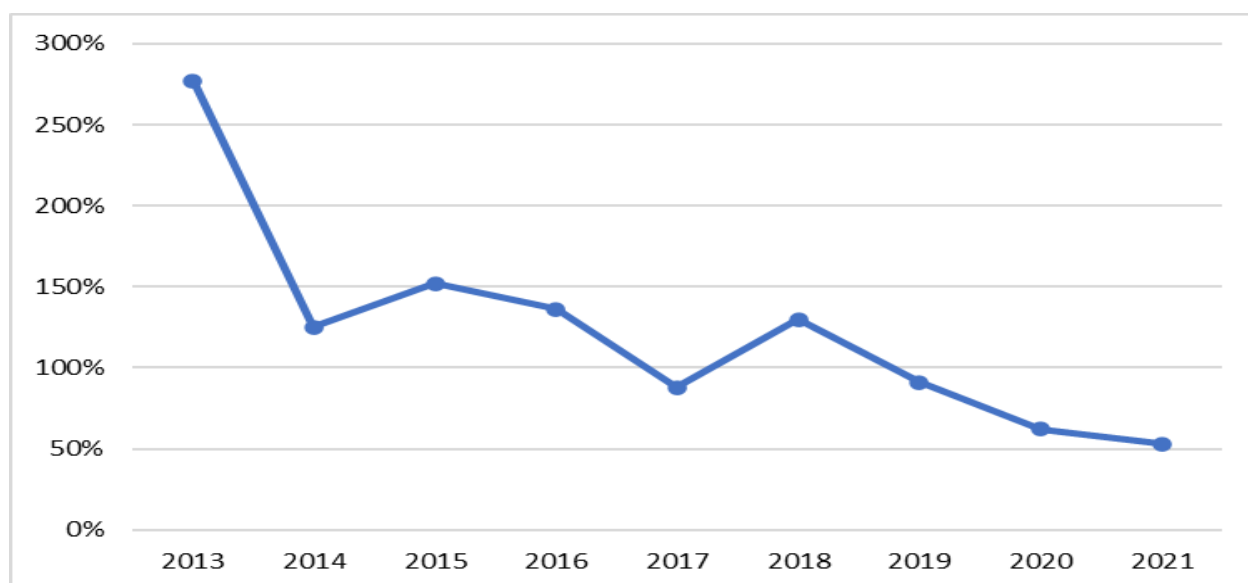
5.2.2.2. Sinistralité du Pool TPV

La sinistralité est le rapport de la charge de sinistre(S) par rapport aux primes (P). La norme est de 65%.

	Nombre des sinistres survenus						
	BUS	MINI BUS	TAXIS	TRICYCLES	QUADRICYCLES	AUTRES	TOTAL
2012	290	213	177	4	0	0	684
2013	325	177	137	15	0	8	662
2014	341	146	177	14	0	4	682
2015	344	153	206	14	0	4	721
2016	440	174	262	79	0	6	961
2017	427	208	297	193	2	12	1139
2018	422	161	291	164	20	9	1067
2019	368	180	253	126	36	9	972
2020	239	135	193	92	35	2	696
2021	194	102	180	165	36	11	688

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sinistralité (S/P)	277%	125%	152%	136%	88%	130%	91%	62%	53%

Graphique 29 : Evolution de la sinistralité du transport en commun



Depuis 2019, le ratio de sinistralité du Pool TPV s'améliore et passe même au-dessous du seuil d'équilibre à 53% en 2021.

5.2.2.3. Résultats du Pool TPV

Au 31-12-2021, le Pool TPV affiche des pertes cumulées de 302,6 millions de FD.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Résultats	-213 640	-32 593 234	-16 870 592	-11 673 944	27 101 636	5 048 220	-47 200 828	34 986 600	-4 863 109

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Résultats	-1 129 264	-707 116	-7 591 985	-60 199 842	-40 655 940	-127 143 910	-75 548 163	-35 419 216	-90 830 265

	2019	2020	2021	Total 2001-2021
Résultats	-4 523 592	110 680 492	76 765 106	-302 577 582

Depuis 2020, la situation des résultats de la gestion des risques de transport en commun s'améliore et dégage un bénéfice qui réduit les pertes cumulées au titre des exercices 2001 à 2019.

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU DES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

En Milliards FDJ	2017	2018	2019	2020	2021
SECTEUR REEL					
PIB nominal	472,150	494,693	522,124	528,400	553,829
<i>Déflateur</i>	<i>103</i>	<i>105</i>	<i>109</i>	<i>109</i>	<i>112</i>
PIB courant (prix n-1)	487,885	521,258	568,125	576,692	619,852
Taux de croissance réel du PIB	5.5%	4.8%	5.5%	1.2%	4.8%
FBCF					
Taux d'investissements	25.1%	27.0%	26.5%	26.4%	21.7%
Taux d'investissements Privé	18.8%	18.7%	18.3%	19.8%	14.8%
Taux d'investissements public	6.3%	8.3%	8.3%	6.6%	7.0%
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes totales	107,212	106,311	109,199	112,092	116,877
Recettes fiscales	66,209	69,003	71,272	65,866	69,386
Impôts directs	27,418	28,779	30,468	28,646	29,437
Impôts indirects	34,805	36,621	37,800	34,581	37,089
Autres taxes	3,986	3,604	3,005	2,639	2,859
Recettes intérieures non fiscales	20,642	15,743	16,599	24,761	26,610
Accords militaires	20,983	21,565	21,328	21,465	20,882
Contribution. Fiscal FFDJ	5,078	5,357	5,008	5,289	5,264
Loyers d'installations militaires USA	11,196	11,196	11,228	11,197	11,197
Loyer de la base japonaise	0,622	0,924	0,924	0,924	0,334
Loyer de la base italienne	0,533	0,534	0,533	0,501	0,533
Loyer de la base chinoise	3,554	3,554	3,554	3,554	3,554

En Milliards FDJ	2017	2018	2019	2020	2021
Dons	8,927	18,357	22,161	18,964	10,731
Dépenses globales	117,554	134,201	136,749	144,139	140,671
Dépenses courantes (montants)	87,024	91,842	91,927	89,628	91,154
(en % du PIB)	17.84%	17.62%	16.18%	15.54%	14.71%
Salaires	33,579	35,504	35,413	35,764	37,417
Matériel	29,775	29,975	29,686	30,332	32,186
Dépenses d'investissements	30,530	42,359	44,822	40,157	45,517
Investissements sur ressources internes	18,225	17,243	22,839	22,498	28,234
(en % du PIB)	3.74%	3.31%	4.02%	3.90%	4.55%
Solde budgétaire base ordonnancement avec dons	-1,415	-9,533	-5,389	-13,083	-13,063
Solde budgétaire base ordonnancement hors dons	-10,342	-27,889	-27,550	-32,047	-23,794
(en % du PIB)	-2.12%	-5.35%	-4.85%	-5.56%	-3.84%
Solde budgétaire base caisse	-1,778	-7,540	-2,518	-12,397	-10,943
Solde budgétaire base caisse hors dons	-6,804	-20,989	-24,679	-31,361	-23,794
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE					
Encours de la dette	349,471	366,404	383,206	427,137	463,392
Service de la dette directe	8,717	11,303	11,683	6,566	3,536
dont intérêts	5,075	6,332	7,038	3426.676771	911
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations de biens	561,954	625,926	710,204	494,884	718,545
Exportations de services	174,982	185,027	205,000	160,635	180,088
Importations de biens	635,468	640,289	735,433	517,384	619,101
Importations de services	129,803	104,175	111,171	91,265	119,103
Balance commerciale (biens)	-73,514	-14,363	-25,229	-22,500	99,443
Solde courant	-23,543	76,176	100,229	63,977	173,101
MONNAIE					

En Milliards FDJ	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs extérieurs nets	297,956	273,800	275,834	348,247	348,417
Crédit intérieur	122,487	130,800	147,052	157,654	180,884
Crédit à l'économie	103,952	112,013	122,699	118,202	112,134
Masse monétaire	370,565	349,879	380,602	453,912	478,420
<i>(Variation annuelle)</i>	20.0%	-5.6%	8.8%	19.4%	5.3%
Taux de liquidité (M2/PIB)	33,69%	34,41%	34,19%	36,12%	35,2%
Dépôts	358,120	336,647	371,212	418,906	434,344
Francs Djibouti	164,380	183,313	197,504	202,110	214,276
Devises	193,740	153,334	173,709	216,796	220,608
INDICATEURS BUDGETAIRES					
Taux de pression fiscal	13.57%	13.24%	12.55%	11.42%	11.19%
Masse salariale / Recettes fiscales	50.72%	51.45%	49.69%	54.30%	53.93%
Investissement sur ressources internes / Recettes fiscales	27.53%	24.99%	32.05%	34.16%	40.69%
Solde budgétaire de base / PIB	-0.3%	-1.8%	-0.9%	-2.3%	-2.1%
Encours de la dette / PIB	71.6%	70.3%	67.5%	74.1%	74.8%
Variations arriérées intérieures	-363	1993	2871	686	2120
INFLATION					
Taux d'inflation annuel (fin de période en %)	-0.84%	1.97%	3.27%	0.30%	2.55%
Taux d'inflation annuel (moyenne annuelle en %)	-0.07%	0.16%	0.27%	0.03%	0.21%



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES CHARGE DE L'INDUSTRIE

Direction de l'Economie et du Plan

BP : 2535, Immeuble Sarian/Héron, Commune de Ras Dika
Tél : (+253) 21 35 28 01/ 21 35 15 59 ; Fax : (+253) 21 35 28 02
www.directioneconomie-djibouti.com